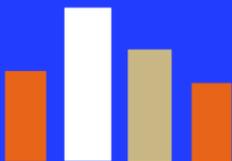




LE PARTI QUÉBÉCOIS ENTRE IDÉALISME ET PRAGMATISME :

LA DIFFICILE QUÊTE DE L'ÉQUILIBRE

PAR MAXIME CORRIVEAU



Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre: Le Parti québécois entre idéalisme et pragmatisme : la difficile quête de l'équilibre / par Maxime Corriveau.

Noms: Corriveau, Maxime, 1992- auteur.

Description: Comprend des références bibliographiques.

Identifiants: Canadiana 20220008957 | ISBN 9782981901729 (PDF)

Vedettes-matière: RVM: Parti québécois—Histoire—20e siècle. | RVM: Partis politiques—Québec (Province)—Histoire—20e siècle. | RVM: Québec (Province)—Politique et gouvernement—1960-1976. | RVM: Québec (Province)—Politique et gouvernement—1976-1985. | RVM: Québec (Province)—Histoire—Autonomie et mouvements indépendantistes.

Classification: LCC JL259.A57 C67 2022 | CDD 324.2714/0984—dc23

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i>	5
<i>Liste des abréviations, sigles et abrégés</i>	7
INTRODUCTION	8
PREMIER CHAPITRE	10
Historiographie et méthodologie	11
1.1 Contexte historique	11
1.2 Contexte historiographique	15
1.2.1 L'étude des partis politiques au Canada et au Québec	16
1.2.2 Les partis et acteurs du mouvement indépendantiste	20
1.2.3 Les biographies des principaux politiciens du Parti québécois	25
1.3 Problématique et hypothèse	30
1.4 Cadre d'analyse	34
1.5 Sources	36
Conclusion	37
DEUXIÈME CHAPITRE	38
Les premières années du PQ (1968-1971) : l'âge d'or de la participation ?	38
2.1 Le MSA : un laboratoire annonciateur	40
2.2 Un mariage de raison	45
2.3 L'adoption d'une structure	47
2.4 La culture politique au Parti québécois à travers les trois premiers congrès	51
2.4.1 Premier congrès	52
2.4.2 Deuxième congrès	56
2.4.3 L'expérience électorale	62
2.4.4 Le troisième congrès	63
Conclusion	69

TROISIÈME CHAPITRE	71
Institutionnalisation, pouvoir, parti et gouvernement (1971-1979) ---	71
3.1 Le congrès de 1973 : la marche vers le pouvoir -----	73
3.1.1 Retour sur le troisième congrès -----	73
3.1.2 L'année 1972 -----	75
3.1.3 Le congrès de 1973 -----	77
3.2 Un militant influent : le cas Claude Morin -----	81
3.3 Les relations parti-parlementaires et le pré-congrès de 1974 -----	84
3.3.1 Les relations parti-parlementaires -----	84
3.3.2 Le pré-congrès de 1974 -----	89
3.4 Le Congrès de novembre 1974 : la ratification du réalisme -----	91
3.5 Vers la prise du pouvoir et le congrès de 1977 -----	94
3.5.1 L'entre le dernier congrès et l'élection -----	94
3.5.2 L'élection de 1976 -----	99
3.5.3 Le congrès de 1977 -----	103
3.6 Le congrès minuté de 1979 : l'apogée des technocrates -----	108
3.6.1 L'apogée des technocrates -----	108
3.6.2 La suite de l'année 1979 -----	115
Conclusion -----	117
QUATRIÈME CHAPITRE	119
La revanche des militants (1979-1984) -----	119
4.1 L'affrontement ouvert de décembre 1981 : le retour de l'orthodoxie -----	121
4.2 Baroud d'honneur -----	128
4.3 Le chant du cygne (1982-1984) -----	137
4.3.1 Le parti perd des plumes -----	137
4.3.2 Le dernier congrès -----	139
4.3.3 Préparation de l'après-Lévesque -----	144
Conclusion -----	146
CONCLUSION	147
Bibliographie	151

AVANT-PROPOS

L'histoire des partis politiques canadiens et québécois semble avoir peu intéressé les historiens. En conséquence, la vie de ces organisations politiques complexes échappe encore à ce jour aux connaissances de la science historique. L'évolution de l'histoire politique, autrefois axée presque exclusivement sur les grands hommes d'État, ouvre toutefois de nouvelles perspectives pour aborder ces organisations et c'est à travers la perspective de la culture politique que nous avons abordé le Parti québécois, en nous intéressant plus particulièrement aux différentes luttes internes pour le contrôle de son orientation.

Pour cibler cette culture politique, nous nous sommes attardés principalement au déroulement des neuf congrès nationaux prenant place sous le mandat de René Lévesque à la tête du parti, soit de 1968 à 1985. Nous abordons à travers cette étude l'évolution du rôle des militants, du programme, des structures, ainsi que de la dynamique entre les principaux organes qui dirigent le parti (conseil exécutif, conseil national, aile parlementaire). Nous suggérons que malgré les apparences que lui confèrent ses statuts novateurs et démocratiques lors de sa fondation en 1968, le Parti québécois n'a été qu'une partie de ce que ses fondateurs et adhérents auraient souhaité.

Nos conclusions tendent à démontrer que le parti n'a jamais été le regroupement démocratique dirigé largement par ses membres que plusieurs ont essayé de créer initialement. Ses dirigeants, au contraire, ont tenté constamment à travers le temps de contrôler l'enthousiasme de ses membres, de contenir leurs « déviations » idéologiques en plus d'aller parfois contre leurs convictions, pourtant ratifiées par des congrès démocratiques. Il va sans dire également que René Lévesque a joué un rôle important dans cette opposition constante, et parfois paradoxale, entre la base et le sommet du parti.

Je propose donc au lecteur un regard historique sur les neufs congrès nationaux au cours desquels René Lévesque a été à la tête du PQ. J'amorce dans un premier temps cette étude avec la présentation de l'historiographie sur le sujet ainsi que la méthode et les outils avec lesquels j'ai décidé de travailler pour mener à bien cette recherche. Dans un second temps, je couvrirai les trois premières années de vie du PQ non sans passer brièvement par la naissance du Mouvement souveraineté-association (MSA) et le rôle du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) dans la naissance du nouveau parti politique en octobre 1968. Par la suite, je transporterai le lecteur dans la décennie 1970 durant laquelle plusieurs éléments bouleversent la culture militante péquiste. Pour conclure, je propose un regard sur les conséquences de la défaite référendaire de mai 1980 sur le parti.

L'étude qui suit n'a pas la prétention d'être exhaustive. Certains documents qui auraient pu enrichir l'analyse n'ont pu être consultés à cause de certaines restrictions. C'est le risque que court un chercheur dont l'historicité du sujet n'est pas à son plein potentiel. Néanmoins, je crois que le corpus utilisé permet de brosser de grandes tendances en plus de tirer certaines conclusions intéressantes. La science historique est une science qui doit selon moi inspirer la modestie chez ceux qui la pratiquent en leur permettant de prendre conscience des différents cadres temporels. C'est dans cette logique que je crois inscrire mon étude, soit une modeste contribution sur un sujet à propos duquel il reste tant à écrire.

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ABRÉGÉS

- BAnQ : Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- FLQ : Fédération libérale du Québec
- MSA : Mouvement souveraineté-association
- PCC : Parti conservateur du Canada
- PLC : Parti libéral du Canada
- PLQ : Parti libéral du Québec
- PQ : Parti québécois
- RIN : Rassemblement pour l'indépendance nationale
- RN : Ralliement national
- UN : Union nationale

INTRODUCTION

L'idée de ce mémoire de maîtrise a commencé à germer lors de discussions informelles avec celui qui allait en être le futur directeur à l'hiver 2013. C'est d'ailleurs lui qui a proposé que j'amorce cette étude avec un segment égohistorique qui permettra au lecteur de connaître quelque peu mon bagage. Par souci d'honnêteté intellectuelle, je crois important de faire connaître mes penchants et ce qui m'a amené à choisir cet objet d'étude plutôt qu'un autre. La phrase est clichée, mais non moins vraie : l'historien ne peut aspirer à l'objectivité totale et à se libérer de son temps, d'où émanent plusieurs de ses interrogations.

Le paysage politique a toutefois changé depuis les premières discussions informelles entourant cette étude. Effectivement, la première femme première ministre alors au pouvoir a été défaite, Pierre-Karl Péladeau lui a succédé, a lui-même démissionné avant d'être remplacé par Jean-François Lisée à la suite d'une deuxième course à la chefferie en moins de deux ans.

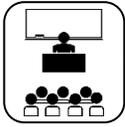
Je ne peux entièrement faire abstraction du fait que j'ai déjà milité au Parti québécois (PQ) au sein d'exécutifs de comté et collaboré, lors de campagnes électorales, à tenter de faire élire le candidat local. J'y ai obtenu la profonde certitude que les membres du PQ sont des gens de conviction qui croient encore aujourd'hui à l'idée selon laquelle leur formation politique est différente des autres, notamment en rendant le membre propriétaire du parti duquel je suis d'ailleurs encore membre à ce jour. Comparer ce militantisme avec celui des autres partis me ferait parler à travers mon chapeau. Je présume que seul l'idéal à atteindre conditionne l'action des militants, et ce, peu importe le parti. Évidemment, cet idéal n'est pas le même selon la formation à laquelle on décide d'adhérer.

Pour ma part, je ne milite plus depuis 2014. Au-delà du contexte politique et des conditions géographiques qui m'ont éloigné de mon association locale pour les études, j'ai perdu foi au militantisme au courant des dernières années.

Non pas que le PQ ne tente pas de créer les « conditions gagnantes » à la participation, mais simplement parce que la réalité de la politique en vient à rattraper n'importe quel parti qui aspire au pouvoir. La pureté idéologique flirte bien souvent avec les marges du pouvoir alors que le réalisme politique, ce pragmatisme souvent dénoncé dans la vie politique, tend pour sa part à en ouvrir les portes.

Il ne faut pas se méprendre. Je ne dis pas que le militantisme n'a pas sa place et qu'il n'est pas efficace. Affirmer une telle chose serait nier certains fondements de mon étude. D'ailleurs, aucun parti ni mouvement n'aurait pu faire valoir des idées politiquement novatrices si ce n'était de ce militantisme qui se trouve au cœur des démocraties libérales et qui est garant, dans certains cas, de grandes victoires tout comme, parfois, responsable de grandes défaites. Conséquemment, je respecterai toujours les gens aux positions tranchées tout comme je respecterai les gens dont l'opinion évolue et qui entrevoient le pouvoir politique comme le meilleur moyen de faire avancer certaines causes, même si la victoire ne doit parfois être que partielle. Il va sans dire que cette conviction personnelle n'est pas sans influencer l'hypothèse à laquelle je suis parvenu. Effectivement, en tentant de déterminer où résidait le pouvoir décisionnel au parti entre les années 1969 et 1985, j'ai offert l'hypothèse selon laquelle le parti a toujours été centralisé malgré tout le discours participatif mis en place à sa fondation.

Je persiste à croire que le PQ demeure malgré tout un parti singulier dans l'histoire du Québec. Après tout, comment un parti, dont la victoire de l'idée-maîtresse garantirait sa dislocation, ne pourrait-il pas être singulier ? Or, il y a plus. Nous le verrons davantage dans le premier chapitre, mais le PQ, malgré son apport à la vie politique québécoise, a été très peu étudié par les historiens. Il y avait là pour moi une occasion à saisir par l'entremise de cette étude. D'autant plus qu'elle permettrait d'éclairer certaines idées qui sont pratiquement devenues des mythes avec le temps. En effet, qui n'a jamais entendu des expressions comme quoi le « PQ mangerait ses chefs », que le « PQ est le parti des militants », ou encore qu'il est ingouvernable ?

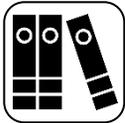


PREMIER CHAPITRE

Historiographie et méthodologie



1. Contexte historique
2. Contexte historiographique
3. Problématique et hypothèse



4. Cadre d'analyse
5. Sources

Conclusion

Historiographie et méthodologie

Ce premier chapitre va nous permettre d'introduire les bases de notre étude alors que nous aborderons le contexte historique dans lequel le Parti québécois est né avant de présenter un portrait historiographique du champ des partis politiques au Québec et au Canada, ainsi que l'apport de la biographie comme genre dans une étude comme celle que nous avons entreprise. Ce faisant, nous pourrons mieux situer l'apport de notre recherche qui occupera un créneau laissé jusqu'ici essentiellement vacant.

Nous présenterons par la suite les éléments liés au cadre méthodologique de notre recherche en exposant notre problématique. Pour conclure ce premier chapitre, nous aborderons les différentes sources qui composent notre corpus en plus d'en souligner les forces et les limites.

1.1 Contexte historique

La décennie 1960 représente, au Québec, un moment fort de l'imaginaire collectif. Marquée par de nombreuses réformes et figures notables, elle débouche sur une restructuration majeure du système politique partisan centrée sur la question nationale québécoise. Outre l'apport plus marginal du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et du Ralliement National (RN)¹ à ce débat, c'est la réflexion d'un certain nombre de nationalistes libéraux sur l'importance du rôle de l'État dans le développement socioéconomique du Québec qui en est le principal catalyseur. Effectivement, vers 1965, les éléments les plus réformistes (et nationalistes) du Parti libéral du Québec (PLQ) en viennent à considérer la situation politique du Québec comme résultant d'un blocage constitutionnel qui empêche ce dernier de contrôler sa destinée.

¹ En termes purement électoraux.

Ce blocage coïncide notamment avec l'arrivée des « trois colombes » sur la scène fédérale, arrivée qui marque la fin d'un certain fédéralisme d'ouverture qui avait prévalu jusque-là². Cette perception est également renforcée par le rapport préliminaire de la commission Laurendeau-Dunton qui insiste sur la gravité de la crise des institutions politiques au Canada³.

Aussi, les gains considérables du gouvernement québécois face au gouvernement fédéral au début de la décennie 1960 sont venus progressivement consolider la création d'un véritable État québécois, que certains nationalistes espèrent maintenant parachever par la souveraineté du Québec⁴.

Toujours en amont, mais plus directement en lien avec notre étude, c'est le 13^e congrès du PLQ d'octobre 1967 qui constitue le premier pas vers notre problématique. À ces assises libérales, deux options constitutionnelles sont présentées pour dénouer l'impasse que nous venons d'évoquer. D'un côté, Paul Gérin-Lajoie présente à la direction, dont il a d'ailleurs l'appui, ainsi qu'aux militants libéraux, la thèse d'un statut particulier pour le Québec⁵. De l'autre, René Lévesque tente de faire adopter par le parti sa proposition d'un Québec souverain dans une nouvelle union⁶. Cette dernière est battue à plate couture par la thèse de Gérin-Lajoie qui est adoptée par une écrasante majorité de 1 217 voix contre 9⁷. Il n'en faut pas plus pour sceller la rupture, qui était devenue de plus en plus évidente, entre Lévesque et l'organisation libérale.

2 Jacques Paul Couturier, *Un passé composé. Le Canada de 1850 à nos jours*, Moncton, Éditions d'Acadie, 2000, p. 336-337.

3 Robert Comeau, « Du nationalisme canadien-français au nationalisme québécois », dans Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière, *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois : Tome I. 1834-1968*, Montréal, VLB Éditeur, 2010, p. 150.

4 Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau : Le Croisé (1930-1970)*, Montréal, Québec Amérique, 2001, p. 465.

5 Réjean Pelletier, « La démocratisation du Parti libéral au cours des années 1960 : un travail inachevé ? », dans Robert Comeau (dir.), *Jean Lesage et l'éveil d'une nation. Les débuts de la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1989, p. 63.

6 *Idem*.

7 François Trépanier, « Les libéraux choisissent le statut particulier à 1 217 voix contre 9 », *La Presse*, 16 octobre 1967, p. 23.

Seuls quelques collègues ayant abouti à la même conclusion sur l'avenir du Québec vont lui emboîter le pas. Ces derniers ne sont toutefois pas les moindres, eux « qui occupaient des postes d'importance dans la hiérarchie de la Fédération libérale du Québec⁸ ».

La première assemblée publique des sympathisants de Lévesque a lieu le mois suivant à Montréal. Les 18 et 19 novembre 1967, le Mouvement souveraineté-association (MSA) est fondé et met au point le programme d'un congrès politique prévu pour le mois d'avril suivant en plus de former un exécutif provisoire dont les directeurs des principaux comités sont ces mêmes libéraux dissidents⁹. Or, le MSA ne demeure pas pour autant une organisation homogène alors que ses premiers débats laissent rapidement transparaître la présence de certains transfuges rinistes¹⁰ qui ne sont d'ailleurs pas les seuls dont les vues divergent de la direction. En effet, un autre groupe que nous qualifions de « réformiste » réussira avec l'aide des rinistes à remporter la guerre des statuts, règlements et procédures qui prévaudront lors du congrès de fondation en octobre 1968¹¹. Nous y reviendrons.

Le jeu politique entourant l'adoption des structures du futur parti indépendantiste révèle la présence de diverses conceptions du véhicule politique. D'une part, la mouvance riniste apporte au débat une conception idéaliste et novatrice au Québec d'un parti de « masse » axé sur des structures participatives fortes, l'éducation des membres et un financement populaire¹². Cette vision est d'ailleurs relayée par le groupe des « réformistes ».

8 François Trépanier, « Huit libéraux influents partent et annoncent 200 autres démissions », *La Presse*, 16 octobre 1967, p. 22.

9 Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 56.

10 Michel Roy, « Le MSA créera un parti politique dans un délai maximum de six mois », *Le Devoir*, 22 avril 1968, p. A-1.

11 Vera Murray, *Le Parti québécois de la fondation à la prise du pouvoir*, Montréal, Hurtubise, 1976, p. 127.

12 Denis Monière, « Le RIN un parti de type européen », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, n° 3, 2014, p. 51.

D'un autre côté, on retrouve le groupe des ex-libéraux, inévitablement marqué, à divers degrés, par son passage au PLQ et qui s'incarne dans un certain réalisme politique. Il faut dire que, à la fin des années 1960, la culture de cette organisation politique n'est pas encore « démocratisée ». Malgré la création de la Fédération Libérale du Québec (FLQ) qui voit le jour en 1955 et qui tente d'entreprendre une démocratisation du parti, il existe indéniablement une distance entre la théorie et la pratique. L'apparition de structures comme les associations de comté n'empêche pas la subsistance d'une structure parallèle où, parfois, le noyautage des nouvelles associations par l'ancienne équipe dirigeante contrecarre l'idéal démocratique souhaité par la FLQ¹³. C'est une formation politique où les élites traditionnelles contrôlent encore les organisations locales et où les parlementaires et le chef exercent une domination sur la vie du parti¹⁴.

Du côté du financement, bien que le PLQ ait innové en établissant une formule d'adhésion et une cotisation minimale, il n'en demeure pas moins marqué par un financement externe provenant surtout d'entreprises et de grands bailleurs de fonds¹⁵. C'est donc une culture organisationnelle où rien n'est laissé au hasard. Nous croyons, toutefois, que l'association entre le groupe de Lévesque et son appui à une telle structure partisane serait erronée.

Effectivement, les libéraux démissionnaires ont tenté, en vain, de démocratiser le PLQ au cours des années 1960¹⁶. Or, le refus de ce même groupe d'adopter des structures trop démocratiques pour le futur PQ témoigne manifestement d'une certaine volonté de contrôle par le haut, inspirée par un passage au PLQ, et d'une inquiétude à l'égard d'une trop grande participation populaire, notamment à cause de la présence d'éléments radicaux.

13 Pelletier, loc. cit., p. 66.

14 Ibid., p. 69.

15 Ibid., p. 63.

16 Murray, *op. cit.*, p. 126.

En ce sens, le parti à fonder pouvait certes, idéalement, favoriser une certaine participation des membres, mais il n'était toutefois pas question de subordonner l'efficacité et la respectabilité électorales à cette participation¹⁷. En somme, les ex-libéraux privilégiaient une conception plutôt traditionnelle, quoique réformée, d'un « parti de cadres¹⁸ ». Ce réalisme dans l'action politique, et surtout la connivence au plan idéologique, allaient d'ailleurs favoriser l'alliance avec le RN¹⁹. Toutefois, comme nous l'avons indiqué, ce n'est pas cette conception plus « classique » des structures qui entrera en vigueur au PQ à la suite d'un laborieux compromis²⁰. S'amorce alors une lutte perpétuelle sur la difficile recherche de l'équilibre entre une conception technocratique du parti politique et une mouvance participationniste.

1.2 Contexte historiographique

Un bilan historiographique s'attardant simplement au PQ s'avèrerait bref puisque peu de publications scientifiques lui ont été consacrées. Par conséquent, nous proposons de ratisser plus large dans un premier temps en analysant la production scientifique sur les partis politiques canadiens et québécois afin d'observer quelles sont les tendances et approches adoptées lorsque vient le temps pour les chercheurs d'étudier un objet d'étude similaire au nôtre. Dans un second temps, nous resserrerons notre regard sur les productions scientifiques portant directement sur le PQ et le mouvement indépendantiste. Ce choix se rapporte d'une part, comme nous l'avons mentionné, à la faible production directe portant sur notre objet d'étude, tandis que l'appellation « mouvement indépendantiste » se justifie par la nature coalisée du PQ.

17 *Ibid.*, p. 127.

18 *Ibid.*, p. 126.

19 Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les “bleus” », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque : Mythes et réalités*, Montréal, VLB, 2008, p. 156.

20 Jean-Roch Boivin, ex-libéral et président du comité des statuts au MSA accepte les structures.

À cette seconde section se greffe également une réflexion sur les études biographiques et témoignages des grandes figures qui ont animé le parti. Cette décision s'impose notamment par l'importance de telles études dans notre corpus de sources et par l'ascendant de ces figures dans l'historiographie de l'indépendantisme québécois.

1.2.1 L'étude des partis politiques au Canada et au Québec

Globalement, on peut dire que les historiens canadiens et québécois s'intéressent assez peu aux partis politiques et à leur culture. Au Canada, le Parti libéral (PLC) et le Parti conservateur (PCC) ont suscité une faible production d'ouvrages scientifiques. Dans le cas du premier, John Pickersgill publiait en 1963 *Le Parti libéral*²¹ dans lequel il expose l'histoire, la philosophie et le programme du parti. Historien de carrière, l'auteur est élu de ce même Parti libéral au moment de la rédaction, ce qui n'est pas sans soulever certaines questions sur le rapport de celui-ci avec son objet d'étude. Le politologue Reginald Whitaker publiait pour sa part en 1977 un ouvrage portant sur l'organisation du PLC durant la période 1930-1958 dans lequel il émettait la thèse que le PLC s'était incorporé avec succès dans l'État lui-même pour devenir le parti qui allait incarner naturellement le gouvernement²². S'ajoutaient à l'historiographie libérale en 1981 l'étude du politologue Joe Wearing²³ et l'étude de la journaliste Christina McCall-Newman²⁴. Wearing s'est principalement attardé aux finances et à l'organisation du parti alors que Newman n'émet pas de réelle thèse, scrutant le parcours des différentes figures marquantes et leur rapport au pouvoir.

21 John Whitney Pickersgill, *Le Parti libéral*, Montréal, Éditions du Jour, 1963.

22 Reginald Whitaker, *The Government Party : Organizing and Financing the Liberal Party of Canada. 1930-1958*, Toronto, UTP, 1977.

23 Joseph Wearing, *The L-Shaped Party : The Liberal Party of Canada 1958-1980*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1981.

24 Christina McCall-Newman, *Les rouges. Un portrait intime du Parti libéral*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1983.

Plus récemment, en 2005, le politologue Stephen Clarkson publiait une étude dans laquelle il s’attardait aux campagnes électorales de Trudeau à Martin en expliquant les succès du parti par la présence d’une culture interne autocratique et non-démocratique au sein du PLC²⁵.

Du côté conservateur, l’historiographie est encore plus lacunaire que celle de son vieux rival. En 1956, John Williams publiait *The Conservative Party of Canada : 1920-1949* qui est en fait une chronique du déclin du parti depuis la fin de la Première Guerre mondiale, déclin que l’auteur impute aux décisions impopulaires des dirigeants ainsi qu’à leur volonté de centraliser le parti²⁶. Jack Granatstein ajoute à cette historiographie une publication²⁷, parue en 1966, qui ne semble pas avoir suscité beaucoup d’échos, sa consultation ou celle de comptes rendus s’avérant impossibles. En 1973, l’historien Marc La Terreur abordait pour sa part le PCC à travers ses relations houleuses avec l’électorat québécois, qu’il explique par une indifférence des dirigeants à l’égard du Québec²⁸. Ce survol permet de voir que l’historiographie des partis politiques au Canada a suscité très peu d’intérêt²⁹. Les ouvrages touchant le PLC démontrent une présence claire des politologues alors que les historiens n’ont pas cherché à investir ce domaine d’étude. Certaines thématiques reviennent toutefois dans chaque ouvrage, comme l’organisation, les finances et le patronage. Du côté conservateur, la production scientifique est pratiquement inexistante, même s’il existe des études thématiques abordant des aspects spécifiques.

25 Stephen Clarkson, *The Big Red Machine : How the Liberal Party Dominates Canada Politics*, Vancouver, UBC Press, 2005.

26 John Williams, *The Conservative Party of Canada : 1920-1949*, Durham, Duke University Press, 1956.

27 Jack Granatstein, *The Conservative Party of Canada 1939-1945*, Durham, 1966.

28 Marc La Terreur, *Les tribulations des conservateurs au Québec. De Bennett à Diefenbaker*, Québec, Presses de l’Université Laval, 1973.

29 Dans les partis plus marginaux, la production est plus faible. Pour le CCF, on retrouve au niveau national : Ivan Avakumovic, *Socialism in Canada : A Study of the CCF-NPD in Federal and Provincial Politics*, Toronto, McLelland and Stewart, 1978 ; Walter Young, *The Anatomy of a Party : The National CCF*, Toronto, Toronto U.P., 1969. Sur le NPD, on retrouve : André Lamoureux, *Le NPD et le Québec 1958-1985*, Montréal, Éditions du Parc, 1985 ; Desmond Morton, *The New Democrats 1961-1986 : The Politics of Change*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1986.

Le champ historiographique des partis politiques au Québec n'est également pas le plus développé au premier coup d'œil, si l'on s'attarde aux monographies publiées. Le PLQ a eu droit à deux ouvrages que l'on peut qualifier de relativement « récentes ». En 1993, Vincent Lemieux analyse le PLQ et ses différentes alliances pour expliquer les succès et échecs du parti lors des scrutins provinciaux³⁰. En 2013, l'historien Michel Lévesque publie à son tour la première partie d'une histoire générale du PLQ allant de sa fondation en 1867 jusqu'en 1960³¹. Il y émet la thèse que le parti est majoritairement dominé par son chef et les parlementaires, que l'organisation extraparlamentaire est de nature privée et que seul le favoritisme permet d'unir toutes les composantes de la famille libérale³².

Au-delà des monographies, de nombreuses publications d'autres types viennent enrichir ce champ, notamment au sujet de la culture politique des partis. Johannes Lovink, dans une étude parue en 1976, s'attardait à la question du pouvoir au sein du PLQ durant la période 1897-1936. Sa thèse consistait à dire qu'en ce qui concerne la formulation des politiques et le choix du chef, le pouvoir décisionnel revenait à la direction du parti alors que le choix des candidats aux élections faisait l'objet d'un pouvoir moins centralisé³³. Sur cette même question, Paul-André Comeau avait publié en 1965 une étude sur la transformation du PLQ dans laquelle il émettait une thèse similaire en avançant que l'introduction d'institutions démocratiques par le parti n'avait pas pour autant changé les membres composant le cercle décisionnel. Pour lui, les anciens cadres du parti avaient tout simplement infiltré les nouvelles structures officielles³⁴.

30 Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec. Alliances, rivalités et neutralités*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993.

31 Le second tome portant sur les années 1960-1971 doit paraître prochainement.

32 Michel Lévesque, *Histoire du Parti libéral du Québec : la nébuleuse politique, 1867-1960*, Québec, Septentrion, 2013.

33 Johannes Lovink, « Le pouvoir au sein du Parti Libéral provincial du Québec, 1897-1936 », dans Réjean Pelletier (dir.), *Partis politiques au Québec*, Montréal, Hurtubise, 1976, p. 114-115.

34 Paul-André Comeau, « La transformation du Parti libéral québécois », dans *Revue canadienne d'économie et de science politique*, vol. 31, n° 3, 1965, p. 367.

Réjean Pelletier, dans une étude parue en 1989, parvenait aux mêmes conclusions que Comeau en énonçant que la démocratisation souhaitée et entamée au milieu des années 1950 au PLQ et visant à donner aux membres un plus grand pouvoir décisionnel constituait, une décennie plus tard, un travail encore inachevé³⁵. Dans son étude, Normand Duern abordait également la culture politique du PLQ entre 1956 et 1970. Celui-ci parvenait à la conclusion que le parti était loin d'être homogène alors qu'il existait, principalement après 1960, deux factions claires : l'une réformiste et l'autre plus conservatrice³⁶.

De son côté, l'Union nationale (UN) a également suscité une certaine production au plan historiographique. Herbert Quinn a retracé, en 1979, l'évolution de l'UN en portant une large attention au contexte qui a permis son éclosion et sa montée au pouvoir³⁷. S'intéressant aux pratiques administratives et électorales du parti et à l'idéologie nationaliste et conservatrice, la thèse de Quinn se veut celle de la continuité entre les administrations Taschereau et Duplessis. Il s'attarde sur les espoirs suscités et les trahisons du parti une fois au pouvoir. En 1981, Gérard Boismenu a quant à lui proposé une vision globale du parti de Duplessis en accordant une importance particulière à la dimension économique et une place centrale au chef³⁸. Les biographes Conrad Black et Robert Rumilly ont également abordé l'UN à travers sa figure dominante. Plus récemment, Maurice Duplessis a de nouveau fait l'objet d'une publication codirigée par Xavier Gélinas et Lucia Ferretti³⁹. Celle-ci n'aborde malheureusement pas la dynamique interne de l'UN. Peu d'études ont abordé les tiers partis québécois.

35 Réjean Pelletier, « La démocratisation du Parti libéral au cours des années 1960 : un travail inachevé ? », dans Robert Comeau (dir.), *Jean Lesage et l'éveil d'une nation. Les débuts de la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1989, p. 66-69.

36 Normand Duern, « La culture politique du Parti libéral du Québec », Mémoire de maîtrise, Université Laval, 1975, p. 212-213.

37 Herbert F. Quinn, *The Union Nationale: Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1979.

38 Gérard Boismenu, *Le duplessisme : politique économique et rapports de force*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981.

39 Xavier Gélinas et Lucia Ferretti, *Duplessis, son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010.

Robert Comeau et Bernard Dionne ont étudié, en 1981, le Parti communiste/Parti ouvrier-progressiste pour la période allant de 1936 à 1956 qui, de l'aveu même des auteurs dans la préface, est davantage un travail de déblayage dans lequel on ne retrouvera pas de « savantes analyses⁴⁰ ». Paul-André Comeau consacrait de son côté en 1982 une monographie au Bloc populaire, abordant ses dirigeants, son idéologie, son programme et ses tentatives électorales⁴¹. La thèse avancée par Comeau touche au Bloc comme élément marquant de l'évolution de l'histoire politique et intellectuelle québécoise alors que ses artisans auraient contribué à l'avènement du néonationalisme des années 1960. Quant à Patricia Dirks, elle a abordé dans une publication de 1991 l'éphémère Action libérale nationale en s'attardant aux luttes de pouvoir dans le rapprochement, et par la suite évincement, avec les conservateurs de Maurice Duplessis⁴².

1.2.2 L'étude des partis politiques au Canada et au Québec

Nous verrons dans cette seconde section du bilan que l'historiographie de l'indépendantisme québécois a été dominée par la production de nombreux ouvrages biographiques sur ses principaux acteurs, même s'il existe certaines études portant sur les partis indépendantistes. Le cas du PQ n'a pas encore fait l'objet, à ce jour, d'une monographie comme celles que nous retrouvons pour le PLQ. Cette faible production fait en sorte que certains ouvrages, bien qu'ils ne soient pas d'un apport scientifique si considérable, sont incontournables. L'ouvrage publié en 1976 par la politologue Véra Murray répond notamment à cette description.

40 Robert Comeau et Bernard Dionne, *Les communistes au Québec 1936-1956 : sur le Parti communiste au Canada, Parti ouvrier-progressiste*, Montréal, Presses de l'Unité, 1981.

41 Paul-André Comeau, *Le Bloc populaire*, Montréal, Québec Amérique, 1982.

42 Patricia Dirks, *The Failure of l'Action libérale nationale*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991.

La thèse de l’auteure vise à démontrer qu’au-delà de ses statuts initiaux, qui visaient à faire du PQ une organisation contrôlée par ses membres, un phénomène de centralisation des décisions s’est mis en place, notamment grâce à une application difficile de statuts idéalistes⁴³.

En ce sens, Murray est rejointe par les conclusions d’Éric Montigny qui a lui aussi étudié le PQ, mais pour la période 1993-2005. Ce dernier fait état de l’institutionnalisation de la vie partisane péquiste en soulignant l’évolution d’un parti d’idées vers un parti de pouvoir et un processus de centralisation visant à conférer au chef un plus grand pouvoir⁴⁴. Denis Monière, un autre politologue, s’inscrit également dans le sillon tracé par Murray alors qu’il consacrait quelques lignes au PQ dans un livre publié en 1977 en affirmant que la pureté idéologique des premières heures est supplantée par des considérations de tactique électorale. Monière émet la thèse que les idéalistes ont cédé leur place aux techniciens et politiciens d’expérience, entraînant dès lors des déviations par rapport à l’idéologie indépendantiste initiale⁴⁵. Réjean Pelletier émet un constat similaire en soulignant qu’avec la prise du pouvoir en 1976, les instances dirigeantes sont investies par les parlementaires qui essaient d’en modifier la composition pour accentuer leur propre poids au détriment de celui des militants⁴⁶. Sur une note discordante, Martine Tremblay écrit que les anciens militants libéraux se sont rapidement effacés après la création du PQ et que l’entourage de Lévesque est jeune et n’a pas milité au sein du PLQ⁴⁷.

43 Véra Murray, *Le Parti québécois de la fondation à la prise du pouvoir*, Montréal, Hurtubise, 1976.

44 Éric Montigny, *Leadership et militantisme au Parti québécois*, Québec, Presses de l’Université Laval, 2011.

45 Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Québec Amérique, 1977, p. 275.

46 Réjean Pelletier, « Les relations entre le Parti québécois et le nouveau gouvernement », dans Daniel Latouche (dir.), *Premier mandat. Une prospective à court terme du gouvernement péquiste*, Montréal, Aurore, 1977, p. 135.

47 Martine Tremblay, *Derrière les portes closes. René Lévesque et l’exercice du pouvoir (1976-1985)*, Montréal, Québec Amérique, 2006, p. 104.

John Saywell⁴⁸ s'est pour sa part attardé à la montée du parti au pouvoir dans une étude de 1977, alors que Graham Fraser⁴⁹ a abordé le parti en étudiant principalement ses dirigeants et leur parcours. Ces deux ouvrages ont somme toute assez peu problématisé la vie interne péquiste et ne sont intéressants que dans la mesure où ils renferment une quantité d'informations factuelles, un trait malheureusement partagé par certains témoignages des figures péquistes que nous verrons plus tard. Plus récemment, l'historien Jean-Charles Panneton a publié en novembre 2016 *Le Gouvernement Lévesque. De la genèse du PQ au 15 novembre 1976*, un ouvrage dans lequel il aborde la figure de René Lévesque à travers la Révolution tranquille, mais également lors des premières années de vie du PQ. L'historien aborde plusieurs thématiques qui seront également traitées dans le présent mémoire dont la question entourant les débats entre participation militant et efficacité électorale ; lui qui décrit en quatrième de couverture le PQ comme étant le « premier véritable parti de masse de l'histoire du Québec⁵⁰ ».

D'autres études de nature plus spécifique viennent s'ajouter à ces monographies. C'est le cas d'un article d'Éric Bédard publié en 2008 et examinant le rôle de l'alliance entre le MSA et le RN. L'historien y démontre la connivence idéologique entre les deux organisations rendue possible par le refus de la rupture, la dénonciation de la violence et un parti pris clair envers la démocratie. L'idée avancée par Bédard est que ce rapprochement avec le RN a permis au PQ de conquérir un électorat « bleu » et de prendre le pouvoir en 1976⁵¹. En 2010, Janie Normand parvenait aux mêmes conclusions que Bédard dans son étude des négociations entre RN, RIN et MSA.

48 John Saywell, *The Rise of the Parti québécois 1967-1976*, Toronto, University of Toronto Press, 1977.

49 Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984.

50 Jean-Charles Panneton, *Le Gouvernement Lévesque. De la genèse du PQ au 15 novembre 1976*, Québec, Septentrion, 2016.

51 Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque : Mythes et réalités*, Montréal, VLB, 2008, p. 147-159.

Elle écrit que l'attachement traditionnaliste d'un parti néanmoins indépendantiste a permis au PQ de pénétrer le même électorat dont parlait Bédard en 2008 et que, par conséquent, l'unanimité fréquemment évoquée au sujet de l'orientation naturelle du PQ à sa fondation envers la social-démocratie peut être remise en question⁵². Cet appui de traditionnalistes à l'idée d'indépendance contrastait de façon marquée avec le projet indépendantiste riniste par exemple.

D'autres études, qui sont encore plus en lien avec notre problématique, ont interrogé la relation qu'entretenait René Lévesque avec son parti. Don et Vera Murray avancent à ce sujet en 1978 une contradiction entre le souci démocratique publiquement affiché par Lévesque et son sens politique concret⁵³. En 1991, Graham Fraser émet un constat similaire en affirmant que Lévesque n'aimait pas son parti, mais que cette révolusion allait au-delà d'une simple lutte pour le contrôle et le pouvoir en soulignant le caractère naturellement indépendant de l'homme face aux règles et procédures dont le parti était lui-même l'incarnation⁵⁴. En 1992, Sylvain Simard s'inscrivait également en accord avec cette historiographie concernant la relation du chef avec son parti en écrivant que Lévesque n'a jamais été capable d'être encadré par des structures partisans alors qu'il n'a jamais considéré l'action politique autrement qu'en fonction de la prise et de l'exercice du pouvoir. Simard avance également que Lévesque a été de tout temps le seul contrepoids aux structures idéalisées du parti et que la « guerre » entre le fondateur et le parti allait être perpétuelle⁵⁵.

52 Janie Normand, « L'indépendance à droite. L'histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national entre 1964 et 1968 », Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2010.

53 Don Murray et Vera Murray, *De Bourassa à Lévesque*, Montréal, Éditions Quinze, 1978, p. 144-145.

54 Graham Fraser, « René Lévesque et la paradoxe démocratique », dans Yves Bélanger (dir.), *René Lévesque. L'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 119-123.

55 Sylvain Simard, « René Lévesque et les partis politiques : une relation complexe », dans Yves Bélanger (dir.), *René Lévesque. L'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 125-131.

Sur ce même point, André Larocque écrivait pourtant en 2007 que malgré les réticences initiales de Lévesque, ce dernier, à la fin du congrès de fondation, était fier du modèle adopté et que n'importe quel projet de structures aurait fini par lui causer des ennuis⁵⁶.

Outre le PQ, le RIN a suscité une production scientifique non-négligeable. André D'Allemagne a abordé, en 1974, le cheminement de l'organisation entre groupe de pression et parti politique en traitant plusieurs thématiques comme les structures, l'idéologie, l'action du parti, les finances, les conflits de personnalités et de régions⁵⁷. Pour sa part, François-Pierre Gingras a écrit un article en 1976 sur la première présence des indépendantistes à une élection générale. Son propos permet de voir qu'à l'instar de nombreux partis politique, le RIN est fortement tiraillé entre une préoccupation électorale et un attachement à certaines valeurs⁵⁸. Plus récemment, Denis Monière a publié un article démontrant les innovations introduites par le RIN dans la vie politique québécoise en ce qui concerne la participation accrue des membres et l'instauration d'une action politique nouvelle au Québec, décrivant par extension une large frange de militants qui se retrouveront au PQ⁵⁹. À ce sujet, Monière ne semble que reprendre les conclusions émises par Réjean Pelletier dans une étude sociologique des militants du RIN parue en 1974. À l'instar de l'analyse de Bédard et Normand sur l'alliance contractée par le PQ avec le RN, Pelletier s'est attardé sur certains éléments ayant fait achopper les négociations entre le RIN et le futur PQ, dont la question linguistique et la timidité avec laquelle le RIN condamnait l'action violente⁶⁰.

56 André Larocque, *Le Parti de René Lévesque*, Montréal, Fides, 2007, p. 89.

57 André D'Allemagne, *Le RIN et les débuts du mouvement indépendantiste québécois*, Montréal, Éditions l'Étincelle, 1974.

58 François-Pierre Gingras, «Le Rassemblement pour l'Indépendance nationale ou l'indépendantisme : du mouvement social au parti politique», dans Réjean Pelletier (dir.), *Partis politiques au Québec*, Montréal, Hurtubise, 1976, p. 219-246.

59 Denis Monière, «Le RIN, un parti de type européen», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, n° 3, 2014, p. 48-59.

60 Réjean Pelletier, *Les militants du RIN*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1974.

En ce qui concerne le mouvement indépendantiste en lui-même, peu de choses ont été écrites. Par exemple, William D. Coleman avançait en 1984 la thèse que le mouvement indépendantiste, incarné par la nouvelle classe moyenne dans les années 1960, a profité du retrait de l'Église au profit de l'État pour s'unir autour du projet indépendantiste, alors que l'effondrement du nationalisme traditionnel et le processus d'américanisation créaient conjointement un vide culturel que les indépendantistes allaient combler⁶¹.

L'auteur aborde étonnamment peu le PQ et, lorsqu'il le fait, il n'amène pas d'éléments novateurs. En 2010 et 2012 sont parus deux tomes retraçant l'évolution intellectuelle de l'indépendantisme québécois couvrant la période 1834 à 2012⁶². Abordant plusieurs mouvements et figures qui ont pensé l'indépendantisme à diverses époques, ces contributions deviennent incontournables dans le mouvement indépendantiste dominé par les biographies que nous allons bientôt aborder. Un constat s'impose qui laisse entrevoir un champ majoritairement occupé par les politologues et délaissé par les historiens. Il n'existe, pour ainsi dire, aucune monographie du RIN⁶³ ni du PQ alors qu'un tiers parti comme le RN a fait l'objet d'une étude assez exhaustive de la part de Janie Normand⁶⁴.

1.2.3 Les biographies des principaux politiciens du Parti québécois

En conséquence, quiconque souhaite étudier en profondeur le PQ doit apprivoiser les études biographiques qui constituent une partie majeure des ouvrages disponibles sur le sujet.

61 William Coleman, *The Independance Movement in Quebec 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984.

62 Robert Comeau *et al.*, *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome I. 1834-1968*, Montréal, VLB, 2010 ; Robert Comeau *et al.*, *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome II. 1968-2012*, Montréal, VLB, 2012.

63 Claude Cardinal a récemment produit une étude du RIN avec une approche insistant sur les conflits internes et idéologiques. Voir Claude Cardinal, *Une Histoire du RIN*, Montréal, VLB, 2015.

64 Normand, *op. cit.*

Nécessitant une certaine prudence, les sources biographiques demeurent extrêmement riches sur le plan factuel. Le croisement de celles-ci permet de mieux reconstituer certains événements en ciblant ce qui est récurrent à chaque témoignage. Ces constats valent doublement pour les autobiographies et les mémoires. Or, malgré leur apparente richesse, de nombreuses limites sont inhérentes à ces études. Fréquemment, elles n'émettent pas de thèses claires et se contentent de proposer un récit purement narratif qui peut parfois être dénué d'intérêt pour l'historien. D'autre part, la biographie n'est pas le monopole des historiens. Caractéristique que nous retrouvons de façon claire dans notre corpus alors que les biographes Pierre Godin, Pierre Duchesne, Jean-Claude Picard, Jean-François Nadeau et Michel Vastel appartiennent à la profession journalistique. Ce faisant, la ligne peut s'avérer assez mince dans ce style d'histoire entre la biographie critique qui vise la remise en question des apports d'une personne ou la biographie commandée visant sa réhabilitation et qui peut s'apparenter à de l'hagiographie⁶⁵. Le résultat final d'une biographie est généralement tributaire de trois facteurs : le rapport aux sources, le rapport du biographe avec son sujet et l'instrumentalisation que l'on veut en faire⁶⁶. C'est avec ce regard critique que nous proposons ici d'examiner différentes études biographiques traitant des figures qui ont marqué le PQ.

René Lévesque arrive sans surprise en tête de liste alors que de nombreux ouvrages lui ont été consacrés. Les plus marquants et pertinents sont sans contredit les quatre tomes de Pierre Godin qui retracent de long en large la vie du fondateur du PQ. Les tomes III et IV sont particulièrement intéressants alors que Godin fait revivre au lecteur les grands événements politiques du Québec contemporain à travers les yeux de René Lévesque.

65 Non pas que l'historien est exempt de toute filiation, mais l'utilisation de l'appareil critique inhérente à la méthode historique peut, nous croyons, limiter les risques d'instrumentalisation.

66 Andrée Lévesque, « Réflexion sur la biographie historique en l'an 2000 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 1, 2000, p. 96.

Godin rend bien l'idée qui a guidé la carrière de Lévesque, soit son respect de la volonté populaire au détriment de celle de son parti⁶⁷. Pour sa part, Jacques Parizeau a fait l'objet d'une biographie en trois tomes⁶⁸. À travers son travail, Pierre Duchesne situe Jacques Parizeau comme le gardien de l'orthodoxie péquiste en insistant notamment sur sa résistance face à l'introduction du référendum dans le programme du parti, sur sa démission comme ministre au moment du « Beau risque » de Lévesque et sur le sabotage qu'il a orchestré par la suite pour écarter le successeur de René Lévesque, Pierre-Marc Johnson⁶⁹. Une autre biographie a été consacrée à l'ancien chef du RIN et ex-membre du PQ, Pierre Bourgault, publiée en 2007 sous la plume de Jean-François Nadeau. Outre l'intéressant parcours de Bourgault au RIN, ce sont les chapitres consacrés à son arrivée au PQ et à sa relation ouvertement tendue avec René Lévesque qui nous intéressent. On y voit comment René Lévesque utilisait son statut pour écarter Bourgault des cercles décisionnels, et ce, même si en tant que membre, Bourgault aurait dû être traité de la même façon que les autres militants. À sa façon, Nadeau permet au lecteur de cerner l'argumentaire qui sous-tend la branche « orthodoxe » du parti⁷⁰. D'autres biographies relatent la vie de personnages indépendantistes importants mais s'avèrent toutefois moins intéressantes⁷¹.

Outre les biographies, d'autres figures du mouvement indépendantiste ont cru bon livrer leur propre témoignage. Encore ici, de nombreuses limites accompagnent ces études⁷², les auteurs étant fréquemment soucieux du rôle dans lequel la postérité les confinerait.

67 Pierre Godin, *René Lévesque, un homme et son rêve*, Montréal, Boréal, 2014.

68 Le risque de la biographie est démontré ici en ce sens que Duchesne, à l'époque journaliste, s'est lancé en politique et est devenu ministre dans l'éphémère gouvernement Marois.

69 Pour notre étude, c'est le second tome qui est le plus pertinent : Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau. Le Baron. 1970-1985*, Montréal, Québec Amérique, 2002.

70 Jean-François Nadeau, *Bourgault*, Montréal, LUX Éditeur, 2007.

71 Par exemple celles de Jean-Claude Picard, *Camille Laurin l'homme debout*, Montréal, Boréal, 2003 et de Michel Vastel, *Landry. Le grand dérangeant*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2003.

72 À l'exception des mémoires de Lévesque (*Attendez que je me rappelle*), les témoignages personnels comme ceux de Claude Charron (*Désobéir*), Lise Payette (*Le pouvoir ? Connais pas !*), Pauline Marois (*Québécoise !*) et de Jean Garon (*Pour tout vous dire*) ne sont pas d'un grand attrait historique pour la

Claude Morin⁷³, dans un livre paru en 1991 et intitulé *Mes Premiers ministres*⁷⁴, fournit un éclairage fort intéressant sur la dynamique interne du PQ au moment critique du virage par le parti sur le moyen d'accéder à l'indépendance, c'est-à-dire de l'élection référendaire à la démarche « étapiste ». On y retrouve clairement le penchant modéré de Lévesque et la présence d'orthodoxes sur cette question centrale dans la dynamique de la culture politique péquiste. Martine Tremblay, pendant un temps directrice de cabinet de René Lévesque, a publié pour sa part en 2006 un livre préalablement cité dans lequel elle propose le regard d'un « témoin de l'intérieur ». Si plusieurs éléments de ce livre sont intéressants sur le plan factuel, c'est plutôt, et en regard de notre problématique, la dynamique entre René Lévesque et son parti qui nous intéresse. Tremblay situe le détachement de Lévesque envers les instances de son parti en 1982⁷⁵. En ce qui concerne la culture politique péquiste dans son sens large, l'auteure identifie historiquement quatre courants⁷⁶, ce qui s'inscrit en opposition avec les catégorisations fréquemment évoquées et plus tranchées entre radicaux et modérés. Ce bilan historiographique nous permet d'en arriver à quelques conclusions. Nous avons vu que l'historiographie canadienne est très peu développée en ce qui concerne les partis politiques. On parle d'une historiographie assez lacunaire et dénuée de monographies sur les partis politiques qui est toutefois, comme dans le cas québécois, partiellement compensée par l'existence de nombreuses biographies sur ceux ayant occupé les fonctions de chef / premier ministre⁷⁷.

simple raison que ces écrits retracent un parcours personnel sans s'attarder aux dynamiques caractérisant le parti.

73 Le risque de travailler avec les mémoires politiques apparaît assez clairement dans le cas de Claude Morin qui, dans son livre, affirme avoir démissionné de son poste, alors que René Lévesque l'a, dans les faits, forcé à quitter après qu'il eût appris que Morin était un agent rémunéré par la GRC en échange d'informations sur le PQ.

74 Claude Morin, *Mes premiers ministres*, Montréal, Boréal, 1991.

75 Tremblay, *op. cit.*, p. 370.

76 Celui des nationalistes traditionnels, celui des militants radicaux arrivés du RIN, celui des pragmatiques dont la conviction sur la souveraineté est variable et celui des technocrates ayant épousé la cause souverainiste avec l'arrivée d'un État québécois moderne.

77 Nous ne trouvons pas pertinent de nommer tous les ouvrages, mais les noms de Trudeau, Laurier, Pearson par exemple ont suscité leur lot de travaux.

En ce qui concerne le cas québécois, on a vu que le PLQ a eu droit à deux publications globales (celles de Lemieux et de Lévesque) et à quelques études thématiques sur sa culture politique, alors que rien de similaire n'a vraiment été fait pour le PQ⁷⁸. L'UN est pour sa part grandement dominée par la figure de son chef, alors que peu d'études l'ont abordée avec une approche visant à scruter sa dynamique interne. Les tiers-partis québécois sont également peu couverts comme nous l'avons vu. À l'instar du cas canadien, l'historiographie québécoise présente certaines lacunes quant aux partis politiques et d'autant plus en ce qui concerne le mouvement indépendantiste. Encore ici, ce sont les biographies qui colmatent aujourd'hui en partie cette brèche. Toutefois, la majorité de ces ouvrages, surtout dans le cas du PQ, a été produite par des journalistes et non par des historiens. D'autre part, notons une forte présence des politologues dans le cas québécois (Véra Murray, Réjean Pelletier, Denis Monière, Vincent Lemieux, Éric Montigny) concernant l'étude des partis. La date de parution des ouvrages de Saywell et Fraser n'est également pas sans traduire une volonté présente au Canada anglais de comprendre ce qui se passe au Québec avec l'émergence rapide du PQ qui prend le pouvoir huit ans seulement après sa fondation. Ces études, produites à chaud, ne jouissent évidemment pas du recul dont nous pouvons bénéficier aujourd'hui.

Pour leur part, les cas du RIN et du PLQ permettent également de cibler un autre problème inhérent au champ historiographique alors qu'on semble assister à une forme de « recyclage » d'un auteur à l'autre⁷⁹. Toutefois, il semble que les historiens québécois découvrent un intérêt récent pour les partis politiques au Québec comme en font foi les publications récentes d'Éric Bédard, Janie Normand et Michel Lévesque.

78 Également surprenant de constater que le RIN semble avoir fait l'objet de publications plus spécifiques que le PQ.

79 Par exemple, Monière publie en 2014 un texte qui rejoint presque en tous points celui publié par Pelletier en 1974, tout comme nous retrouvons une forte similarité dans les études de Comeau et Pelletier sur la culture politique du PLQ.

À noter que ce regain peut être mis en lien avec la volonté de certains historiens de réhabiliter l'histoire politique à travers de nouvelles approches. Notre étude s'inscrit dans cette tendance avec l'originalité d'enfin problématiser la vie politique de ce parti politique complexe qu'est le PQ. Cette problématisation se veut en fait une déconstruction des perceptions fréquemment véhiculées à propos des partis politiques voulant qu'ils soient des « Églises laïques » dans lesquelles primeraient homogénéité idéologique et bonne-entente. Notre approche, en s'attardant à la culture militante du PQ, s'apparente à une sorte d'« histoire sociale du politique » et rendra plutôt compte de la nature réelle de ces organisations.

1.3 Problématique et hypothèse

À la lumière de notre exploration de ces contextes historique et historiographique, nous poserons notre regard sur les rapports entre ce que certains ont convenu d'appeler la frange technocratique du parti, associée à « la gagne à Lévesque » et la mouvance participationniste souhaitant que le parti appartienne aux membres et non à la direction. La première est composée principalement d'ex-libéraux nationalistes qui, inévitablement, portent avec eux une culture et une conception « traditionnelles » du parti politique qui n'est pas nécessairement opposée à la participation des membres, et qui est davantage soucieuse de l'efficacité électorale. La seconde fait écho à la conception du parti « de masse⁸⁰ » préconisée notamment par le RIN⁸¹. Plus largement, c'est l'évolution de la culture et des pratiques politiques du PQ durant cette période qui nous intéressera. Toutefois, pour enrichir notre problématique, il sera nécessaire de ne pas présenter cette opposition entre technocrates et participationnistes comme étant la seule explication structurant la culture politique du PQ. Bien qu'elle nous apparaisse déterminante, il nous faudra considérer que les militants qui constituent ces premières « catégories » ont certainement une mobilité à l'intérieur du parti.

80 Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1961, p. 84-85.

81 Monière, *loc. cit.*, p. 48.

Par exemple, un membre en faveur d'une démocratie interne forte peut tout de même être un indépendantiste « modéré » et vice-versa.

Au fil des congrès et conseils nationaux, cette opposition que l'on retrouve au départ sur les structures va tendre à se convertir en une opposition symbolisée entre le « national » d'une part et « la base » de l'autre. Outre cette question de la répartition du pouvoir dans le parti, d'autres enjeux viennent nous renseigner sporadiquement sur les forces présentes en son sein. Si la question de la répartition du pouvoir⁸² et la question linguistique sont les plus déterminantes pour cibler la culture politique du parti de 1968 à 1973, nous croyons que la question de l'accession à l'indépendance, le rapport parti-gouvernement⁸³ ainsi que l'action électorale deviennent, à partir du congrès de 1974 et pour le reste de la période étudiée, les principaux clivages pouvant nous informer sur la culture politique du parti et sur la tension entre participation et direction. Bref, nous tâcherons de répondre à la question suivante. Considérant le contexte particulier de sa fondation, et notamment sa grande hétérogénéité, comment s'institutionnalisent la culture et les pratiques politiques du Parti québécois à travers le congrès de fondation du MSA en avril 1968 et les neuf congrès et différents conseils nationaux du parti s'échelonnant de 1968 à 1984, soit l'année du dernier congrès auquel participe le chef-fondateur du parti ?

Pour répondre à cette question, nous devons poser plusieurs autres questions pour développer une « approche clinique⁸⁴ » du parti politique, pour emprunter l'expression favorisée par Jean-Herman Guay dans l'étude de ces organisations. Quel est le pouvoir réel des militants et des structures régionales ?

82 Cette question transcende la période étudiée (1968-1984).

83 Évidemment à partir de 1976.

84 Jean-Herman Guay, « Essai de redéfinition des fonctions partisane », dans Hugo Loiseau (dir.), *Vous avez dit appliquée ? La politique appliquée : pédagogies, méthodes, acteurs et contextes*, Longueuil, Groupéditions, 2013, p. 142.

En d'autres termes, le parti est-il centralisé ou décentralisé⁸⁵ ? Le programme voté en congrès est-il le même qui est véhiculé dans les campagnes électorales⁸⁶ ? Existe-t-il des directives, formelles ou informelles, des dirigeants sur le déroulement des élections aux postes à pourvoir dans le conseil exécutif du parti, organe qui le dirige quotidiennement ? Au moment des votes en congrès, la direction du parti tente-t-elle d'orienter la réflexion des délégués⁸⁷ ? Les congrès surviennent-ils à un intervalle régulier⁸⁸ ? Si ce n'est pas le cas, ce sont les membres ou la direction qui les espacent ou les rapprochent ? Les discours d'ouverture et de clôture du chef dans les congrès lancent-ils des messages aux délégués ? Les membres ont-ils un contrepoids envers la direction du parti / le chef ?

Nous amorçons la réflexion à partir du postulat selon lequel toute organisation politique engendre à la base des rapports de domination, prononcés ou non. En dépit de ses aspirations initiales qui semblent le démarquer des « vieux partis » d'alors, et en réaction face à l'arrivée définitive⁸⁹ et non-souhaitée d'une gauche plus radicale issue du RIN qui renforce l'aile des réformistes au sein du MSA, nous croyons que le Parti québécois va tendre rapidement à favoriser une culture politique traditionnelle qui va se refléter dans la constitution d'un cercle restreint et sélect utilisant divers mécanismes perceptibles à travers les congrès du parti, de la fondation du MSA en 1968 jusqu'en 1984, où, suite à la défaite référendaire de 1980, une certaine remise en question de la dynamique interne s'impose.

85 Bien que possiblement difficile à déterminer, nous justifions une telle question puisqu'il existe à travers les congrès des résolutions remettant en question la pertinence des structures régionales.

86 Par exemple, en 1973, une publicité électorale péquiste fait mention du concept d'étapisme, alors que le concept n'est qu'approuvé par les membres qu'au 5^e congrès de novembre 1974.

87 La disposition de la salle, l'ordre des allocutions ou du chantage politique (comme les menaces de démission de Lévesque) sont des éléments qui seront considérés par nous comme une volonté d'orienter la réflexion des délégués. Par exemple, au 3^e congrès de 1971, Lévesque, assis en première rangée discrédite clairement le discours de Bourgault qui tente d'accéder à l'exécutif. Cette réaction de négation (en position très visible des membres du congrès) est intéressante à considérer.

88 Un parti qui espace les rencontres avec ses principaux militants (congrès) est un parti plus centralisé.

89 Le RIN se saborde peu de temps après le congrès de fondation du PQ. Plusieurs de ses membres vont renforcer les « transfuges », autrefois du RIN mais passés au MSA au début de 1968.

Notre hypothèse se base essentiellement sur des théories sociologiques. « L'observation révèle en effet que dans tout parti qui atteint un minimum d'importance, la force du phénomène oligarchique surgit, même lorsqu'émerge un leader incontesté⁹⁰ ». Ce groupe sélect jouira de quelques privilèges : d'une part, de privilèges statutaires pour ceux qui coordonnent la mise en place des instruments de gestion du parti⁹¹ ; d'autre part, notre groupe aura également des privilèges sur l'information. « Situés à la tête du parti dont l'organisation est nécessairement pyramidale, [les membres du groupe sélect] sont les mieux placés pour avoir les premiers une vue d'ensemble des mouvements qui le traversent⁹² ». Et finalement, les membres de ce groupe jouiront également d'un privilège de notoriété qui incite généralement les membres du parti à faire bloc derrière eux⁹³.

Ainsi, notre hypothèse en ce qui concerne l'évolution du PQ nous semble conforme au cycle de vie « idéaltypique » du parti politique⁹⁴. Ce dernier est constitué des étapes suivantes :

- 1) La construction, où existent une ferveur militante et une forte inclination au débat d'idées ;
- 2) La consolidation, marquée par les succès électoraux, de nouveaux militants préoccupés par l'efficacité et une stabilisation des luttes au sein du cercle dirigeant ;
- 3) Le vieillissement marqué par le dépérissement des débats d'idées internes ;
- 4) La reconstruction marquée par le déclin électoral et une contestation ouverte du leadership institué.

90 Philippe Braud, *Sociologie politique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2008, p. 476.

91 Braud, *op. cit.*, p. 476-477.

92 *Ibid.*, p. 477.

93 *Idem.*

94 Reconstitué de la référence suivante : *Ibid.*, p. 479.

1.4 Cadre d'analyse

Pour faciliter notre analyse visant à mieux comprendre la culture politique du PQ, nous allons recourir aux deux idéaux-types de partis politiques présentés par le politologue français Maurice Duverger. Bien que nous soyons conscients des autres modèles avancés par différents politologues, nous croyons que la dualité analytique introduite par Duverger se prête bien à notre étude. Conséquemment, nous présentons brièvement ces deux idéaux-types : le parti de cadres et le parti de masse. C'est à partir des caractéristiques spécifiques au PQ que nous pourrions situer ce dernier entre ce que l'on pourrait considérer comme deux pôles référentiels à l'intérieur desquels l'organisation politique péquiste se déplace assurément.

Par l'appellation de parti de « cadres⁹⁵ » ou parti « bourgeois », nous entendons un parti reposant sur des comités peu étendus, assez indépendants les uns des autres et qui sont généralement centralisés. Ce genre de parti ne cherche généralement pas à multiplier ses adhérents ni à encadrer de grandes masses populaires, mais plutôt à grouper des notables pour préparer les élections, les conduire et garder le contact avec les candidats. Ces notables doivent être évidemment influents, puisque leur nom et leur prestige doivent servir de caution au candidat. D'autre part, les partis de cadres font appel à des notables capables d'organiser avec succès les campagnes électorales. Subséquemment, le financement des partis de cadres est généralement le fruit d'un petit nombre de contributions importantes provenant de membres des élites. Leur activité est orientée tout entière vers les élections et les combinaisons parlementaires. Elle conserve de ce fait un caractère semi-saisonnier ; leur armature administrative est embryonnaire et leur direction demeure largement entre les mains des députés. De plus, ce type d'organisation politique ne s'occupe que des problèmes politiques ; la doctrine et les problèmes idéologiques n'y jouent qu'un faible rôle. L'adhésion y est d'ailleurs plutôt basée sur l'intérêt ou l'habitude.

95 La définition n'est pas tirée intégralement du texte, mais reconstituée à partir des éléments que nous considérons les plus importants de la référence suivante : Maurice Duverger, *op. cit.*, p. 17 et p. 85.

À l'autre extrémité du spectre nous retrouvons le parti de modèle dit de « masse⁹⁶ ». Ce dernier, diamétralement opposé au parti de cadres, repose sur l'encadrement de masses populaires aussi nombreuses que possible. On y retrouve un mécanisme très rigoureux de cotisations individuelles sur lequel s'appuient les finances du parti (qui sont basées sur les dons). Les comités font place à des « sections », qui sont des groupes de travail plus étendus et plus ouverts, où l'éducation politique des membres prend une grande place à côté de l'activité purement électorale. Le nombre des adhérents et la perception des cotisations obligent à établir une administration importante. On trouve donc à l'intérieur du parti des fonctionnaires plus ou moins nombreux – les « permanents » – qui tendent naturellement à former une classe et à prendre une certaine autorité : les germes de la bureaucratie s'y développent. D'autre part, dans un tel parti, la doctrine joue un rôle important et les rivalités y prennent l'aspect d'une lutte de tendances. Le parti déborde généralement le domaine purement politique pour empiéter sur le terrain économique, social, familial, etc. Duverger conclut que ce que les partis de cadres ont par le choix, les partis de masse l'ont par le nombre.

Bien qu'utiles, de telles balises ne doivent toutefois pas constituer un cadre d'analyse trop rigide. Par leur nature d'idéaux-types, ces partis n'existent pas à l'état pur. Ils présentent toutefois de grands traits intéressants que nous nous attarderons à repérer. À première vue, le modèle de « masse » s'applique à un certain degré au PQ « idéalisé » tel que conçu à sa fondation. Or, nous pouvons déjà affirmer que le PQ à sa fondation n'est plus le même en 1984. C'est donc l'analyse de la trajectoire entre ces deux moments qui est intéressante. Est-ce un mouvement linéaire d'un pôle à l'autre ? Est-ce plutôt une trajectoire irrégulière ? Y a-t-il même une trajectoire ?

96 Même principe que celui utilisé pour la définition de « cadres ». Voir Duverger, *op. cit.*, p. 17-18 et p. 85.

1.5 Sources

Notre corpus combinera sources et études. Les sources médiatiques ont occupé une place centrale dans notre corpus. En ce qui concerne les congrès nationaux, la majorité des articles a été puisée chez les quotidiens *La Presse* et *Le Devoir* pour la période 1968-1984. Ces sources regorgent d'informations sur les diverses tendances et différents conflits qui agitent la vie interne du parti, et ont permis de cerner certains mécanismes récurrents de la culture informelle du parti. Le moteur de recherche élaboré par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec nous a également permis de cibler plusieurs articles traitant du PQ entre les congrès nationaux, que ce soit dans le *Journal de Montréal*, le *Journal de Québec*, *Le Droit*, *La Tribune*, *Le Jour*, *La Voix-de-L'Est* ou *Le Soleil*. Ce sont donc environ 200 articles qui se sont ajoutés à notre corpus de sources et qui sont venus offrir un complément à la perspective davantage « nationale » offerte par la couverture des congrès par *La Presse* et *Le Devoir*. Il nous a également été possible, à travers ces articles, de saisir des dynamiques régionales qui nous échappaient jusqu'ici. Cette utilisation des quotidiens régionaux nous a également permis de cibler des textes de militants qui nous auraient malheureusement échappés si nous avions décidé de nous en tenir aux journaux nationaux.

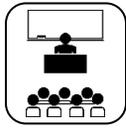
Les programmes du Parti québécois (1970, 1971, 1973, 1975, 1978, 1980, 1982, 1984) ont été consultés pour cibler des points névralgiques de la vie intra-partisane et pour voir son évolution d'un congrès à l'autre. Aussi, les programmes incluent généralement les statuts du parti. L'analyse de ces derniers a permis de cibler les modifications, voire le retrait, de certains éléments que l'on a pu imputer à une dynamique particulière.

Pour leur part, les plateformes électorales du Parti québécois émises à l'occasion des élections de 1970, 1973, 1976 et 1981 ont été utilisées à des fins comparatives avec le programme du parti en vigueur. La concordance ou non-concordance des objectifs électoraux avec le programme nous a révélé certains éléments de la dynamique interne.

Nous sommes conscients de l'existence des procès-verbaux des conseils nationaux qui se retrouvent dans le Fonds « Parti québécois » de la BAnQ Vieux-Montréal à la cote P136. Bien que leur consultation nous aurait grandement aidé à saisir la vie interne du parti et puisque le conseil national est la plus haute instance du parti entre deux congrès, l'accès ne nous a pas été accordé malgré des démarches auprès du parti. Un constat similaire s'applique concernant les procès-verbaux d'une autre instance, soit le conseil exécutif. Il y a là une limite de notre étude qui renvoie à une réalité partagée par les historiens s'intéressant à des objets d'étude contemporains. S'ajouteront des études comme les ouvrages biographiques des figures marquantes.

Conclusion

Ainsi, grâce à ce corpus, les 16 années de la période étudiée sont bien couvertes par les sources issues des différents groupes que nous venons de mentionner. Le corpus nous semble également être en adéquation avec notre problématique et implique qu'il n'a pas été nécessaire de croiser un nombre indéfini de sources pour comprendre un événement. En contrepartie, bien que réparties également dans le temps, les sources n'en demeuraient pas moins fréquemment espacées. Ces vides ont été abordés avec une attention particulière. De plus, les sources journalistiques, bien qu'abondantes, constituent à la fois une force et une faiblesse. Il faut considérer que les journalistes préfèrent certainement s'attarder sur ce qui accroche dans les congrès que sur ce qui se déroule sans problème. Conscient de cette réalité, il faut être prudent dans l'analyse de ces documents. Une simple résolution ambiguë peut défrayer les manchettes, alors que des centaines d'autres peuvent être adoptées sans accroc. Notre corpus invite donc à une prudence constante. Également, le corpus est principalement axé sur « l'élite » des membres. Malgré l'inclusion d'articles traitant de la vie régionale du parti, une réalité s'impose : la vie des comtés et régions nous sera malheureusement trop souvent méconnue. C'est donc outillé du cadre d'analyse que nous venons de décliner que nous proposons de retourner aux mois qui ont précédé la fondation du PQ pour comprendre la réalité initiale d'un parti qui allait connaître certains soubresauts au fil du temps.

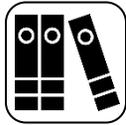


DEUXIÈME CHAPITRE

Les premières années du PQ (1968-1971) : l'âge d'or de la participation ?



1. Le MSA : un laboratoire annonciateur
2. Un mariage de raison



3. L'adoption d'une structure
4. La culture politique au Parti québécois à travers les trois premiers congrès

Conclusion

Les premières années du PQ (1968-1971) : l'âge d'or de la participation ?

Ce second chapitre portant sur les premières années de vie du PQ (1968-1971) sera l'occasion pour nous de démontrer comment les conflits internes qui traversent notre étude se posent dès la fondation du parti. Nous expliquerons comment deux conceptions de l'action politique en viendront à cohabiter dans un même véhicule par un mariage relevant bien plus de la raison que de la connivence idéologique.

Nous aborderons également la question des structures politiques de ce nouveau véhicule politique qu'est le PQ né à la fin du mois d'octobre 1968. Cet épisode méconnu de sa création vient, théoriquement du moins, conférer le pouvoir au sein du parti à ses membres dont les vues divergeront rapidement de celles des dirigeants, dont l'action politique est plutôt axée sur la conquête rapide du pouvoir.

À travers cette opposition entre militants assoiffés de démocratie participative et dirigeants dont l'expérience politique antérieure commande une plus grande réserve, nous verrons apparaître certains mécanismes informels de contrôle dans les congrès. Ainsi, la direction du parti, qui jouit d'une certaine notoriété politique et qui est incarnée par Lévesque, va réussir la majeure partie du temps à contrecarrer les militants trop audacieux que ce soit dans l'orientation politique du programme ou au moment de l'élection des conseils exécutifs lors des congrès nationaux.

Somme toute, ce chapitre nous permet d'affirmer que l'idée d'« âge d'or » d'une participation militante « puriste » au PQ est un mythe. En ce sens, la direction politique du parti a toujours été concentrée entre les mains de quelques individus sélects qui se sont même réservé le luxe de jouer la carte de la démocratie participative lorsque l'occasion se présentait.

2.1 L'histoire comme clef d'interprétation

L'étude d'un phénomène historique pousse constamment le chercheur à définir plus ou moins arbitrairement l'élément premier d'une chaîne de causalité. Cette réalité se pose avec encore plus d'acuité dans le cas du PQ. Nous choisissons de faire débiter notre analyse au lendemain du congrès politique du PLQ d'octobre 1967 en étant conscient que d'autres chercheurs auraient pu choisir un autre point de départ. L'expérience du MSA nous apparaît annonciatrice des diverses tensions qui traverseront le PQ à travers notre période.

Après quelques discussions, les acteurs qui, avec Lévesque, ont quitté le PLQ optent pour un mouvement d'opinion qui est fondé les 18 et 19 novembre 1967 à Montréal¹. Nous pouvons dès lors jeter un regard sur sa composition initiale. Son exécutif provisoire est formé d'anciens libéraux². De plus, *La Presse* rapporte que « la moitié des délégués environ sont des membres du parti libéral qui ont quitté ce parti pour se rallier au député de Laurier³ ». On rapporte également que le tri des délégués s'est effectué selon les antécédents en matière politique, comme l'expérience en organisation, mais aussi selon les spécialités et compétences pouvant être utiles dans l'établissement de la structure envisagée⁴. Si le comité directeur du MSA est favorable à la constitution d'associations régionales selon les méthodes habituelles des autres partis, il n'en demeure pas moins qu'il affiche un certain souci qui le rattache aux partis de masse tel qu'entendu dans notre cadre d'analyse : « C'est là que le mouvement innovera, on mettra l'accent sur les méthodes d'animation populaire. Ce sera en fait un mélange d'animation et de participation a souligné le député de Laurier⁵ ».

1 Pierre Godin, *René Lévesque. Un homme et son rêve*, Montréal, Boréal, 2007, p. 234.

2 Du nombre, Jean-Roch Boivin, Marc Brière, Rosaire Beaulé et Pothier Ferland.

3 Pierre Godin, « Fondation samedi prochain du mouvement pro-Lévesque », *La Presse*, 13 novembre 1967, p. A-1.

4 *Idem*.

5 Pierre Godin, « Le mouvement souverainiste sera parti politique dès le printemps », *La Presse*, 20 novembre 1967, p. A-1.

Si la participation à cette première rencontre retient l'attention des journaux qui ne manquent pas de souligner l'ambiance de « participation extrêmement sérieuse⁶ », le malaise qui persistera tout au long de la période de notre étude se profile déjà sans prendre une forme concrète en novembre 1967. À ce moment, la cohabitation entre participation et efficacité semble encore possible. *Le Devoir* rapporte que « pour la première fois, dans cette sorte d'aventure, les spécialistes, si l'on veut, et les gens ordinaires, se [retrouvent] sur le même pied⁷ ». Lévesque y va même d'une profession de foi en faveur d'un parti appartenant à ses membres lorsqu'il met son auditoire en garde « contre des partis parachutés d'en haut, ce qui reviendrait à en créer un neuf avec les habitudes qui sont celles des vieux⁸ ».

Les sources couvrant les mois séparant la mise sur pied du MSA en novembre 1967 et sa fondation officielle en avril 1968 ne sont pas les plus abondantes. Nous pouvons toutefois affirmer que le MSA tente alors d'essaimer partout en province en recrutant de nouveaux membres et en diffusant le plus largement possible son programme. Un coup d'œil à l'évolution de ses effectifs nous démontre la vitalité de la jeune organisation. En novembre 1967, le MSA compte 400 membres alors qu'en janvier suivant ce nombre atteint 700⁹. Lors de la fondation officielle en avril 1968, le mouvement compte 7 274 adhérents¹⁰.

La croissance se poursuit en mai 1968 alors que le nombre de membres est de 10 073. Il atteindra 14 280 lors du congrès de fondation du PQ en octobre 1968¹¹.

6 Jean-V. Dufresne, « René Lévesque : tôt ou tard un parti politique », *Le Devoir*, 20 novembre 1967, p. A-1.

7 *Idem.*

8 *Idem.*

9 Godin, *op. cit.*, p. 236.

10 Michel Roy, « Le MSA créera un parti politique dans un délai maximum de six mois », *Le Devoir*, 22 avril 1968, p. A-1.

11 Anonyme, « MSA-PSA-PPS ou PIQ ? », *La Presse*, 12 octobre 1968, p. 6.

La diffusion en janvier 1968 du manifeste *Option Québec* a certainement favorisé cette rapide croissance alors que Lévesque a pu verser à la caisse du mouvement 10 000\$ en droit d'auteur¹². Cette augmentation des sympathisants va toutefois de pair avec la diversification des courants idéologiques qui composent le mouvement en avril 1968.

S'il était largement composé d'anciens libéraux en novembre 1967, la situation est différente en avril 1968. Certains groupes, voyant possiblement l'opportunité d'utiliser le prestige d'une figure comme celle de Lévesque à leurs propres fins ont intégré les rangs du MSA. Si bien que le chroniqueur Claude Beauchamp note que « la présence de deux "ailes" au sein du MSA s'est dessinée clairement au cours des trois jours des assises, deux ailes qui distinguent, indifféremment, souverainistes vs rinistes, idéalistes vs électoralistes, modérés vs radicaux, très gauchistes vs moins gauchistes¹³ ». Ce dernier fait également mention d'un phénomène intéressant lorsqu'il observe un « curieux jeu de balance qui faisait en sorte que lorsqu'une aile "gagnait" un vote, elle "perdait" le suivant, comme s'il existait une entente spontanée qu'un "bloc" se devait de ne jamais contrarier l'autre au point de l'indisposer¹⁴ ».

C'est toutefois dans l'affrontement entre François Aquin et René Lévesque que s'exprime la présence de ces deux courants. Pour les partisans du premier, dont la majorité provient des rinistes ayant adhéré au MSA¹⁵, seul le système d'éducation publique de langue française, à tous les niveaux, devrait être subventionné par l'État. Pour les tenants de la position de Lévesque, il faut au contraire que l'État subventionne les écoles primaires et secondaires du secteur anglophone¹⁶.

12 René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...*, Montréal, Québec Amérique, 1986, p. 303.

13 Claude Beauchamp, « Affrontement Lévesque-Aquin. Le MSA se transformera en parti politique dans un délai de six mois », *La Presse*, 22 avril 1968, p. A-1.

14 *Idem*.

15 Michel Roy évoque environ 1 500 rinistes. Voir Michel Roy, « Au sein même du MSA, René Lévesque est contesté », *Le Devoir*, 23 avril 1968, p. A-1.

16 Michel Roy, *loc. cit.*

Si François Aquin réussit temporairement à retrancher un paragraphe de la politique linguistique du MSA, Lévesque réussit à sauver la mise en menaçant de démissionner dans « un concert de sifflets et de huées qui mont[ait] du parquet et descend[ait] des gradins¹⁷ ». Ce ne sera pas la dernière fois. Sa proposition est finalement adoptée par 418 voix contre 240¹⁸.

Or, sans questionner le bien-fondé de la position de Lévesque sur cette épineuse question, le déroulement du congrès d'avril 1968 démontre clairement l'ascendant du chef sur les membres lorsqu'il réussit, par sa personnalité, à changer un vote de l'assemblée. Faut-il mentionner que cet ascendant dont jouit Lévesque peut certainement être consolidé par son don au parti de 10 000\$, soit la somme qu'il a touchée en droits d'auteur pour *Option Québec* ? Moins éclatant, le reste du congrès élit le Comité exécutif central, élection qui ne fait pratiquement que prolonger le mandat des anciens libéraux¹⁹.

Le chroniqueur Michel Roy ne manque pas de souligner qu'un souci de participation a dominé les débats et les interventions en assemblée générale²⁰. Certains militants ont dit qu'il était important de « s'en remettre inévitablement aux décisions de la base, autrement le MSA risque de devenir le “plus jeune des vieux partis”²¹ ». Roy ne manque également pas d'imputer cette volonté exigeante de démocratie à

la présence clandestine du RIN dans ce congrès, présence réelle dans les gradins où grand nombre de rinistes avaient pris place en spectateurs, tensions, encore, provoquées par de sourds conflits de générations et de tendances, combien de fois n'a-t-on pas entendu de réflexions à voix basse contre les « anciens libéraux »²².

17 Godin, *op. cit.* p. 239.

18 Roy, *loc. cit.*

19 *Idem.*

20 *Idem.*

21 *Idem.*

22 *Idem.*

Il faut dire qu'au cours des assises, ce sont les anciens libéraux Marc Brière et Rosaire Beaulé qui intervenaient pour expliquer les positions de la direction du MSA²³. Malgré la présence d'éléments disparates, le MSA adopte tout de même au final un programme modéré que Maurice Giroux de *La Presse* qualifie de « frère jumeau à celui du parti libéral du printemps 1966²⁴ » hormis, bien sûr, de l'objectif indépendantiste.

Que faut-il retenir de ce premier congrès du MSA qui impose à son exécutif de négocier avec le RN et RIN la création d'un parti indépendantiste unique²⁵ ? Le biographe Pierre Godin voit juste en écrivant que ce congrès du MSA d'avril 1968 permet à Lévesque de mieux distinguer les factions qui composent sa nouvelle famille politique²⁶. Si Lévesque marque, au congrès, une rupture avec les vieux partis, comme en témoignent la stigmatisation qu'il fait de ceux-ci comme étant « le reliquat de notre vieille société d'ignorance »²⁷ et le fait qu'il décrit le parti de ses rêves comme « l'instrument pauvre, mais libre de l'ensemble du peuple québécois, un parti dont les livres seront ouverts²⁸ », un souhait qui le rattache au parti de masse, inutile de mentionner qu'un nuage plane sur ses ambitions à la suite de la nouvelle réalité de son mouvement mise à jour en avril 1968. Plusieurs groupes semblent effectivement confiants d'orienter dans sa direction le véhicule que sera le futur parti politique.

23 *Idem*.

24 Maurice Giroux, « Le MSA : orientation somme toute assez modérée », *La Presse*, 20 avril 1968.

25 Beauchamp, *loc. cit.*

26 Godin, *op. cit.* p. 240.

27 Maurice Giroux, « L'indépendance du Québec, une chance historique pour le Canada – Lévesque », *La Presse*, 20 avril 1968, p. A-1.

28 *Idem*.

2.2 Un mariage de raison

Le PQ a généralement été considéré, dès sa fondation, comme un parti ancré à gauche du spectre politique. C'est une idée qui a la vie dure. Un examen attentif des négociations entre le RN, le RIN et le MSA peut toutefois contredire cette assertion. Nous ne voulons pas nous attarder trop longuement sur les négociations en tant que telles puisque l'essence de notre propos ne s'y trouve pas. Or, nous porterons notre attention sur leur aboutissement qui permet de broser un portrait plus précis de l'identité initiale du parti et expliquer certaines des tensions qui en découlent.

C'est bien connu, René Lévesque et Pierre Bourgault ne s'entendaient pas. Or, il est permis de croire que cet antagonisme allait au-delà d'une simple inimitié personnelle. Elle renvoie selon nous à cette question de réalisme et d'idéalisme en politique. Inutile d'élaborer sur le dédain qu'inspirait chez Lévesque la politique de la rue du RIN²⁹. C'est d'ailleurs la célèbre manifestation du 24 juin 1968 qui lui donnera le prétexte tant recherché pour rompre des négociations qui n'allaient nulle part. Dans ses mémoires, Lévesque reviendra sur l'événement soulignant de nouveau « un manque frappant de sens politique³⁰ ». Si certains reprochent à Lévesque de ne pas avoir souhaité sincèrement l'unification des forces indépendantistes, lui qui, dit-on, aurait souhaité conserver le RIN comme repoussoir sur sa gauche, force est de constater que Bourgault ne poursuivait pas davantage cet objectif. Comme l'explique Jean-François Nadeau, « Bourgault n'est alors certainement pas favorable à une union à tout prix de tous les indépendantistes, quoi qu'on ait pu en penser, quoi qu'il ait pu en dire après coup³¹ ». La dissolution du RIN nous apparaît donc moins reliée à la volonté de Bourgault d'unifier les indépendantistes qu'à une lourde tendance des rinistes à quitter leur parti en faveur du mouvement de Lévesque³².

29 Godin, *op. cit.*, p. 243.

30 Lévesque, *op. cit.*, p. 309.

31 Jean-François Nadeau, *Bourgault*, Montréal, LUX Éditeur, 2007, p. 271.

32 *Idem*.

Malgré des tentatives de négociations entre le RIN et le MSA qui s'étendront de décembre 1967 à juin 1968, deux questions centrales resteront comme obstacles dans l'union du MSA et du RIN : celles de l'unilinguisme français et de l'union monétaire³³ : « Lors du congrès extraordinaire du parti les 26 et 27 octobre 1968, soit à peine 15 jours après la fondation du Parti québécois, les membres du RIN, à l'invitation pressante de Bourgault et de certains dirigeants, acceptent la dissolution de leur parti³⁴ ». Dans une lettre qu'il envoie aux militants le 4 novembre 1968, Pierre Bourgault recommande à chacun de s'inscrire sans tarder au PQ³⁵ :

La nouvelle du sabotage rend tout d'abord fou de rage René Lévesque. L'ancien ministre de Jean Lesage ne veut pas des gens du RIN. Ni globalement, ni individuellement. Il n'en a jamais voulu. Les membres du RIN se joignent à un parti dont les perspectives politiques ne sont pas parfaitement semblables aux leurs³⁶.

Nous pourrions ajouter que leur conception de l'action politique n'est également pas la même. Les rinistes pourront toutefois jouir du travail amorcé par certains de leurs confrères ayant migré plus tôt au MSA comme nous le verrons lorsque nous aborderons la question des structures du futur parti.

En contrepartie, comment expliquer le succès des négociations entre le MSA et le RN ? Pour l'historien Éric Bédard, la compatibilité entre le MSA et le RN s'explique en une idée centrale : le refus de la rupture³⁷. Parti pris clair en faveur des cadres légaux, de la démocratie, de la dénonciation de l'action violente, d'une position modérée sur la question linguistique québécoise, tels sont les éléments qui favorisent pour lui l'union MSA-RN³⁸.

33 *Ibid.*, p. 285.

34 *Ibid.*, p. 308.

35 *Ibid.*, p. 309.

36 *Idem.*

37 Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque : Mythes et réalités*, Montréal, VLB, 2008, p. 149.

38 *Ibid.*, p. 152-153.

Au-delà d'une connivence idéologique certaine avec les indépendantistes de droite du RN, René Lévesque perçoit les fruits qui découleraient d'une alliance avec le parti de Gilles Grégoire. Le futur chef du PQ voit « tout de suite qu'une alliance avec le RN lui apporterait la base militante qui lui fait défaut en dehors de Montréal, alors que celle du RIN lui est déjà acquise, les rinistes se procurant leur carte du MSA les uns après les autres³⁹ ». Toujours est-il que la création officielle du PQ sera le fruit d'une alliance MSA-RN. Or, au-delà de cette alliance officielle, qui exclut théoriquement le RIN, se profilait simultanément à l'intérieur du futur PQ une réalité bien particulière qui s'est incarnée dans la lutte sur les statuts que le nouveau parti allait adopter lors de son congrès de fondation.

2.3 L'adoption d'une structure

Si le MSA avait été mandaté en avril 1968 de créer un parti politique pour l'automne, encore lui fallait-il se pencher sur un projet de structures duquel découlerait la répartition du pouvoir dans le parti. Cet épisode du PQ est à tort méconnu, alors que se joue pourtant le premier acte de sa vie, lequel laissera une marque indélébile sur la suite des événements. André Larocque confie que dès son départ du PLQ en octobre 1967,

Lévesque se serait contenté facilement de créer un « Parti libéral plus » avec ses amis qui l'avaient suivi et qui provenaient pour la plupart de la FLQ : Jean-Roch Boivin, Marc Brière, Rosaire Beulé et quelques autres. Mais d'autres éléments autour de lui, qu'on désignait du nom « participationnistes » à l'époque, l'ont enfermé dans des structures rigides d'un nouveau parti, fortement assis sur le pouvoir individuel des membres et dépourvu d'une commission politique⁴⁰.

39 Godin, *op. cit.*, p. 243.

40 André Larocque, *Le Parti de René Lévesque*, Montréal, Fides, 2007, p. 39.

Lévesque vit dans les mois précédant le congrès de fondation du PQ en octobre 1968 plusieurs affrontements entre les anciens libéraux, qualifiés de « gagne à Lévesque », et les participationnistes. « Les seconds avaient remporté la guerre des statuts et ils allaient également gagner la guerre des règlements et procédures qui prévaudrait lors de la tenue du congrès de fondation, à Québec⁴¹ ». D'un côté, on retrouvait les partisans du Code Morin, alors que de l'autre, on voulait que le congrès appartienne aux membres plutôt qu'à la direction du parti⁴². Les règles adoptées firent en sorte que les membres conserveraient le contrôle sur tout ce qui se passerait au congrès⁴³. La réaction de Lévesque lorsqu'il prit connaissance du projet de règlements est évocatrice de sa conception personnelle d'un parti politique, lui qui, aux dires de Larocque, piqua alors une colère⁴⁴.

Mais comment en était-on arrivé là ? La question se pose avec encore plus d'intérêt lorsque nous constatons que la majorité des membres du comité des statuts du MSA provenait du PLQ⁴⁵. Soulignons de plus que ceux-ci, bien que favorables à un certain degré de démocratie à l'intérieur du parti, étaient davantage soucieux de l'efficacité de ce dernier⁴⁶. Qui étaient donc ces « participationnistes » ? Nous avons mentionné préalablement que le PQ a été perçu comme un véhicule alléchant pour différents groupes de la société qui y voyaient l'opportunité de faire avancer certaines causes (sociale, syndicale, indépendantiste, étudiante, etc.). Une réponse rapide à notre question nous ferait pointer vers les militants du RIN toujours de plus en plus nombreux à adhérer au MSA et dont nous avons vu la présence au congrès du MSA d'avril 1968. Ils sont certainement du lot, préconisant un parti idéologiquement fort faisant l'éducation politique de ses membres+ et basé sur un financement populaire⁴⁷.

41 *Ibid.*, p. 83.

42 *Idem.*

43 *Ibid.*, p. 84.

44 *Idem.*

45 *Ibid.*, p. 86.

46 Murray, *op. cit.*, p. 126-127.

47 Voir l'article de Denis Monière, « Le RIN un parti de type européen ».

Or se retrouve également sous cette étiquette « participationniste » une frange de néophytes politiques regroupant professeurs et étudiants, militants syndicaux et animateurs sociaux pour ne nommer que ceux-là⁴⁸. Ces derniers, représentés au sein du comité des statuts du MSA par André Larocque et Gérald Fortin, s'opposaient au projet de structures des anciens libéraux qui avait pourtant été retenu par le conseil exécutif du MSA pour la fondation du PQ⁴⁹. Il semblerait toutefois que, à l'approche du congrès de fondation d'octobre 1968, Lévesque ait été très inquiet des gens qui composeraient l'assistance puisque « tout comté qui avait 75 membres en règle avait droit à 12 délégués⁵⁰ ». Conséquemment

ce fut que très peu de temps avant le congrès de fondation que Lévesque décida d'abandonner le projet libéral et de faire un compromis avec les « participationnistes ». Ce dernier aurait été avisé de l'hostilité à l'égard des anciens libéraux parmi les délégués au congrès de fondation⁵¹.

L'acceptation du projet « participationniste » par les dirigeants du parti, dont Lévesque, ne fut donc pas basée sur des convictions personnelles, mais sur une évaluation opportuniste de la situation⁵². Non seulement René Lévesque et son entourage allaient devoir composer avec des éléments dont ils auraient souhaité pouvoir se passer, voilà qu'ils se retrouvaient avec des structures leur conférant théoriquement le sort du parti.

Les structures adoptées créaient plusieurs instances dont l'importance variera à travers le temps. Au niveau de la base, nous retrouvons l'association de comté composée d'individus élus par l'assemblée générale des membres de l'association, qui élit également les délégués du comté qui participeront aux congrès nationaux en plus de voter les résolutions qui y seront présentées⁵³.

48 Murray, *op. cit.*, p. 127.

49 *Idem.*

50 Larocque, *op. cit.* p. 87.

51 Murray, *op. cit.*, p. 127.

52 *Ibid.*, p. 128.

53 *Ibid.*, p. 136.

L'échelon intermédiaire correspond aux associations régionales regroupant plusieurs comtés selon la réalité géographique. Ses membres sont élus par délégation à partir des comtés⁵⁴.

L'échelon supérieur est pour sa part constitué d'un conseil exécutif national qui « a pour mandat de diriger et d'administrer les affaires du parti “en se conformant aux lignes générales d'action, aux directives et aux décisions adoptées par le congrès et le conseil national”⁵⁵». Outre le conseil exécutif, l'échelon supérieur est également doté d'un conseil national qui s'avère être le « chien de garde » concernant l'application par le parti des politiques votées lors des congrès nationaux. Selon les statuts, il est l'instance suprême entre les congrès pour orienter l'action et la politique du parti⁵⁶. Le conseil national « est constitué des présidents des associations de comté, des 11 membres de l'exécutif national, des 6 directeurs des comités nationaux, et enfin, mais sans droit de vote, des députés et des candidats officiels⁵⁷ ».

Les statuts de 1968 prévoient également la tenue d'un congrès annuel. Il est également inscrit dans les statuts que tout candidat souhaitant représenter le parti lors d'une élection générale ou partielle doit se faire élire comme candidat par les membres de l'association qu'il souhaite représenter⁵⁸. Le parti ne souhaite également pas être dominé par les parlementaires, ses statuts prévoyant qu'un maximum de 4 parlementaires pourra siéger sur l'exécutif national composé de 11 sièges. Le « président » du parti, et non son chef, marquant encore là une distinction avec les partis traditionnels, est élu pour sa part pour une durée d'un an seulement.

54 *Idem.*

55 *Ibid.*, p. 137.

56 *Idem.*

57 *Idem.*

58 *Ibid.*, p. 138.

En ce qui concerne le financement, question qui aide à départager les partis de cadres des partis de masse, le programme du PQ est très clair. Il reposera sur « deux mécanismes principaux : les cotisations des membres et les campagnes de financement interne. La cotisation totale d'un membre est répartie entre le parti et le comté du membre, à raison de 65 % et 35 % respectivement⁵⁹ ». Toute cotisation supérieure à 250\$ doit être approuvée par l'exécutif du parti et on mentionne par ailleurs que le trésorier du parti est également élu par les membres⁶⁰.

La structure péquiste telle qu'elle se déploie en 1968 correspond donc dans une large mesure au portrait brossé des partis de masse tel que nous l'avons vu dans notre cadre d'analyse. Les membres jouissent théoriquement d'un pouvoir décisionnel à tous les niveaux du parti en pouvant voter pour les délégués au congrès national et sur les résolutions qui y seront débattues, en élisant le trésorier du parti, en limitant la présence parlementaire à l'exécutif national et en se dotant d'une instance, le conseil national, qui doit surveiller l'administration quotidienne du parti. Ce nouveau parti semble également sacraliser le financement du parti en le règlementant strictement dans ses statuts, ses militants y voyant vraisemblablement un élément annonciateur qui va définir le genre de culture politique qui règnera au sein de leur organisation. Si ce portrait s'avère selon nous théorique, comment s'articule-t-il dans la réalité la vie du parti durant ses premières années ?

2.4 La culture politique au Parti québécois à travers les trois premiers congrès

En partant du constat que nous avons évoqué et selon lequel le parti tel qu'il se déploie n'est pas à l'image de ce que ses principaux dirigeants auraient souhaité, nous nous affairerons à démontrer comment cette emprise par le sommet du parti sur sa base va se déployer dès ses premières années de vie.

⁵⁹ *Idem.*

⁶⁰ *Idem.*

2.4.1 Premier congrès

C'est à Québec, le 12 octobre 1968, que s'amorce le premier congrès du PQ. Coïncidence ou événement calculé, toujours est-il que Lévesque est élu par acclamation président du nouveau parti et obtient une ovation monstre de 4 minutes au moment même où la télévision d'État accorde son temps d'antenne au MSA61. Dans son discours d'ouverture, Lévesque affirme « qu'il [le parti] peut vraiment appartenir à ses militants tout en demeurant efficace, peut être un rendez-vous de citoyens adultes et responsables sans devenir un club académique et peut même contenir toute la passion d'une grande cause sans dégringoler dans la fébrilité ou l'agitation improvisée⁶² ».

D'aucuns douteront que Lévesque est préoccupé par la possible instrumentalisation de son parti par des éléments dont il se méfie dès le congrès de fondation. Intéressant également de noter qu'il témoigne dans cet extrait d'une volonté d'efficacité en plus de souhaiter que le congrès fasse preuve d'une certaine maturité et de réalisme. Gilles Grégoire n'est pas en reste, ce dernier y allant dans son discours de « préoccupations électorales qui ont semblées bien senties chez les militants de son mouvement⁶³ ». Grégoire souhaite à son tour que le nouveau parti marque une rupture avec ceux qui existent en insistant dans son discours « sur la participation populaire des Québécois pour corriger le système des vieux partis politiques⁶⁴ ». Il normalise par la suite le fait qu'il y ait des engueulades « dans un parti qui se veut réellement démocratique et qui veut faire de la participation générale un élément essentiel à sa vitalité et à son dynamisme⁶⁵ ». Grégoire ira même jusqu'à lâcher une pointe sur le manque de démocratie interne du PLQ⁶⁶.

61 Anonyme, « Le MSA-RN en congrès », *La Presse*, 12 octobre 1968, p. 6.

62 *Idem*.

63 *Idem*.

64 *Idem*.

65 *Idem*.

66 *Idem*.

Ces discours d'ouverture nous apparaissent comme un premier mécanisme de domination du sommet du parti sur la base en ce sens qu'ils permettent à ses dirigeants d'émettre clairement leurs souhaits sur la marche à suivre du congrès. En ce qui concerne Lévesque, ce procédé sera récurrent à travers les autres congrès.

Nous avons souligné que les anciens membres du PLQ qui formaient l'exécutif du MSA, bien qu'ils étaient davantage soucieux d'efficacité, n'étaient pas en défaveur d'un certain degré de participation des membres. Cette réalité prend forme au premier congrès alors que Pothier Ferland « estime que si le nouveau parti indépendantiste ne prend pas les moyens de se financer à même les cotisations, petites mais fréquentes, de ses membres, ce parti est condamné à redevenir comme les partis traditionnels, à la solde des intérêts financiers⁶⁷ ». Ce souci du financement populaire sera l'élément qui rattachera le plus solidement le PQ au modèle du parti de masse à travers notre étude. Bien que ce soit un portrait à prendre avec certaines précautions, le MSA rapporte sa grande hétérogénéité en affirmant que dans ses effectifs, « les ouvriers seraient aussi nombreux que les représentants des professions libérales et des enseignants, soit 12 % de chaque secteur. Ce sont les étudiants qui seraient les plus nombreux (21 %) ⁶⁸ ». À noter que 25 % des membres seraient des femmes⁶⁹.

Ce premier congrès nous permet de tirer certains constats. Que le PQ, né de la fusion des 15 500 membres du MSA et des 4 600 membres du RN, contient tout de même son lot d'éléments plus radicaux. Or, « contrairement aux assises d'avril du MSA, le congrès de fondation du PQ n'a donné lieu à aucun affrontement entre les délégués, même pas sur la question de la langue ou des droits scolaires de la minorité anglophone⁷⁰ ».

67 Maurice Giroux, « Le mode de financement fera du MSA un parti populaire ou traditionnel », *La Presse*, 12 octobre 1968, p. 6.

68 Anonyme, « MSA-PSA-PPS-PS ou PIQ ? », *La Presse*, 12 octobre 1968, p. 6.

69 *Idem*.

70 Claude Beauchamp, « Le Parti québécois pose au peuple du Québec le défi qui est commun à tout peuple minoritaire », *La Presse*, 15 octobre 1968, p. 2.

Il n'en demeure pas moins qu'un élément radical demeure présent alors que « le sentiment pro-riniste à l'intérieur du parti de M. Lévesque est [...] loin d'être éteint comme en font foi deux résolutions adoptées à la fin du congrès⁷¹ ».

Spécifions que le RIN n'est pas encore dissous à l'époque, même si nous pouvons soupçonner la présence de plusieurs de ses membres au congrès de fondation. Autre constat, l'absence de querelle concernant la question linguistique lors de ce premier congrès confirme que les catégorisations hâtives que l'on fait parfois entre radicaux et modérés au PQ sont simplistes. Par conséquent, les « participationnistes » ne peuvent être associés de façon banale à des radicaux idéologiques. Il y a donc une forme de mobilité dans le parti que l'on doit garder en tête.

Et la participation dans tout ça ? Le chroniqueur politique de *La Presse* avance qu'au terme du congrès la participation semble difficilement conciliable avec l'efficacité⁷². Les organisateurs se posent au final une question plus générale : « jusqu'à quel point un parti politique peut-il lier les mains de ses leaders jusque dans les moindres détails⁷³ » ? Il semble que les militants soient sur ce point intraitables : « pas question de retourner à la formule des vieux partis⁷⁴ ».

Si les questions concernant l'accession du Québec à l'indépendance, sur lesquelles les délégués ont opté pour l'unilatéralisme, et la question linguistique n'ont pas suscité dans ce premier congrès les débats auxquels les analystes s'attendaient, il en est une concernant les structures qui a soulevé de vives discussions. Dans notre présentation de la structure péquiste, nous avons volontairement omis de discuter du comité politique pour mieux en saisir la portée ici. Effectivement, si le PQ tel que créé à la suite du premier congrès semble un parti appartenant presque exclusivement à ses membres, comment expliquer la présence du comité politique ?

71 *Idem.* (Une résolution rend notamment hommage à Pierre Bourgault).

72 Luc Beauregard, « Le PQ découvre les faiblesses et les avantages de la "participation" », *La Presse*, 15 octobre 1968, p. 54.

73 *Idem.*

74 *Idem.*

Rattachés au conseil exécutif pour le conseiller sur les problèmes de l'actualité courante, d'anciens membres du PLQ tels Rosaire Beaulé, Marc Brière et Pothier Ferland en ont défendu la nécessité, suscitant par le fait même une forte opposition d'une partie de la salle⁷⁵. La proposition a finalement été acceptée à 205 voix contre 186⁷⁶. Composé d'experts n'ayant aucun lien avec la base, le comité politique traduit une fois de plus un certain réalisme dans l'action politique des anciens libéraux.

La première année de vie du parti est mal connue et nous laisse principalement croire à une structuration et une implantation du parti dans tous les coins du Québec comme le MSA avait tenté de le faire entre décembre 1967 et avril 1968. Un premier article répertorié en septembre 1968, tout juste avant le deuxième congrès du jeune parti, vient toutefois nous renseigner sur sa dynamique interne. Dans un texte envoyé au *Devoir*, Robert Barberis pose la question suivante : « Est-ce que le comité politique s'intègre dans une optique de démocratie de participation⁷⁷ » ? L'auteur se demande « pourquoi un parti nouveau qui, par son financement démocratique rejette toute caisse électorale occulte, accepterait-il que même les “modalités” de son programme soient la chose occulte de quelqu'expert [sic] que ce soit⁷⁸ » ? Il ajoute :

En un mot, tout ce qui fait partie du mandat de l'actuel comité politique est de la compétence d'autres comités déjà existants. Mais la différence entre ces comités et le comité politique, c'est que le comité de documentation et le comité du programme ont structurellement des liens avec des comités similaires de la base tandis que le comité politique est sans contact avec les membres des comités. Ce comité ne s'intègre donc pas dans l'optique d'un parti fondé sur la démocratie de participation⁷⁹.

75 Maurice Giroux, « Pour le moment, aucune formule de financement populaire du parti », *La Presse*, 15 octobre 1968, p. 54.

76 *Idem*.

77 Robert Barberis, « Le cabinet fantôme du Parti québécois », *Le Devoir*, 13 septembre 1969.

78 *Idem*.

79 *Idem*.

Puisqu'il est élitiste et autocratique, Barberis appelle à son abolition dès le second congrès du parti prévu le mois suivant⁸⁰. Il nous est permis de croire que ce comité politique, comme le soulignait Véra Murray, était resté, après le congrès de fondation, l'atout principal et un des seuls contrepoids aux structures démocratiques pour Lévesque et les anciens libéraux⁸¹.

2.4.2 Deuxième congrès

Un an plus tard, presque jour pour jour après la fondation du parti, se tient à Montréal le second congrès du PQ. Se confiant à *La Presse*, René Lévesque affirme ne pas s'attendre à ce que l'assemblée dicte des changements catastrophiques au programme du parti⁸². Ce second congrès a la particularité de se tenir alors que sévit la crise linguistique de Saint-Léonard. Si Lévesque a dû se prononcer sur la situation, il affirme avoir senti que « son leadership était de temps à autre, dans certains milieux de son parti, contesté⁸³ », alors que le secrétariat du PQ reçoit quotidiennement des cartes de membres déchirées lorsque le chef se prononce sur des sujets d'actualité. Toujours dans ce même article pré-congrès, le leader du parti nous ramène à cette idée que le PQ est envisagé par plusieurs comme un véhicule à instrumentaliser lorsqu'il affirme être conscient que « son parti attire plusieurs Québécois qui souhaitent “des changements radicaux, par des moyens violents s'il le faut” de la société québécoise⁸⁴ ». À ceux-ci, Lévesque lance un message en avançant que le « Parti québécois est envisagé par une certaine partie de la population comme une police d'assurance » témoignant par le fait même la volonté de projeter une image rassurante⁸⁵.

80 *Idem.*

81 Murray, *op. cit.*, p. 140.

82 Claude Beauchamp, « Le Congrès du PQ sera un “exercice de consolidation” – Lévesque », *La Presse*, 17 octobre 1969.

83 *Idem.*

84 *Idem.*

85 *Idem.*

Beauchamp rapporte que les documents publiés par le conseil exécutif du parti se veulent rassurants en démontrant clairement que « le parti n'est pas socialiste pour le plaisir de l'être et qu'il n'a pas la manie de la nationalisation⁸⁶ ».

Ce second congrès est également théâtre des premières élections à l'exécutif national, lieu clé par excellence pour mettre à jour la culture interne péquiste. À ce sujet, avant même la tenue du congrès, « des rapports non-confirmés veulent que M. Gilles Grégoire, ancien président du RN et vice-président du PQ, ait déjà commencé à “caballer” contre M. Bourgault⁸⁷ ». Nous avons ciblé préalablement les discours d'ouverture de Lévesque comme premier mécanisme de contrôle du parti par le sommet. Cette réalité est présente au second congrès. « Grégoire et Lévesque ont lancé hier soir un véritable cri de guerre électoral destiné non seulement à orienter l'esprit du présent congrès mais également toute l'action du parti d'ici les prochaines élections⁸⁸ ». Lévesque enjoint même les délégués à ne plus perdre de temps et à se concentrer sur le travail électoral, de certes approfondir et compléter le programme du parti, mais sans le modifier⁸⁹. Le chef le dit lui-même : « Notre programme nous a donné l'allure d'un parti qui peut devenir le prochain gouvernement. N'allons pas gaspiller cet acquis dans des excitations d'amateurs⁹⁰. » D'aucuns ne douteront que Lévesque, alors que le parti a à peine un an, est fortement préoccupé par des considérations électorales.

En ce qui concerne la question centrale de l'élection des membres à l'exécutif national, organe le plus important du parti, Lévesque ne se gêne pas pour orienter la réflexion des délégués alors qu'« il a enjoint les militants à élire une “équipe solidaire et bien cimentée”⁹¹ ». Il ne faut pas chercher très longtemps pour comprendre que Lévesque fait alors allusion à la candidature de Pierre Bourgault qu'il ne veut pas voir accéder à cette instance.

86 *Idem.*

87 *Idem.*

88 Gilles Daoust, « Le PQ lance son cri de guerre électoral », *La Presse*, 18 octobre 1969, p. A-1.

89 *Idem.*

90 *Idem.*

91 *Idem.*

Malgré cette volonté d'orienter les réflexions des délégués, Lévesque ne manque tout de même pas l'occasion de marquer une rupture entre son organisation politique et celle des vieux partis qu'il attaque à fond de train⁹².

Ce deuxième congrès permet également de cerner un paradoxe inhérent au PQ. Si les militants ont réussi à obtenir des dirigeants des structures extrêmement démocratiques, comment expliquer que les résolutions des associations de comté à l'atelier politique se préoccupent davantage de la forme et de la structure de l'État que de la démocratisation et du financement populaire du parti⁹³ ? Pour le financement du parti, pour le mode de participation aux décisions du parti, l'inspiration semble tourner court, alors que pas plus d'une dizaine de résolutions traitent de ces questions⁹⁴. Les militants ont-ils alors une confiance inébranlable envers les structures de leur parti ? Sont-ils davantage préoccupés par l'atteinte du pouvoir que par les questions de participation ? Les prochains congrès donneront des réponses à ces questions.

Si Jacques Parizeau recueille une longue et chaleureuse ovation lors de son discours de candidature à l'exécutif national du parti, le cas de Pierre Bourgault suscite des réactions partagées⁹⁵. C'est toutefois le jeu en coulisses qui est intéressant à analyser :

92 *Idem.*

93 Maurice Giroux, « L'atelier politique n'a d'yeux et d'oreilles que pour la structure de l'État », *La Presse*, 18 octobre 1969, p. 8.

94 *Idem.*

95 Pierre Godin, « Parizeau est acclamé avec enthousiasme ; Bourgault suscite quelques réticences », *La Presse*, 18 octobre 1969, p. 9.

Il semblait, hier soir, que le plus gros obstacle que devra vaincre M. Bourgault pour se mériter une place au conseil exécutif réside dans l'attitude même de certains des dirigeants actuels du PQ à son endroit. Dans les hautes sphères du parti, on ne se cachait pas, hier soir, pour exprimer une certaine réticence devant la candidature de Bourgault. Certains n'hésiteront pas à se lancer personnellement dans une campagne anti-Bourgault si jamais le lobbying de l'ex-chef du RIN semblait devoir donner des résultats⁹⁶.

Cette réalité nous amène à voir un second mécanisme de domination du sommet sur la base du parti : la volonté de contrôler l'accès à l'exécutif national du parti. Le discours semble porter puisque Bourgault sera défait « malgré un discours surprenant où il promet, très sobre, de respecter la doctrine du PQ, de la défendre, de la promouvoir et, surtout, de “ne faire aucune difficulté”⁹⁷ ». Si Bourgault paraît accepter candidement le résultat de l'élection⁹⁸, il reviendra sur les événements trois ans plus tard en affirmant avoir été victime d'une « campagne écœurante et mesquine de tout l'exécutif⁹⁹ ». Cet épisode, au-delà des ambitions électorales péquistes qui sont clairement perceptibles, permettent de tirer un constat clair : René Lévesque et ses acolytes ont une conception sélective de la démocratie participative. Un véritable parti de masse ne devrait-il pas laisser le loisir à ses membres de choisir ses dirigeants sans influence quelconque ? Il apparaît ici que Lévesque et son entourage semblent apprécier les bons côtés que procure publiquement la démocratie participative, en se gardant le luxe, privé, d'outrepasser les impératifs qu'elle devrait normalement imposer.

96 *Idem*.

97 Nadeau, *op. cit.*, p. 322.

98 Voir Gilles Daoust, « Le PQ s'attelle à une troïka électoralement rassurante », *La Presse*, 20 octobre 1969, p. 11.

99 *Ibid.*, p. 323.

Outre l'épineux dossier Bourgault, une autre question importante est dénouée au congrès d'octobre 1969. L'appel de Robert Barberis concernant le comité politique a été entendu puisque les délégués en votent l'abolition, l'emportant sur ce point sur l'exécutif du parti¹⁰⁰. Pour le chroniqueur Laval Le Borgne, cette abolition signifie « que les nouvelles élites (enseignants, cadres, fonctionnaires, étudiants) qui forment 61 % des délégués ne veulent plus du paternalisme bienveillant des politiciens issus des professions libérales¹⁰¹ ». Ce regroupement se réfère en d'autres termes aux « participationnistes » dont nous avons évoqué l'existence préalablement.

Ce désir quasi-viscéral de participer au pouvoir politique à tous les niveaux, ils [les militants] l'ont aussi manifesté d'une façon claire et nette en balançant par-dessus bord le « comité politique » de l'exécutif du parti. Et ce, malgré les objections des dirigeants du PQ. Ce faisant, ils n'ont pas voulu attaquer les membres du comité – dont Marc Brière, ex-libéral et avocat, était le président – mais le symbole. Pour eux, le comité politique n'était rien d'autre qu'une commission politique comme en ont les vieux partis – pas toujours d'ailleurs – pour conseiller « comme des enfants » les politiciens. Ils croient fermement que chaque conseil – association – de comté est capable, puisqu'il présente des résolutions politiques au congrès, de prendre position sans se faire guider par la main¹⁰².

Ceux-ci ont par ailleurs remplacé l'avocat Jean-Roch Boivin, un autre membre des élites traditionnelles, par un jeune professeur en sciences politiques, M. Claude Charron¹⁰³. Le débat sur l'existence du comité politique n'a pas tourné en faveur de l'exécutif malgré l'intervention personnelle de René Lévesque et de Marc Brière pour qui le comité ne contrariait pas le caractère démocratique du PQ, puisqu'il n'avait aucun pouvoir¹⁰⁴.

100 Maurice Giroux, « Le PQ précise sa pensée politique », *La Presse*, 20 octobre 1969, p. 6.

101 Laval Le Borgne, « Au PQ, le règne des élites est terminé », *La Presse*, 20 octobre 1969, p. 5.

102 *Idem*.

103 *Idem*.

104 Anonyme, « “Une patente de vieux”, le comité politique saute », *La Presse*, 20 octobre 1969, p. 11.

Un chroniqueur du *Devoir* voit tout de même juste en affirmant « qu'en réalité, l'abolition de la commission politique ne saurait empêcher le chef du parti et le conseil exécutif de recourir aux services de ceux qu'ils voudront consulter¹⁰⁵ ».

Le second congrès du PQ nous permet de constater que l'exécutif national du parti en mène large, une réalité possiblement imputable d'une part à l'influence et au charisme du personnage « Lévesque » ainsi qu'à la durée, d'autre part, que prend l'implantation à travers tout le Québec des différentes structures. En ce sens, « le parti est fortement dominé au plan des structures, par la région de Montréal¹⁰⁶ », réalité qui « semble être la cause immédiate de la tendance des dirigeants du parti à se croire plus fort qu'il [le parti] ne l'est en réalité¹⁰⁷ ». Ce congrès nous permet également de cibler à nouveau l'utilisation de la tribune du discours d'ouverture par Lévesque pour orienter le congrès et l'existence de jeux de coulisses par l'exécutif du parti mené par ce dernier, qui avait pourtant lui-même condamné cette pratique alors qu'il était au PLQ.

Au plan des structures, Lévesque et son groupe perdent le contrepois que constituait à leurs yeux le comité politique, alors que les militants « purifient » en quelque sorte le parti en le rendant encore plus conséquent avec sa nature participative. Pourtant, nous avons vu que peu de résolutions portaient sur la démocratie interne du parti alors que les militants, à l'instar de leurs dirigeants, ont cru qu'il semblait prioritaire que le parti s'affiche comme étant électoralement alléchant.

105 Anonyme, « L'assemblée générale abolit le comité politique », *Le Devoir*, 20 octobre 1969.

106 Claude Beauchamp, « Le Parti québécois a fait la preuve qu'il est capable de préoccupations électorales », *La Presse*, 20 octobre 1969, p. 5.

107 *Idem*.

2.4.3 L'expérience électorale

L'année 1970 offre au PQ sa première expérience électorale lors de l'élection générale du 29 avril. Si le deuxième congrès du PQ n'a pas chambardé son programme, certaines questions émergent à propos de sa culture organisationnelle. Le 10 mars 1970, Pierre Rivard, ancien membre de RIN de 1964 à 1968 et membre du PQ depuis, publie un texte dans *Le Devoir* demandant si le PQ ne serait pas en fait le plus jeune des « vieux partis ». Il dénonce le processus employé pour éliminer l'ex-leader du RIN alors que les dirigeants péquistes ont « fait usage d'un terrorisme psychologique qui ressemble malheureusement trop à un certain terrorisme économique. «N'élisez pas Bourgault, disaient-ils, vous allez faire fuir les votes à la prochaine élection»¹⁰⁸ ».

Malgré les précautions des dirigeants, le PQ obtient 23,7 % des voix et 7 sièges¹⁰⁹. Le biographe de René Lévesque remarque avec justesse une nouvelle réalité que notre étude doit maintenant prendre en compte : la naissance d'une aile parlementaire que son chef naturel, défait, ne pourra accompagner à Québec. Selon Godin, « avec les Camille Laurin, Roberts Burns et Claude Charron, la députation sera dominée par l'aile radicale du parti¹¹⁰ ». Nous y reviendrons.

Si le militant Pierre Rivard s'inquiète de certaines tendances d'une action politique plus traditionnelle au PQ dans l'article recensé plus haut, René Lévesque ne manque pas pour sa part, dans une entrevue qu'il accorde à l'été 1970 à Gérard Alarie, de souligner que le PQ est « devenu un parti de masse sérieux¹¹¹ ». Lévesque affirme qu'« il n'y a plus moyen d'éviter une espèce de décentralisation de la vie du parti. Et avec les gens des régions on va mettre en place une mentalité dans le parti qui colle aux régions¹¹² ». Par cette réponse Lévesque nous confirme que le parti est alors encore centralisé et principalement axé sur Montréal, même s'il ne va pas jusqu'à nommer cette région.

108 Pierre Rivard, « Le PQ : le plus jeune des vieux partis ? », *Le Devoir*, 10 mars 1970.

109 Godin, *op. cit.*, p. 271.

110 *Ibid.*, p. 272.

111 Gérard Alarie, « Au-delà de l'événement », *Le Soleil*, 22 août 1970.

112 *Idem.*

2.4.4 Le troisième congrès

Suivant la Crise d'Octobre 1970, qui a eu des effets néfastes sur les effectifs du parti, le troisième congrès du PQ s'amorce à Québec le 26 février 1971 et offre à son président la tribune parfaite pour « refaire l'image de son parti en gommant toute référence extrémiste et en matant ses radicaux¹¹³ ». Fait notable, pour la toute première fois de sa jeune histoire, René Lévesque fait face à un adversaire, M. André Larocque, au poste de président¹¹⁴. Véritable confrontation démocratique ou duel organisé pour obtenir de Radio-Canada la diffusion du congrès ? Larocque, qui est revenu ultérieurement sur l'épisode, souligne que le duel n'a été suscité qu'à des fins de visibilité tout comme semble l'avoir été l'histoire de l'espion au sein du PQ¹¹⁵. S'il n'est certes pas condamnable qu'un parti utilise les ressources disponibles pour accroître sa visibilité, ce genre de réflexe apparaît comme celui d'un parti plus traditionnel. Toujours est-il que Larocque met de l'avant un argumentaire axé sur la participation plus active des membres¹¹⁶. Il y a d'ailleurs là un des thèmes principaux du congrès que soulève le chroniqueur de *La Presse*, Pierre Saint-Germain, soit la vie interne du parti et son rôle, alors que certains souhaitent « créer l'esprit et les mécanismes destinés à mieux relier la tête et les membres, à favoriser la consultation et, surtout, la participation¹¹⁷ ».

113 Godin, *op. cit.*, p. 285.

114 Pierre Saint-Germain, « Le congrès du Parti québécois : des résolutions qui dénotent un autre glissement vers la gauche », *La Presse*, 26 février 1971, p. A-5.

115 Dans la semaine précédant le 3^e congrès péquiste, Camille Laurin a laissé entendre qu'un espion fédéraliste au service de la GRC avait réussi à s'infiltrer dans les hautes instances du PQ. On a par la suite fait savoir que le président du Conseil exécutif, Jacques Parizeau, avait préparé quelques dossiers sur des membres suspects et qu'il en ferait part à l'assemblée plénière lors du congrès. Toutefois, lors de la journée d'ouverture du congrès, des sources bien informées du parti ont affirmé que l'espion avait été mis hors d'état de nuire et que l'affaire ne prendrait pas d'aussi grandes proportions qu'on l'aurait cru. Voir à ce sujet Pierre Saint-Germain, « Le congrès du Parti québécois : des résolutions qui dénotent un autre glissement vers la gauche », *La Presse*, 26 février 1971, p. A-5 et Pierre-L. O'Neil, « Qui est cet espion ? se demande-t-on de tout côté », *Le Devoir*, 26 février 1971, p. 3.

116 Saint-Germain, *loc. cit.*

117 *Idem.*

Certaines solutions sont sur la table dont les modifications à apporter aux structures régionales et aux associations de comté¹¹⁸. Cette réalité nous démontre une fois de plus qu'au-delà de ses apparences de parti de masse, un profond fossé sépare le contrôle théorique des membres sur le parti de la réalité.

Tout au long de la soirée d'hier, les observateurs ont eu la nette impression d'assister à un scénario bien monté visant, d'une part, à accorder le maximum de publicité à ce 3^e congrès qui s'annonçait terne au départ, ensuite à faciliter aux hautes instances du parti la tâche de garder à l'intérieur de justes limites l'enthousiasme idéologique de certains délégués. Ainsi, le battage publicitaire entourant le présumé agent provocateur n'a accouché en réalité d'aucune dénonciation précise, mais il permettra à l'exécutif parti de faire avaler au congrès un amendement-éclair à la constitution qui renforcera considérablement les pouvoirs dudit exécutif¹¹⁹.

Si les militants semblent vouloir accroître la participation, la perception de l'exécutif national est différente, comme en témoigne le rapport de son président, Jacques Parizeau, qui « a fortement insisté sur la lourdeur actuelle des structures du parti, lourdeur qui empêchait l'exécutif de “bouger vite”¹²⁰ » soulevant de nouveau le délicat rapport participation-efficacité. Fidèle à son habitude, René Lévesque profite de son discours d'ouverture pour passer ses messages dans une allocution « dominée par le thème de la persuasion démocratique contre toutes les formes d'extrémisme¹²¹ » en plus de réitérer l'objectif du parti : l'atteinte du pouvoir.

La confrontation Larocque-Lévesque n'a pas donné lieu à des affrontements déchirants, accréditant en quelque sorte la thèse que le duel a été suscité à des fins publicitaires.

118 *Idem.*

119 Maurice Giroux, « Lévesque pour la persuasion et contre tout extrémisme », *La Presse*, 27 février 1971, p. A-1.

120 *Idem.*

121 *Idem.*

Lévesque s'est toutefois dit d'accord avec Larocque pour « rendre le parti plus efficace grâce à une réforme des structures et à une participation plus poussée¹²² ». Prolongeant un phénomène observé dans les congrès préalables, M. Lévesque a de nouveau « durement attaqué les vieux partis¹²³ ». L'argumentaire de Larocque est toutefois intéressant à analyser sur le plan de la culture politique interne. Ce dernier voudrait que le parti s'identifie plus explicitement aux milieux populaires et qu'il modifie ses structures en conséquence pour rendre plus efficace la participation des membres à la vie du parti¹²⁴.

[Effectivement], il faut, selon Larocque, que tous les membres soient des militants engagés, que le conseil exécutif soit avant tout un fournisseur d'instruments d'action et que le conseil national ne soit plus cette espèce de période de questions que le conseil exécutif consent à offrir sporadiquement aux présidents de comté¹²⁵.

Cette réalité nous confirme une fois de plus que ce n'est pas le conseil national, instance dite suprême entre les congrès nationaux, qui dirige le parti, mais bien le conseil exécutif national.

Étant donné son importance, la composition du conseil exécutif national donne lieu encore une fois en 1971 à des élections mouvementées. Défait en octobre 1969, Pierre Bourgault se représente à l'exécutif en 1971 avec un discours passé à l'histoire sur la sécurité et la respectabilité, et dans lequel il demande au PQ en guise de conclusion « de rester fidèle aux rêves qui l'ont enfanté ». Lévesque n'est pas plus disposé qu'en 1969 à laisser Bourgault investir l'exécutif national et, durant toute la journée de samedi, les dirigeants ne se sont pas gênés pour faire savoir qu'ils ne voulaient pas d'un Bourgault à l'exécutif du parti¹²⁶.

122 Pierre Saint-Germain, « Il faut résoudre les problèmes par la persuasion démocratique – Lévesque », *La Presse*, 27 février 1971, p. A-9.

123 *Idem*.

124 Claude Lemelin, « Les deux écueils du Parti québécois », *Le Devoir*, 26 février 1971, p. 4.

125 *Idem*.

126 Claude Masson, « Le Parti québécois se fait rassurant », *La Presse*, 1^{er} mars 1971, p. A-2.

Lors de l'élection, Lévesque, alors assis en première rangée et parfaitement visible du reste de l'auditoire, ne s'empêche pas d'afficher des signes de négation à la suite des différentes phrases de Bourgault¹²⁷. Tente-t-il d'influencer les délégués ? Il y a lieu de le croire. Godin rapporte que Lévesque « gémit littéralement en écoutant son discours de candidature qui déroge comme cela n'est pas permis à la ligne respectable et rassurante à laquelle il tente d'arrimer le PQ¹²⁸ ». Néanmoins, Pierre Bourgault est élu, ce qui fait dire aux chroniqueurs Claude Masson et Marcel Dupré qu'il existe désormais une opposition réelle au sein du PQ composée d'environ le tiers des 1 300 délégués du troisième congrès national¹²⁹.

Outre la question de la répartition du pouvoir, nous avons mentionné préalablement que ce sont la question linguistique et celle d'accession à l'indépendance qui nous permettaient de saisir la culture politique du PQ. Étant donné que la proposition d'abolir le système d'enseignement public anglophone après l'indépendance semblait recueillir l'appui de la majorité des délégués, M. Lévesque n'y est pas allé de main morte pour parler au nom de l'exécutif contre la proposition et finalement recueillir l'appui de 62 % des délégués¹³⁰ :

« En fait, on avait fait courir la rumeur de démission éventuelle de M. Lévesque dès l'acceptation des premiers éléments de la proposition de l'atelier de travail¹³¹ ». D'aucuns y verront un mécanisme déjà utilisé dans les premiers congrès. « Personnage » politique, Lévesque profite ici d'un statut hors du commun, lui qui est conscient d'être un élément dont son parti ne peut certainement pas se passer. Cet épisode lui valut néanmoins quelques huées et des critiques de certains délégués déplorant le fait que le conseil exécutif sorte ses gros canons pour faire rejeter des propositions de la base¹³².

127 *Idem*.

128 Godin, *op. cit.*, p. 286.

129 Claude Masson et Marcel Dupré, « Lévesque élu, Bourgault aussi. Le PQ rejette l'unilinguisme », *La Presse*, 1^{er} mars 1971, p. A-1.

130 Masson et Dupré, *loc. cit.*, p. 6.

131 *Idem*.

132 Gilles Lesage, « Lévesque fait encore échec à l'unilinguisme », *Le Devoir*, 1^{er} mars 1971, p. A-1.

Que retenir de ce troisième congrès ? Que le PQ est moins un mouvement de contestation qu'un véritable parti politique axé sur un objectif précis : le pouvoir, bien que tirillé entre les décisions qui doivent relever des militants et celles que peuvent prendre d'eux-mêmes les dirigeants du parti¹³³.

D'une part, l'establishment du parti a tout fait pour que le PQ présente à l'opinion publique l'image la plus sécurisante qui soit afin de s'attirer les faveurs populaires en vue des prochaines élections provinciales. D'autre part, les délégués ont nettement senti que les organismes supérieurs du parti leur échappaient et qu'il y avait danger que les militants locaux ne deviennent que des outils d'élection. Tout au long du congrès, les dirigeants du parti se sont comportés ni plus ni moins comme un vieux parti qui veut l'indépendance, comme l'a dit un délégué au cours d'une conversation : « stratégie, jeux de coulisse, pressions, intervention des dirigeants ». Les dirigeants sont intervenus aux moments importants pour que la « ligne du parti » soit respectée, tout comme les ministres fédéraux au récent congrès de l'aile québécoise du parti libéral fédéral¹³⁴.

Parmi ces pressions évoquées, mentionnons le cas de M. Paul Unterberg qui, après avoir défendu en atelier la résolution selon laquelle un éventuel gouvernement péquiste pourrait se soustraire de tout enseignement public anglophone à la suite de l'indépendance, a été dissuadé par les hautes instances du parti de la défendre en assemblée générale¹³⁵. Pour sa part, Claude Charron qui avait approuvé le sens de cette même résolution en atelier a changé de discours après un tête-à-tête convoqué par Lévesque, de sorte que le député de Saint-Jacques ne tenait plus le même discours lors de l'assemblée générale¹³⁶. « M. Lévesque, pour défendre toute pression, a parlé de la “position nuancée” du député de Saint-Jacques¹³⁷ ».

133 Masson, *loc. cit.*

134 *Idem.*

135 *Idem.*

136 Pierre-L. O'Neill, « Le PQ, poussé par M. Lévesque prône le maintien des subventions », *Le Devoir*, 1^{er} mars 1971, p. 3.

137 Masson, *loc. cit.*

On avance par ailleurs que tous les membres de l'exécutif furent convoqués d'urgence et, qu'à l'exception d'un seul, ils se plièrent aux pressions de Lévesque¹³⁸. Le président du parti ne s'est par ailleurs pas privé d'utiliser les ondes lors de la soirée de samedi pour se prononcer catégoriquement contre la résolution avec toute l'influence que cela comporte en décrivant l'épisode comme « catastrophique, funeste, provincial, poison et vengeur¹³⁹ ». Cette opportunité est évidemment une prérogative que le chef possède au détriment de ses militants et qui lui permet de définir l'orientation qu'il souhaite voir le congrès emprunter. Sur une autre résolution, c'est le président de l'exécutif, Jacques Parizeau, qui est intervenu pour défaire la proposition¹⁴⁰. Concernant une résolution réclamant la libération de Pierre Vallières et Charles Gagnon, c'est André Larocque qui a parlé au nom de l'exécutif. Celle-ci fut battue, non sans que Lévesque ait tenté de donner des ordres au président de l'assemblée : « “C'est fini”, a-t-il dit à trois reprises en faisant un geste en ce sens au président¹⁴¹ ».

Il semble clair que, au terme du troisième congrès, l'exécutif a une mainmise assez ferme sur la direction du parti, et ce, même si les partisans de la décentralisation ont remporté une victoire partielle lors du congrès se traduisant par le fait que les conseils régionaux, qui regroupent et structurent les militants de deux ou plusieurs circonscriptions électorales d'une même région, ne relèveront désormais plus du Comité exécutif, mais bien du Conseil national¹⁴². Ces congrès régionaux sont d'ailleurs maintenant inscrits dans les statuts du parti.

Cette revalorisation de la région fait suite aux nombreuses propositions d'amendement à la constitution qui, toutes, témoignaient de la volonté des militants au niveau des associations de comtés, de décentraliser les pouvoirs de décision et d'accroître les pouvoirs du Conseil national¹⁴³.

138 O'Neill, *loc. cit.*

139 *Idem.*

140 Masson, *loc. cit.*

141 *Idem.*

142 Anonyme, « Le PQ se décentralise. Les régions auront plus de pouvoirs », *Le Devoir*, 1er mars 1971, p. 2.

143 *Idem.*

Dans le concret, « les dix conseils régionaux deviendront en quelque sorte leurs propres maîtres dans le cadre général du parti. Ils seront formés des présidents de conté [sic] de la région, ou de leurs substituts dûment mandatés¹⁴⁴ ». Pierre Marois, candidat du PQ lors de la partielle du 8 février 1971, affirmait pour sa part que « les nouveaux mécanismes régionaux permettront de mettre en place des structures qui rendront davantage les membres “propriétaires du parti”¹⁴⁵ ». Il y a là une réalité qui était souhaitée par la base, elle qui a exprimé son mécontentement dans les ateliers consacrés aux statuts contre certains aspects de l'exécutif national sortant, dont plusieurs délégués se sentent les marionnettes¹⁴⁶. Si le troisième congrès rehausse le rôle du conseil national¹⁴⁷, auquel on a reproché de ne pas avoir joué le rôle qu'il aurait dû, les nouveaux statuts ne manquent également pas de rappeler au Conseil exécutif qu'il devra tenir compte qu'il est au service du Conseil national¹⁴⁸.

Conclusion

Notre second chapitre se conclut avec ce troisième congrès. D'une hétérogénéité certaine dans sa composition initiale, les dirigeants du PQ se sont vus imposer une structure extrêmement démocratique et exigeante. Dans les faits, nous avons voulu démontrer que malgré ses apparences, le PQ, de 1968 à 1971, demeure un parti essentiellement dominé par Lévesque et ses acolytes du PLQ. Plusieurs facteurs favorisent cette réalité. Mentionnons que l'implantation des structures péquistes, notamment dans les régions plus éloignées de Montréal, a certes nécessité une bonne période de temps, affectant par le fait même le roulement des autres instances, en l'occurrence celle du Conseil national.

144 Pierre Saint-Germain, « Le PQ veut sortir de Montréal », *La Presse*, 1^{er} mars 1971, p. A-8.

145 *Idem.*

146 *Idem.*

147 Ce dernier fixera désormais les dates des congrès nationaux, prérogative arrachée au conseil exécutif national.

148 Saint-Germain, *loc. cit.*

Ce faisant, l'exécutif national du parti a pu prendre un ascendant sur la direction de la formation politique, ascendant qui se reflète dans le déroulement des congrès à travers le rôle de Lévesque et l'envoi de ses principales figures combattre certaines résolutions de la base dans les ateliers lorsque nécessaire. Si les membres du PQ ont réussi à abolir le comité politique lors du second congrès d'octobre 1969, rendant par le fait même le parti encore plus démocratique, comment expliquer que le troisième congrès apporte autant de modifications aux structures du parti ? La réponse se trouve possiblement du côté du fait que les structures péquistes sont difficilement applicables et que cette difficulté permet une domination d'une culture politique plus traditionnelle qui a même le luxe de pouvoir jouer la carte participative lorsqu'elle lui convient. Nous croyons démontrer qu'il n'y a pas d'âge d'or du militantisme au sein du PQ. L'arrivée de l'aile parlementaire en 1970 vient également complexifier la culture politique péquiste. À l'aube de sa deuxième participation au combat électoral en 1973, d'autres tensions apparaissent. Le congrès de 1974 viendra consacrer l'action électoraliste du PQ, alors que 1976 posera les questions parti-gouvernement.

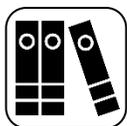


TROISIÈME CHAPITRE

Institutionnalisation, pouvoir, parti et gouvernement (1971-1979)



1. Le congrès de 1973 : la marche vers le pouvoir
2. Un militant influent : le cas Claude Morin



3. Les relations parti-parlementaires et le pré-congrès de 1974
4. Le Congrès de novembre 1974 : la ratification du réalisme
5. Vers la prise du pouvoir et le congrès de 1977
6. Le congrès minuté de 1979 : l'apogée des technocrates

Conclusion

Institutionnalisation, pouvoir, parti et gouvernement (1971-1979)

La décennie 1970 en est une marquante pour la jeune formation souverainiste. Le parti participe à trois élections générales à la suite desquelles il revêt respectivement les rôles de tiers-parti, d'opposition officielle et puis de gouvernement majoritaire à partir du 15 novembre 1976. Les quatre congrès qui ont lieu durant la même période témoignent d'une concentration du pouvoir entre les mains de certaines figures jouissant de certains atouts comme la visibilité médiatique, la renommée intellectuelle et l'expérience professionnelle de la politique.

Nous comptons démontrer dans ce chapitre comment l'action politique du PQ s'est développée autour d'un objet principal : la prise du pouvoir. Nous présenterons comment cet objectif s'inscrit en continuité avec les premières orientations du parti et par quels moyens il sera atteint. Conséquemment, nous allons expliquer comment un fossé s'est progressivement creusé entre la direction péquiste, principalement tournée vers cet objectif du pouvoir, et ses militants accrochés à la notion de participation qui avait conféré au PQ ses allures novatrices en 1968.

Nous verrons, au fil des années et principalement au fur et à mesure que le pouvoir apparaît à proximité, comment la direction péquiste en viendra à contrôler et encadrer ce qu'elle perçoit comme étant des excès de la part de ses militants lors des congrès nationaux. La prise du pouvoir en 1976 va également pousser le parti à définir les relations entre le gouvernement élu et les militants. Encore ici, nous constaterons le fossé que nous avons préalablement mentionné.

Durant cette décennie, les militants péquistes ne renonceront pas au rôle qu'ils se sont donné de faire du PQ un parti différent des autres. En ce sens, cette période permet de constater que le PQ est un parti bien vivant où les membres souhaitent avoir leur mot à dire. Force est de constater que ce point de vue, dans les questions critiques, ne sera pas toujours respecté, le tout dépendant fréquemment de sa compatibilité avec une approche réaliste du pouvoir.

Les militants deviendront en quelque sorte une opposition au sein de leur propre parti. Il faudra attendre à la fin de la décennie, lorsque l'objectif référendaire apparaît à l'horizon, pour que les militants acceptent de donner les coudées franches à leurs dirigeants.

L'analyse de cette décennie serait toutefois incomplète sans porter une attention particulière à l'influence sans cesse croissante de René Lévesque sur son parti. Outre la poursuite de certains comportements présentés lors des premiers congrès, Lévesque ne recule devant rien. Citons en exemple la réécriture d'un pan entier du programme concernant l'accession à l'indépendance par Claude Morin. Le président du PQ ne manque également pas l'occasion de personnaliser certains affrontements qui mettront la table à une crise majeure au début de la décennie 1980.

3.1 Le congrès de 1973 : la marche vers le pouvoir

3.1.1 Retour sur le troisième congrès

Lévesque est on ne peut plus clair sur l'action électoraliste du PQ dans une entrevue au *Devoir* qu'il accorde trois semaines après le troisième congrès national du parti se disant convaincu que le parti cessera d'être un instrument valable s'il ne parvient pas à conquérir le pouvoir au cours des prochaines années¹. Le président nous offre quelques réflexions sur son parti comme l'explique le journaliste Michel Roy :

¹ Michel Roy, « Le PQ doit accéder au pouvoir d'ici peu d'années, autrement il cessera d'être un instrument valable », *Le Devoir*, 24 mars 1971.

Comment faire pour aller toujours plus vite ? demande-t-il. Comment faire pour assurer l'incessante purification du Parti ? Comment répondre aux besoins innombrables que fait naître la soif de démocratie ! Il reconnaît la légitimité de ces exigences. Il comprend que certaines impatiences soient plus exaspérées. Mais souvent, ces exigences viennent de milieux « qui se croient toujours en avant des autres, qui parfois le sont », mais qui n'ont pas encore perdu certaines illusions politiques².

Roy écrit que Lévesque demeure d'ailleurs intraitable sur un point : « Pas de concessions aux “activistes” qui se valorisent eux-mêmes et cherchent à se servir du PQ comme d'un laboratoire pour leurs théories³ », propos qui se réfèrent à ce véhicule alléchant qu'était le PQ à la fin des années 1960. Questionné sur les participationnistes et les technocrates, Lévesque affirme :

Ça prend toutes sortes de formes verbales : « participation », « technocrates », « démocratie », « électoralisme », etc. C'est très confus, mais je centrerai cela sur le problème d'équilibre qui est terriblement difficile à maintenir. Car nous n'avons jamais eu ni l'exercice du pouvoir, ni même vraiment l'Opposition officielle qui donne l'impression d'être à la porte du pouvoir. C'est un équilibre à maintenir dans le processus électoral. Un équilibre dans la société québécoise d'aujourd'hui, entre Montréal et la province, et même dans Montréal, entre certains quartiers et certains milieux de Montréal, encore plus entre Montréal-région et le reste du Québec ; et il faudrait encore tenir compte des générations et des milieux, de sorte que nous avons des cercles qui se chevauchent les uns sur les autres⁴.

Un élément intéressant de cette entrevue nous laisse entrevoir la vie dans les comtés. Questionné sur la représentativité des délégués au dernier congrès, le président affirme qu'au moins une vingtaine de comtés ont parachuté des délégués s'étant nommés eux-mêmes et qui, « comme par hasard, étaient justement de ces “articulés” », procédé qu'il associe à une forme d'infiltration⁵.

2 *Idem.*

3 *Idem.*

4 *Idem.*

5 *Idem.*

La question qui se pose ici est la suivante : comment se fait-il que, dans au moins 20 comtés, les délégués ne soient pas élus au terme de débats comme le recommanderait normalement un parti de masse ? Quant aux modifications apportées aux structures⁶, Lévesque se dit en accord avec la décentralisation vers les régions du centre de décision du conseil exécutif tout en qualifiant « d'énormes » les pouvoirs du Conseil national⁷. En ce qui a trait au déroulement des congrès, le président du parti concède volontiers qu'ils sont devenus trop lourds et qu'il serait possiblement temps de réviser la formule : « Moi, j'aurais aimé qu'on ait un congrès tous les deux ans si nous gardons les réunions régionales. Ça n'a pas passé⁸ ». Au-delà du fait que le parti est alors en croissance et qu'il faut adapter les congrès en conséquence, espacer ces derniers, qui permettent pourtant aux membres les plus influents de se prononcer, n'est certes pas un geste allant dans le sens d'une démocratisation accrue.

3.1.2 L'année 1972

Nous disposons de peu d'informations pour ce qui est de l'année 1972 sur le plan de la culture politique du parti. Le biographe de Lévesque, Pierre Godin, rapporte que c'est l'année qui « marque la fin du traumatisme politique d'octobre 1970, qui a saigné le PQ de 50 000 membres et coupé ses revenus des deux tiers⁹ ».

6 Les structures régionales subissent de profondes transformations à la suite du congrès de février 1971. Selon les décisions prises, les dix conseils régionaux deviendront leurs propres maîtres dans le cadre général du parti. Ils seront formés des présidents de comtés de la région, des députés de la région (sans droit de vote), et des candidats officiels de la région (également sans droit de vote). Voir Pierre Saint-Germain, « Le PQ veut sortir de Montréal », *La Presse*, 1^{er} mars 1971, p. A-8.

7 Roy, *loc. cit.*

8 *Idem.*

9 Godin, *op. cit.* p. 294.

Le parti publie en décembre 1972 *Le militant du Parti québécois* dans lequel il rappelle que le programme est élaboré par la base, que le financement de l'organisation est démocratique tout en insistant sur le fait que « seul le Parti québécois a le courage de vivre et de favoriser l'épanouissement d'une véritable démocratie à l'intérieur de ses cadres¹⁰ » tout en marquant une rupture avec le déroulement des congrès tels qu'on les retrouve chez les libéraux. Le financement du parti fait également, à lui-seul, l'objet d'une brochure de 45 pages intitulée *Qui finance le Parti québécois ?* Il est intéressant de noter que les deux premières phrases de l'ouvrage tâchent de marquer de nouveau une rupture entre le PQ et les vieux partis : « Qui finance le Parti québécois ? Qui finance les vieux partis¹¹ » ? Globalement, la brochure insiste sur le financement occulte des vieux partis et sur ses effets pervers sur la classe politique, qui tombe sous l'influence des milieux d'affaires. Elle souligne, en contrepartie, ceci :

Le Parti québécois est le seul parti dont le financement soit démocratique parce que ses membres sont sa source principale de financement. Enfin, c'est aussi un financement honnête : ses livres sont ouverts à tout groupe de journalistes qui voudraient enquêter sur le financement des partis politiques et faire rapport à la population. Il y a un dernier point qu'il faut faire remarquer : c'est que dans le Parti québécois, un travail considérable est accompli par des bénévoles, publicistes, organisateurs, rédacteurs (etc.) à tous les niveaux. Ce sont des militants qui travaillent non pas pour l'argent mais pour participer à la réalisation d'un objectif politique : la souveraineté du Québec. Si le Parti québécois était obligé de payer tous ces précieux auxiliaires au taux courant chez les libéraux ou chez les unquistes [sic], il lui en coûterait au bas mot des centaines de milliers de dollars chaque année et encore plus en période électorale. Dans les vieux partis, tous les « honnêtes » travailleurs d'élections sont payés.

10 Parti québécois, *Le militant du Parti québécois*, Montréal, Le Citoyen, 1972, p. 13.

11 Parti québécois, *Qui finance le Parti québécois ?*, Montréal, Le Citoyen, 1972, p. 3.

D’ailleurs le motif principal de ces « organisateurs » est l’argent. Tandis que dans le Parti québécois tout le travail se fait gratuitement, par idéal politique, à titre bénévole¹².

Bien que partisans, ces deux brochures s’inscrivent dans une démarche similaire à celle des partis de masse qui souhaitent éduquer leurs membres et, dans une plus large mesure, la population. L’extrait ci-haut tend à démontrer la force que joue l’idéologie dans le parti alors que ses membres, contrairement à ceux des autres partis, acceptent de s’y impliquer bénévolement. Il y a également, dans ces deux publications, un travail de valorisation du membre dans l’organisation. Comme nous l’avons toutefois démontré dans le chapitre précédent, l’intérêt pour le membre ne va pas toujours de pair avec son influence réelle dans la direction du parti.

3.1.3 Le congrès de 1973

Le 4^e congrès du PQ a lieu à Laval la fin de semaine du 23 au 25 février 1973. René Lévesque ne manque pas une fois de plus d’utiliser son discours d’ouverture pour influencer les délégués, mettant ceux-ci en garde « contre la tentation du perfectionnisme, contre la gloire facile de l’absolu, contre le danger de rechercher un idéal, généreux certes mais inaccessible¹³ », une déclaration qui traduit une volonté de réserve qu’il souhaite voir les militants adopter. Le 4^e congrès du PQ marque également l’arrivée de deux femmes à l’exécutif : Rose-M. Gélinas et Isabelle Fecteau¹⁴.

12 *Ibid.*, p. 43.

13 Michel Roy, « Le Parti québécois bientôt au pouvoir », *Le Devoir*, 24 février 1973, p. A-1.

14 Louise Cousineau, « Pour les femmes : égalités et indépendance », *La Presse*, 26 février 1973, p. A-7.

Si les femmes ne représentent que 20 % des délégués au congrès, elles ont néanmoins réussi à faire adopter par le parti des résolutions importantes qui témoignent du fait que le PQ est alors un canal privilégié par certains groupes sociaux¹⁵.

Outre l'élection de deux candidates au conseil national, soulignons la réélection de Jacques Parizeau et Marc-André Bédard, ainsi que l'élection d'un nouveau venu dont le rôle dans la culture politique péquiste sera central : Claude Morin. Les postes réservés aux parlementaires sur l'exécutif national seront pour leur part occupés par Guy Joron et Marcel Léger, de sorte que Claude Charron, qui souhaitait mener à l'exécutif une lutte pour un militantisme plus prononcé au sein du parti s'est vu écarté de cette instance¹⁶. Ce dernier n'avait pas manqué de soulever, quelques semaines avant le congrès, un débat au sujet du style d'action trop électoraliste du PQ¹⁷. Au poste de conseiller au programme, le candidat qui avait la faveur de l'exécutif, Gilbert Paquette, a défait André Potvin¹⁸. Les sources nous manquent pour mettre en lumière quelconque jeu de coulisses que ce soit, mais il semble, encore une fois, que l'exécutif élu au terme du 4^e congrès ne soit pas de nature à déplaire à René Lévesque. Contrairement aux congrès préalables, la question linguistique ne suscite que très peu de réactions. « L'atelier sur le programme culturel a rejeté, samedi matin, les projets de résolution tendant à abolir, d'un trait ou par étapes, le financement par le ministère de l'Éducation de l'enseignement public anglophone sous un éventuel gouvernement du PQ¹⁹ ». C'est plutôt la question de l'accession à l'indépendance qui a soulevé les passions.

15 Le programme du parti reconnaît la valeur du travail au foyer et se propose de le rémunérer; le mariage est considéré comme égalitaire avec ce que cela implique au Code civil; on admet que la femme mariée n'a pas l'obligation de porter le nom de son mari en plus de voter un congé de maternité payé par l'État et l'employeur.

16 Anonyme, « Cinq nouvelles figures élues membres du conseil exécutif du Parti québécois », *La Presse*, 26 février 1973.

17 Pierre Saint-Germain, « La bataille de l'unilinguisme scolaire n'a pas lieu au PQ », *La Presse*, 26 février 1973, p. C.

18 *Idem*.

19 Saint-Germain, *loc. cit.*

Effectivement, « les congressistes du Parti québécois ont, en majorité, voté une résolution qui venait à l'encontre des intentions souvent affichées de René Lévesque, à l'effet qu'il ne sera pas nécessaire de recourir au référendum après l'indépendance du Québec²⁰ ». C'est la première fois que la question se pose avec autant d'intérêt à un congrès du PQ, question qui dominera largement les congrès subséquents. Si Lévesque avait l'habitude d'utiliser son discours d'ouverture pour orienter les congrès comme nous l'avons démontré préalablement, cette fois il utilise également son discours de clôture pour revenir sur la controversée résolution :

Aussi, dans son discours de clôture du congrès, M. René Lévesque est revenu habilement sur la question pour demander à l'assemblée s'il se trompait en interprétant ainsi la pensée de l'assemblée : « L'élection du PQ signifierait que nous avons un mandat pour finir de préparer et pour faire la souveraineté politique du Québec durant ce mandat. Mais nous croyons aussi que nous avons le devoir de la faire dans l'ordre, la clarté et en contacts suivis avec les citoyens. Et l'un d'eux est la consultation indispensable avant de partir à notre compte »²¹.

Lévesque devait d'ailleurs ensuite utiliser la tribune journalistique pour réitérer son désaccord avec la résolution. Il aurait même soufflé à Jean-Roch Boivin de laisser passer la résolution Paquette²² en disant « on se reprendra plus tard ; une résolution, ça se change²³ ». Encore ici, difficile d'avancer que le membre est maître du programme du parti.

20 Anonyme, « Malgré le congrès, Lévesque toujours tenir un référendum », *La Presse*, 26 février 1973, p. C.

21 *Idem*.

22 La résolution stipule qu'après une victoire du PQ l'Assemblée nationale proclame la souveraineté sans recourir au référendum.

23 Godin, *op. cit.* p. 295.

Une autre question démontre l'emprise de l'exécutif sur la base du parti, soit celle du contrôle des entreprises par les travailleurs. Effectivement, « pendant 3 heures samedi soir, le PQ a remis le contrôle des entreprises aux travailleurs²⁴ »! Il n'en fallait pas plus pour que Lévesque intervienne en lançant qu'il « ne faut pas faire exprès pour suicider le parti²⁵ », une réaction qui a finalement fait battre la résolution votée... trois heures plus tôt! Le président sortant de l'exécutif, Pierre Marois, a pour sa part demandé au micro la rescision de la libération collective en plaidant que cette proposition signifiait littéralement l'élimination de toute entreprise au Québec²⁶. Le porte-parole de la proposition, Marc Bériault, a alors dénoncé l'électoratisme du PQ²⁷. De son côté, le délégué Yvon Leclerc s'est avancé au micro pour déchirer sa carte de membre et, avant de quitter l'enceinte du congrès, il a lancé : « Tu travailles comme un fou en atelier et l'exécutif te bat²⁸ ». Un autre militant a été ovationné après avoir lancé au micro : « Je ne veux pas partir d'ici avec l'impression que j'ai été fourré par le poids de l'exécutif²⁹ ». Un autre a affirmé : « Il y a longtemps qu'on nous parle de participation au PQ. Nous avons le sentiment de nous être fait avoir par l'exécutif ce soir³⁰ ».

Cet épisode révélateur n'est pas sans rappeler encore une fois que le PQ est envisagé par plusieurs de ses membres comme le véhicule pour faire avancer certaines causes. Il nous démontre une fois de plus les limites de la démocratie participative. En ce sens, il est certain que la réaction de Lévesque et celle de l'exécutif ressemblent à celles qu'aurait eu tout parti traditionnel, mais à leur défense, encore faut-il ne pas abuser de la participation. Il y a là un écueil important de la culture politique péquiste.

24 Louise Cousineau, « Suite à l'intervention de l'exécutif, un délégué se fâche et quitte le PQ », *La Presse*, 26 février 1973, p. D-9.

25 *Idem*.

26 *Idem*.

27 *Idem*.

28 *Idem*.

29 *Idem*.

30 Michel Roy, « Le pouvoir aux travailleurs ? Le PQ répond : oui, non, non, oui », *Le Devoir*, 26 février 1973, p. 7.

Malgré tout, le parti s'attire les éloges de Claude Ryan. L'éditorialiste du *Devoir* souligne que le parti a fait montre une fois de plus lors de ce 4^e congrès national « d'une immense avance pédagogique sur les partis traditionnels³¹ ». Il ne manque également pas de soulever la question de l'unité dans le parti et de cibler l'importance du groupe de Lévesque en affirmant : « Le PQ, sans René Lévesque et ses quatre ou cinq principaux collaborateurs, ne serait-il bientôt qu'un amalgame de familles idéologiques qu'il serait très difficile de garder ensemble³² » ? Et il y a là la réalité du PQ, un parti qui semble jouir de ses allures novatrices en ne pouvant toutefois les revêtir pleinement sans courir le risque d'être condamné aux marges du pouvoir et dont l'unité repose, en bonne partie du moins, sur la présence d'un chef jouissant d'une grande autorité.

3.2 Un militant influent : le cas Claude Morin

Le cas de Claude Morin est un des plus révélateurs en ce qui concerne la culture politique péquiste. Par son militantisme auprès des dirigeants du PQ et de René Lévesque lui-même, il parviendra à modifier le programme du parti, pour ce qui est des modalités d'accèsion à l'indépendance, et à ouvrir une question qui deviendra, dès 1973, la plus épineuse dans tous les congrès subséquents du parti.

Morin devient membre en règle du PQ en mai 1972. Heureux de la décision de sa nouvelle recrue, René Lévesque tient à signer lui-même sa carte d'adhésion³³. Rien ne prédestine Claude Morin à la politique active, lui qui, avant de se joindre au PQ, avait été conseiller de quatre premiers ministres, en l'occurrence Jean Lesage, Daniel Johnson, Jean-Jacques Bertrand et Robert Bourassa. Homme des coulisses, Morin aurait souhaité poursuivre ce rôle auprès de René Lévesque. « Si possible, j'agisrais comme conseiller auprès du Parti, un peu de la même manière que je l'avais longtemps fait auprès du gouvernement³⁴ ».

31 Claude Ryan, « Le IV^e congrès du Parti québécois », *Le Devoir*, 26 février 1973, p. 4.

32 *Idem*.

33 Claude Morin, *Mes premiers ministres*, Montréal, Boréal, 1991, p. 470.

34 *Ibid.*, p. 475.

Si le comité politique a été aboli par les militants lors du congrès de 1969, rien n'a semblé empêcher Lévesque d'inviter Morin comme personne ressource à une réunion de l'exécutif national du parti en 1972³⁵. C'est alors qu'on suggéra à Morin de se faire élire à l'exécutif national lors du 4^e congrès national, chose qui fut réalisée. C'est ainsi que Morin allait pouvoir se consacrer à son cheval de bataille :

Mes hésitations de 1973 face à la politique active ne résultaient pas uniquement de considérations personnelles. La méthode retenue par le Parti québécois pour réaliser la souveraineté me paraissait inappropriée et politiquement préjudiciable. Je voulais la faire réexaminer. [...] Il me semblait que le parti avait trop peu prêté attention à la manière de réaliser la souveraineté. Ses porte-parole – Lévesque aussi, supposai-je – tenaient pour acquis qu'il suffirait d'un vote majoritaire favorable de l'Assemblée nationale³⁶.

Morin concluait que « le PQ se conduirait de façon à la fois plus démocratique et électoralement plus rentable s'il cessait de considérer son élection éventuelle comme le déclencheur automatique et unique de la souveraineté. Une étape supplémentaire s'imposait : un référendum positif en faveur de cet objectif³⁷ ». C'est l'imminence de l'élection d'octobre 1973 qui poussa Morin à agir plus rapidement.

Il me tarda bientôt d'avoir une conversation là-dessus avec Lévesque, mais l'occasion propice ne survenait pas. Je ne voulais pas non plus brusquer les choses : de quel droit déranger une formation politique satisfaite des règles du parlementarisme britannique ? Par contre, j'imaginai aisément comment Robert Bourassa exploiterait la situation : « Le lendemain de l'élection du Parti québécois, ce sera le saut dans l'inconnu ! ». Finalement, je résolus de demander un rendez-vous à Lévesque pour la mi-septembre. Il y avait urgence : des élections auraient peut-être lieu dans les prochains mois.

35 *Ibid.*, p. 476.

36 *Ibid.*, p. 480.

37 *Ibid.*, p. 481.

L'urgence était bien plus grande que je ne le supposais : Bourassa déclencha des élections pour le 29 octobre ! Impossible, dans les circonstances, d'amorcer une nouvelle réflexion sur le programme du Parti³⁸.

Au-delà du bien-fondé ou non de cette démarche entreprise par Morin, il est intéressant d'observer à quel point son statut de spécialiste lui a permis d'avoir accès rapidement au plus haut cercle des dirigeants péquistes. Il est permis de croire qu'un militant *lambda* n'aurait pas eu la même opportunité, même si le parti appartient théoriquement aux membres. Or, voilà que le parti opère un curieux revirement à l'élection d'octobre 1973. Même si les membres ont décidé qu'il ne serait pas nécessaire de tenir un référendum pour proclamer la souveraineté du Québec lors du 4^e congrès de février 1973, le parti fait distribuer, vers la fin de la campagne électorale automnale de 1973, un tract affirmant ceci : « Aujourd'hui, je vote pour la seule équipe prête à former un vrai gouvernement. En 1975, par référendum, je déciderai de l'avenir du Québec. Une chose à la fois ! Chaque chose en son temps ». Morin rapporte :

Une mini-percée en direction du référendum se produisit néanmoins dans les derniers jours de la campagne. L'idée vint du député Guy Joron, membre de l'exécutif national et responsable de la publicité électorale du parti. Sensible aux craintes soulevées dans la population par l'absence de toute consultation sur la souveraineté autre que l'élection proprement dite, il proposa, et l'exécutif, y compris Lévesque, accepta, qu'un dépliant soit distribué dans tous les foyers [...]³⁹.

Au-delà de la stratégie électorale, comment expliquer que l'exécutif national d'un parti qui se targue de favoriser la participation puisse renverser la décision d'un congrès démocratique ? Morin rapporte que, dans quelques comtés, des militants ont bloqué la diffusion du dépliant puisque non-conforme avec le programme du parti⁴⁰. Le 29 octobre 1973, le parti ne fait élire que six députés.

38 *Ibid.*, p. 486.

39 *Idem.*

40 *Idem.*

Le biographe de Jacques Parizeau décrit bien l'atmosphère qui règne à l'époque au PQ. Pointé du doigt pour la défaite de 1973, Parizeau voit son influence auprès de Lévesque décroître alors que celle de Claude Morin augmente⁴¹.

La non-élection de René Lévesque qui essuie un deuxième revers électoral soulève de nouveau, entre les membres influents du PQ, la question de son leadership considérée taboue par Bernard Cleary du *Soleil*⁴². Celui-ci se demande d'ailleurs pourquoi un malaise existe autour de cette question si le PQ est aussi démocratique qu'il se plaît si souvent à le dire⁴³. Une résolution du conseil national ira même jusqu'à obliger Lévesque à siéger au Parlement, résolution que le principal intéressé ignorera vraisemblablement⁴⁴.

3.3 Les relations parti-parlementaires et le pré-congrès de 1974

3.3.1 Les relations parti-parlementaires

Au début de l'année 1974, un journaliste de La Presse observe un nouveau partage du pouvoir au PQ.

Sans que le PQ n'en paraisse déchiré ni vraiment divisé, une mutation significative est en voie de s'y accomplir. Le pouvoir, au sein du PQ, se déplace graduellement. Jusqu'ici fermement aux mains de René Lévesque et de l'équipe de « vedettes » dont il s'est entouré depuis la fondation du parti, le pouvoir est en train d'être partagé, élargi, au profit de l'aile parlementaire et des associations de comté du PQ. [...] [I]l paraît évident que le leadership de René Lévesque ne saurait s'exercer maintenant dans les mêmes conditions qu'autrefois⁴⁵.

41 Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau. Le Baron*, Montréal, Québec Amérique, 2002, p. 94.

42 Cleary affirme sentir un désir chez les chefs de file de vider cette question mais que personne n'ose réellement le faire. Voir Bernard Cleary, « Le grand tabou du PQ : le leadership de René Lévesque », *Le Soleil*, 17 novembre 1973.

43 Bernard Cleary, « Le grand tabou du PQ : Le leadership de René Lévesque », *Le Soleil*, 17 novembre 1973.

44 Bernard Cleary, « Le conseil national du PQ est catégorique : Lévesque doit siéger au Parlement », *Le Soleil*, 19 novembre 1973.

45 Gilles Gariépy, « Nouveau partage du pouvoir au sein du PQ », *La Presse*, 28 janvier 1974.

Pour appuyer ses dires, l'auteur avance que la récente élection du syndicaliste Théo Gagné à l'exécutif national pour remplacer le démissionnaire Jacques Parizeau témoigne de cette réalité alors que Lévesque et l'exécutif appuyaient une autre candidature⁴⁶. À en croire certains témoignages, il ne semblait toutefois pas très clair que Lévesque appuyait le candidat Lafontaine⁴⁷.

L'incident Lafontaine-Gagné n'est donc pas concluant au point où l'entendent des militants péquistes de Montréal, spécialement ceux des comtés de la région dite de Montréal-Centre. Dans cette zone, les membres radicaux (dont plusieurs étant associés de près au mouvement syndical), sont nombreux et constituent, depuis la fondation du parti, la seule véritable opposition à la « ligne de Lévesque ». Les accrochages des derniers mois sont pourtant révélateurs à certains égards. Ils montrent, en particulier, qu'une page est tournée dans l'histoire du PQ. Cette page, c'est celle de la fondation et de la mise sur pied du parti, période pendant laquelle les militants, même intransigeants (comme les anciens du RIN) ont accordé au chef-fondateur le maximum de marge de manœuvre, quitte à taire leurs désaccords, au nom d'une unité nécessaire⁴⁸.

À en croire Gariépy, il y aurait changement de garde. L'émergence de nouveaux leaders régionaux combinée à la déconfiture électorale des candidats vedettes de Lévesque lors de l'élection d'octobre 1973 l'amènent à croire que « l'exécutif du parti pourrait bien devenir davantage un reflet ou une émanation de la base qu'un “cabinet de ministrables” choisi par Lévesque⁴⁹ ». Une autre réalité prend forme sur laquelle nous reviendrons ultérieurement, soit l'émergence de l'aile parlementaire.

46 *Idem.*

47 *Idem.*

48 *Idem.*

49 *Idem.*

Enfin l'aile parlementaire voit son influence s'accroître au sein du parti. De 1970 à 1973, cette aile était vraiment l'extension à l'Assemblée nationale d'un parti dirigé ailleurs. Aujourd'hui, certains *staffers* de ce qui est maintenant l'Opposition officielle parlent avec humour de la permanence du parti, à Montréal, comme de « l'aile non-parlementaire » du parti. Exposés plus fréquemment à l'opinion publique, les députés ont gagné un certain ascendant sur les membres du parti. Ils ont pour eux un actif important, soit d'avoir été élus ; ou réélus, ce qui vaut encore mieux⁵⁰.

Si l'article confirme notre propos selon lequel le parti était jusque-là dominé par son chef et ses proches collaborateurs, il s'avère à notre sens trop optimiste concernant la suite des choses. Bien que les régions semblent vouloir davantage jouer leur rôle, nous croyons que la structure hiérarchique, nécessaire à toute organisation qui se veut crédible, ne sera pas aussi affectée que tend à le démontrer Gariépy.

La question des relations entre le parti et un éventuel gouvernement péquiste se pose dans les journaux dès septembre 1974. Claude Vaillancourt met la main sur un document de travail dans lequel il est énoncé que « dans un gouvernement dirigé par le PQ, le choix des ministres et secrétaires d'État désignés par le président du parti devra être ratifié par un conseil national spécial de ses membres convoqués à cette fin⁵¹ ». Le conseil national devrait également approuver le programme législatif du gouvernement⁵². Bien que le texte ne soit encore qu'un projet de protocole devant régir les rapports entre le PQ et son groupe parlementaire, il démontre que certains militants entrevoient la notion de participation jusque dans la composition du gouvernement. Le document mentionne également que

50 *Idem*.

51 Claude Vaillancourt, « Un document de travail du PQ : le parti contrôlerait le gouvernement », *Le Soleil*, 9 septembre 1974.

52 *Idem*.

pour veiller au respect du programme politique sous un gouvernement du PQ, le CN aura à former des comités parmi ses membres afin qu'ils s'associent au travail de toutes les commissions parlementaires ainsi qu'aux comités de travail du cabinet et des ministères⁵³.

Ce premier document est symptomatique des questions qui seront soulevées après la prise du pouvoir en 1976, à savoir si le gouvernement péquiste est redevable à la population ou aux militants. Dès 1974, certains semblent avoir déjà tranché la question.

Le politologue Réjean Pelletier signe pour sa part un texte intéressant sur la culture politique péquiste. Dans une enquête menée auprès des dirigeants du PQ, il conclut ceci :

[...] [L]a grande majorité des dirigeants du PQ reconnaissent la suprématie du congrès national où est défini le programme du parti et du conseil national, instance suprême entre les congrès, sur l'ensemble du PQ, c'est-à-dire tant sur son aile parlementaire que sur son aile non-parlementaire. Le problème se pose plutôt au niveau des rapports entre la députation et l'exécutif qui doit administrer le parti et non pas l'orienter politiquement et idéologiquement si bien que, selon plusieurs, l'aile parlementaire n'est pas tenue de se conformer aux décisions prises par l'exécutif national. Aujourd'hui, tout le conflit semble se situer entre des parlementaires qui, devenus l'opposition officielle, incarnent de plus en plus le parti par leurs prises de position et leurs actions en Chambre et sur la place publique, et les membres de l'exécutif qui sont des membres importants et assez influents dans le parti, qui cherchent aussi à orienter l'idéologie et l'action du PQ, mais qui n'ont pas le bonheur ou la chance d'avoir été élus. Le conflit actuel au PQ pose aussi tout le problème de la conciliation des exigences de démocratie interne d'un parti où les militants et les membres ne serviraient pas seulement d'agents d'élection, mais aussi d'instruments de politisation de la population [...]⁵⁴.

53 *Idem*.

54 Réjean Pelletier, « Le malaise du PQ annoncerait-il un vieillissement prématuré ? », *Le Devoir*, 20 septembre 1974.

Difficile encore une fois d'affirmer que le PQ puisse se rapprocher de l'idéal type du parti de participation alors que, comme le rapporte Pelletier, le pouvoir se retrouve déchiré entre deux groupes qui jouissent certainement de prérogatives que ne possèdent pas les simples militants.

Sans pouvoir généraliser l'état d'âme d'un sympathisant à l'ensemble des militants, nous pouvons croire que l'extrait suivant, publié dans *Le Jour*, est révélateur de l'état d'esprit de certains militants :

Oui, nous aussi de la base qui sommes aussi importants (en tant que sympathisants à la cause d'un Québec fort et autonome et électeurs le jour désigné) que les plus foudroyants militants, nous sommes tannés des hésitations de René Lévesque et de son exécutif, qui ne font que penser stratégies à sortir six mois avant une élection, mais, en attendant, mijotent nous ne savons trop quoi⁵⁵.

Un constat qui peut notamment se trouver renforcé par une explication de la dynamique entre l'exécutif et le conseil national livrée par Claude Morin :

Le conseil national, instance suprême du parti entre les congrès, constituait la tribune par excellence des contestataires systématiques et leur lieu privilégié d'intervention. Ils y utilisaient à fond toutes les ressources de la procédure des assemblées délibérantes. Convoqué la veille des réunions, l'exécutif consacrait souvent une grande partie de ses travaux à prévoir leurs manœuvres. [...] Un jour il [Lévesque] me fit ce petit calcul. Sur 10 000 membres du parti, 1 000 en suivaient régulièrement l'évolution, 100 étaient des militants actifs et 10 de ceux-là faisaient profession de radicalisme. Or, ces derniers étaient de loin surreprésentés aux réunions du conseil national et donnaient, toujours selon lui, une fausse (et nuisible) impression du Parti⁵⁶.

55 Guy Huard, « René Lévesque et les dirigeants du parti. Qu'il fasse donc confiance à ses hommes ; quant à eux, qu'ils dialoguent avec la population ! », *Le Jour*, 23 septembre 1974.

56 Morin, *op. cit.*, p. 494.

Intéressant ici de souligner non pas une complémentarité entre l'exécutif et le conseil national, mais au contraire, une mentalité d'opposition entre les deux instances. Sur le calcul caricatural de Lévesque, encore faut-il rappeler que les membres du conseil national proviennent de la base et sont ceux qui donnent en fait, théoriquement du moins, le « vrai pouls » du parti.

3.3.2 Le pré-congrès de 1974

Entretemps, le 5^e congrès national du PQ est prévu pour la mi-novembre 1974. Comme mentionné préalablement, c'est la question de l'accession à l'indépendance qui le dominera. Rappelons comment la question du référendum fait irruption dans les débats péquistes : cette controversée proposition n'émane pas de la base, mais bien de Claude Morin, un spécialiste jouissant d'un accès privilégié auprès du chef René Lévesque.

Je m'étais figuré que ma rencontre [avec Lévesque] s'étendrait sur au moins une heure, le temps de le « convertir ». Elle dura à peine vingt minutes. Et fut extraordinaire. [...]

– Vous avez mon appui total, me dit-il avec force. Il faut régler cette question. Ça aurait dû être déjà fait, mais le moment n'était pas venu. Le parti ne doit pas s'engager dans une autre campagne électorale amochée d'avance, par sa faute. Poussez à fond, expliquez publiquement votre proposition, défendez votre point de vue. Quant à moi, je n'interviendrai qu'en dernier recours, et seulement si c'est vraiment nécessaire⁵⁷.

Les rares sources dont nous disposons démontrent qu'existent certains débats pré-congrès face à la résolution conjointement votée par l'exécutif national et l'aile parlementaire⁵⁸ prévoyant qu'en cas d'opposition systématique du fédéral, le PQ devra recourir au référendum.

57 Morin, *op. cit.*, p. 490-491.

58 De l'aveu même de Morin, la résolution, impliquant un trop grand changement au programme, ne saurait être portée par un comté ou une région (voir Morin, *op. cit.*, p. 491).

Président du PQ de Chambly, André Le Corre décide de démissionner alors que les membres du comté adoptent une résolution selon laquelle les treize délégués au Congrès de Québec se devaient de voter unanimement en faveur de ladite résolution⁵⁹. Le paradoxe est palpable, c'est-à-dire de voter une résolution qui enlève le droit démocratique aux délégués de voter selon leur opinion. Une semaine avant le 5^e congrès national prévu à Québec, la presse tient quand même à souligner le caractère distinctif du PQ.

Qu'on le veuille ou non, le PQ est encore un laboratoire d'expériences politiques. Aucune autre formation politique ne fait autant appel à ses membres que le PQ. Même encore là, il semble de plus en plus évident que cette démocratie ne plait pas à tout le monde. M. Burns n'a-t-il pas demandé aux dirigeants du parti de faire un peu plus confiance aux militants ? Il est donc permis de se demander quelle limite peut atteindre la démocratisation d'un parti politique. Malgré les nombreuses expériences tentées par le PQ il semble donc clair que certains péquistes cherchent encore cette nouvelle voie⁶⁰.

Michel Brisson écrit pour sa part dans *Le Jour* qu'il « est décourageant enfin de constater que c'est paradoxalement de nos plus grands ténors de la participation qu'émanent les jugements les plus méprisants sur la capacité à participer de nos militants⁶¹ ». Nous croyons ce phénomène peu surprenant et plutôt en adéquation avec ce que nous avons préalablement soulevé, c'est-à-dire un parti qui jouit des retombées que lui apporte la participation, sans jamais réellement l'appliquer intégralement dans les faits.

59 Maurice Giroux, « Le débat sur l'accession à l'indépendance. Une première victime », *Le Jour*, 15 octobre 1974.

60 Réjean Lacombe, « Du pain sur la planche », *Le Nouvelliste*, 8 novembre 1974.

61 Michel Brisson, « Tendances fortement masochistes : les coups les plus durs au PQ sont portés par ses membres », *Le Jour*, 13 novembre 1974.

3.4 Le Congrès de novembre 1974 : la ratification du réalisme

Encore une fois, Lévesque donne le ton dans son discours d'ouverture. Il fustige les dissidents qui risquent de compromettre sérieusement les efforts du parti vers la prise du pouvoir en plus de mettre en garde les délégués contre le danger et la témérité de chercher à réinventer le programme du parti⁶². Ironique encore ici de constater à quel point Lévesque demande aux militants de ne pas trop toucher au programme du parti, alors que c'est pourtant le but premier de tout congrès politique. Toujours est-il que ce congrès, dans son déroulement ainsi que dans son dénouement, aura tout pour plaire à René Lévesque. Si le PQ demeure indépendantiste, il accepte désormais de lier l'accession à la souveraineté à la tenue d'une consultation populaire comme le souhaitaient son chef et les éléments « réalistes » du parti⁶³. À l'élection des membres du nouvel exécutif national, les délégués ont élu tous les candidats que Lévesque et ses conseillers voyaient être élus à l'exception d'un seul⁶⁴. Entre autres, Pierre Marois, reconnu comme étant modéré, a défait Gilbert Paquette, maintes fois identifié comme un des principaux opposants au style actuel du parti⁶⁵. Pierre Racicot, qui souhaitait une plus grande implication des membres, ainsi que Lise Cloutier-Trochu et André Le Corre, farouches opposants à la thèse du référendum, ont tous été battus⁶⁶.

Comme le souhaitait également M. Lévesque, et comme il s'était personnellement chargé de l'expliquer aux délégués, dans une tournée pré-congrès, les militants n'ont pas cherché à radicaliser le programme du PQ pour lui donner un ton futuriste ou d'avant-garde⁶⁷.

62 Pierre-Paul Gagné, « Congrès du PQ : Lévesque engage la lutte contre les dissidents », *La Presse*, 16 novembre 1974, p. A-1.

63 Marcel Desjardins, « Ce fut le congrès de Lévesque », *La Presse*, 18 novembre 1974, p. A-1.

64 *Idem*.

65 Pierre-Paul Gagné, « Un conseil exécutif favorable à Lévesque », *La Presse*, 18 novembre 1974, p. A-2.

66 *Idem*.

67 Desjardins, *loc. cit.*

Les sources manquent pour détailler en quoi consistait cette tournée pré-congrès, mais nous pouvons vraisemblablement y voir un moyen de rallier les délégués à la « ligne » du national. À noter également que 10 des 19 ateliers étaient consacrés à des préoccupations électorales⁶⁸. Nous pouvons certes y voir un signe que le parti s’entrevoit désormais comme un parti de pouvoir comme Lévesque l’a confirmé dans le débat sur la nécessité d’introduire le référendum dans le programme du parti⁶⁹. Les « purs » en question ne manqueront pas de saluer les élections de Claude Morin et Jean-François Bertrand à l’exécutif national par des huées copieuses⁷⁰. Malgré tout, la majorité des membres a ratifié le réalisme proposé par le sommet du parti. C’est une perception partagée par le journaliste Vincent Prince de *La Presse* : « Au fait, et c’est justement ce qui frappait davantage l’observateur de l’extérieur, les délégués ne semblaient préoccupés que d’une seule chose : améliorer le programme du parti afin de le rendre plus séduisant à un plus grand nombre d’électeurs⁷¹ ». Même son de cloche du côté du *Devoir* :

De toute évidence, la direction du PQ et la majorité des militants, forts de deux ou trois luttes électorales, veulent briser les portes du cénacle et sacrifier la pureté doctrinale des victoires morales à des modes d’action qui acceptent les Québécois tels qu’ils sont. En un certain sens, ce 5^e congrès du PQ devrait trancher nettement d’avec les précédents et ressembler davantage à celui de tout autre parti politique, dont le but premier est de prendre le pouvoir⁷².

68 *Idem*.

69 « [...] le chef du parti, M. René Lévesque, avait jeté son poids dans le débat en demandant aux “purs” d’admettre “l’évidente utilité, pour ne pas dire nécessité politique” d’adopter la résolution. “Il n’est pas méprisable de penser au pouvoir, c’est pour ça qu’on travaille et légitimement” ». Gilles Gariépy, « Le Parti québécois parvient à crever l’énigme du référendum », *La Presse*, 18 novembre 1974, p. A-1.

70 *Idem*.

71 Vincent Prince, « Le PQ a le goût du pouvoir », *La Presse*, 18 novembre 1974, p. A-4.

72 Gilles Lesage, « Comment propulser le PQ au pouvoir ? », *Le Devoir*, 16 novembre 1974, p. 6.

Une autre résolution visant l'abolition de toutes subventions aux collèges et institutions d'enseignement privés a été adoptée par les délégués non sans que les principaux dirigeants du parti n'aient tenté de la faire battre en envoyant Charron et Léger défendre la position inverse⁷³.

Intéressant également de mentionner que la possibilité de prendre le pouvoir aux prochaines élections semble réduire les ardeurs de certains :

Alors que les congrès du PQ des années antérieures avaient été marqués de longs débats sur la question linguistique, notamment au niveau des subventions aux écoles anglaises, le congrès de cette année n'a fait qu'effleurer cette question dans une seule résolution qui proclame que : « Tout travailleur québécois a le droit de travailler en français »⁷⁴.

À noter qu'une résolution a été adoptée prévoyant que les congrès auront désormais lieu à tous les deux ans, et non plus de façon annuelle. Une autre résolution prévoyait l'abolition des instances régionales et le transfert de leurs responsabilités au conseil national du parti. Même si elle avait l'appui discret de René Lévesque et Pierre-Marc Johnson, cette résolution a été battue à plate couture⁷⁵. Sa présence démontre malgré tout une volonté au sommet du parti de centraliser son organisation.

Au lendemain du congrès, Gilles Lesage décrit bien la culture politique qui règne alors au PQ.

Le cinquième congrès du Parti québécois a permis de constater les pas de géant franchis par la tendance électoraliste, qui règne maintenant en maître au sein de cette formation héritière du vieux mouvement indépendantiste du Québec.

73 Pierre-Paul Gagné, « Malgré Charron et Léger le PQ ne subventionnerait pas les institutions privées », *La Presse*, 18 novembre 1974, p. A-8.

74 *Idem*.

75 Gilles Lesage, « À travers le cahier des mille et une résolutions », *Le Devoir*, 18 novembre 1974, p. 6.

Le nouveau héros péquiste n'est plus le brillant stratège renseigné sur les dernières théories sociopolitiques mais plutôt le praticien capable de dire aux autres comment organiser l'implantation du parti et l'élection de ses candidats⁷⁶.

Si cette citation en dit long sur l'ambiance au parti en 1974, elle suggère aussi un déplacement d'un parti de masse à un parti de cadres. Comme nous l'avons indiqué en début d'étude, nous croyons que la tendance électoraliste a généralement dominé l'orientation du parti.

3.5 Vers la prise du pouvoir et le congrès de 1977

3.5.1 Entre le dernier congrès et l'élection

Puisqu'aucun congrès ne se tient avant le mois de mai 1977, il nous faut éplucher les articles de journaux pour nous renseigner sur la vie interne du parti entre les deux congrès. Il semble que les rapports entre l'aile parlementaire et l'aile militante soient redevenus normaux en début d'année 1975 alors qu'il aurait été statué que, dorénavant, les initiatives et activités régulières des députés ne devaient pas interférer avec les actions de l'exécutif national et vice-versa⁷⁷. N'empêche que certaines querelles ne manquent pas de surgir au sujet du leadership de Lévesque. Pierre Godin rapporte que « René Lévesque passe les années 1975-1976 à en découvrir avec ses députés les plus radicaux, qui l'accusent de n'être qu'un chef croupion⁷⁸ ». Candidat péquiste lors des élections de 1970 et de 1973, Pierre Gagnon fait pour sa part connaître ses états d'âme dans le *Devoir* du 5 juillet 1976, quatre mois avant que le parti ne prenne le pouvoir :

76 Gilles Lesage, « La préoccupation électoraliste reçoit ses lettres de noblesse », *Le Devoir*, 18 novembre 1974.

77 Pierre O'Neil, « Les rapports aile parlementaire-exécutif. Le PQ étudie un protocole », *Le Devoir*, 22 mars 1975.

78 Godin, *op. cit.*, p. 309.

Pourquoi le PQ a-t-il vieilli si rapidement ? Pourquoi le PQ s'est-il débarrassé si allègrement de la clarté du défi et de la raison même de sa fondation : l'indépendance ? Pourquoi le mot nationalisme, le mot drapeau ont-ils disparu de notre vocabulaire de militants ? Nos sujets de conversation et de préoccupation préférés ne seraient-ils pas devenus financement, organisation, hiérarchisation, bons comités pour gros candidats, pouvoir, prudence, luttes intestines, intrigue de palais entre les dauphins aspirant au trône du chef⁷⁹ ?

Gagnon va même jusqu'à poser la question suivante : « N'aurions-nous bâti qu'un bon gros parti bourgeois n'aspirant calmement qu'au pouvoir traditionnel tel que Claude Jasmin le dépeignait déjà dans la revue *Sept Jours* du 28 mars 1970⁸⁰ » ? Sans pouvoir généraliser à l'ensemble des militants cette réflexion de Gagnon, il est possible de croire à la lumière des congrès passés et futurs que de nombreux militants partagent ses constats. Il conclut en écrivant :

La base aujourd'hui semble, sauf occasionnellement quelques rares îlots de résistance, s'être donnée au Parti comme les cultivateurs d'autrefois se donnaient à leurs fils aînés pour connaître trop souvent des lendemains qui pleurent. Notre bon gros Parti hiérarchisé et organigrammé : chef, aile parlementaire, conseil exécutif, conseil national et congrès, ne fournit plus à l'humble militant le moyen de s'exprimer clairement comme au début⁸¹.

À noter ici que, malgré la sévérité des propos tenus par Gagnon, ce dernier est un ancien militant libéral. Ce détail nous permet de renforcer l'idée selon laquelle il existe une mobilité à l'intérieur même du parti. Ce dernier extrait renvoie également à un certain PQ des origines « idéalisé » très tôt dans son histoire, image que nous souhaitons remettre en question ici. Ces propos sous-entendent un dépérissement des débats d'idées associé davantage aux partis traditionnels qu'aux partis de masse.

79 Pierre Gagnon, « Un signe étrange de vieillissement. La réaction d'un militant de la première heure devant une brochure du PQ expliquant le projet de référendum sur l'indépendance », *Le Devoir*, 5 juillet 1976.

80 *Idem*.

81 *Idem*.

La vie des comtés nous est moins connue, mais certains articles nous permettent d'en saisir certains moments. Lors de l'été 1976, le Dr. Fernand Roy n'hésite pas à puiser dans ses listes de patients pour faire parvenir des cartes pré-payées et non-sollicitées pour s'assurer de l'investiture dans le comté de Charlesbourg⁸². Loin de nous l'intention de généraliser cette pratique à l'ensemble du parti, il n'en demeure pas moins que ce cas témoigne d'une persistance de mœurs politiques « classiques » que l'on retrouve au PQ.

Durant le même été, un autre scandale survient autour de l'élection de Jean Alfred comme candidat péquiste dans le comté de Papineau. « La secrétaire démissionnaire affirmait d'abord dans sa lettre la façon dont 148 nouveaux membres ont été recrutés dans les mois précédant la convention pour le choix d'un candidat⁸³ ». Lors de l'assemblée d'investiture, M. Jean Alfred se serait tenu près des boîtes de scrutin pour aider les gens à aller voter alors que l'épouse de ce dernier, qui était scrutatrice, s'identifiait auprès des gens comme l'épouse du candidat⁸⁴. La démissionnaire affirme même que le candidat Alfred souhaitait faire voter les gens avant même les discours des candidats⁸⁵. Encore ici, impossible de généraliser de telles pratiques à l'ensemble des comtés. Or ces deux cas démontrent que la démocratie et la participation ont certainement des interprétations malléables pour certains sympathisants péquistes.

L'été 1976 est définitivement chaud dans l'Outaouais alors que le président de la région, Pierre Paquin, démissionne, geste qui sera imité par Suzanne Lamont, présidente du comté de Hull, et Gabrielle Labelle, présidente du comté de Gatineau⁸⁶. Ce cas est le sujet d'un article éclairant en regard de notre problématique dans le Jour du 2 août 1976 :

82 Roger Bellefeuille, « Purge au sein du PQ de Charlesbourg », *Le Soleil*, 9 juillet 1976.

83 Pierre Allard, « L'élection de Jean Alfred a suscité des dissensions chez les péquistes de Papineau », *Le Droit*, 10 juillet 1976.

84 *Idem*.

85 *Idem*.

86 Claude Tremblay, « Sixième départ au sein du PQ », *Le Droit*, 31 juillet 1976.

L'exécutif du PQ dans Gatineau estime qu'il n'a plus le choix : il démissionne. Pour l'exécutif démissionnaire, il s'agit ici de « rendre un dernier service au parti », dans le but de l'amener à « un redressement de la situation par des mesures concrètes visant à rétablir la démocratie au sein de ses structures [...] ». Les griefs des membres de l'exécutif de ce comté visent directement l'exécutif national du PQ, accusé de contrôler, « par des canaux de son invention », et par-dessus la tête des exécutifs locaux et régionaux, élus, la vie politique locale et nationale. L'exécutif de Gatineau se dit profondément désillusionné et dit espérer que l'on saura « corriger une situation malade qui sent le vieux parti déjà usé ». L'exécutif ajoute : « Nous croyons que les problèmes que nous touchons ne sont pas limités à notre région puisqu'ils nous semblent découler de l'orientation que les dirigeants entendent donner à l'organisation et à l'action politique. Les permanents du PQ, dans les régions, sont l'objet de critiques virulentes de la part de l'exécutif de Gatineau. Reconnaissant que les permanents pourraient être fort utiles s'ils se limitaient à “un rôle d'appui technique”, Gabrielle Labelle les accuse “d'attitude paternaliste” et de passer par-dessus la tête des élus locaux et régionaux. Ce qui a pour résultat d'amener “une démobilisation au niveau de la participation et de réduire les instances locales à jouer les rôles de marionnettes, de sous-commis et bailleurs de fonds”. D'où les démissions massives. [...] » Cette situation amène les démissionnaires à croire que l'exécutif national, à qui la lettre est adressée, « se fiche éperdument des exécutifs et que ceux-ci n'existent que pour donner bonne conscience aux dirigeants et pour servir d'exécutants de tâches qui sont le lot de n'importe quel parti politique insouciant de la base et de son apport positif⁸⁷ ».

87 Jacques Keable, « Le national fait bien peu de cas des élus locaux déclare l'exécutif démissionnaire du PQ de Gatineau », *Le Jour*, 2 août 1976.

Président de l'exécutif national du PQ, Camille Laurin estime pour sa part que ces critiques sont un signe des temps en rappelant que les personnes critiquées n'ont pas été parachutées par le national⁸⁸. Dans une réponse des démissionnaires, on souligne que Jocelyne Ouellette a été nommée responsable à l'action politique dans l'Outaouais de façon unilatérale par l'exécutif national⁸⁹. Cet épisode démontre clairement qu'il existe un mécontentement des militants de la base envers la domination de l'exécutif sur le parti et qui, aux dires des contestataires, ne serait pas limité à la région de Gatineau.

Au début du mois de septembre 1976, René Lévesque convoque les députés et l'exécutif du parti à l'auberge Handfield⁹⁰. Sentant probablement les troubles internes et étant las des contestations de son leadership, Lévesque lâche à ses convives : « Ma bande de *crisses*, si vous voulez ma tête, venez la chercher sur le plancher du congrès, on verra qui est le chef⁹¹ », propos qui ne sont pas sans traduire une forme d'impatience du chef envers son parti. Lors de ce même mois de l'automne 1976, la chroniqueuse Lysiane Gagnon décrit le PQ comme étant « tirillé entre une majorité qui se rallie autour du “centre-gauche” et une minorité active qui conteste avec exaspération croissante l'emprise sur le parti de l'exécutif – dont l'incontestable figure dominante est M. Lévesque⁹² ». La chroniqueuse vise juste sur l'emprise de l'exécutif sur le parti, mais rate sa cible pour ce qui est du statut réel de Lévesque à l'époque, puisqu'il est fortement contesté comme nous venons de le démontrer. De plus, si la direction a ses mécanismes pour contrecarrer la base, la partie radicale de cette dernière possède également quelques tactiques pour déranger la direction du parti.

88 Anonyme, « Les problèmes du PQ dans l'Outaouais sont un signe des temps, selon Laurin », *Le Droit*, 3 août 1976.

89 Anonyme, « Un sentiment d'impuissance face à une formation qui se fait juge et partie », *Le Jour*, 13 août 1976.

90 Godin, *op. cit.*, p. 310.

91 *Ibid.*, p. 312.

92 Lysiane Gagnon, « Leadership du PQ : pas de crise, mais malaise évident », *La Presse*, 11 septembre 1976.

Pour faire connaître son mécontentement au président du parti, elle présente de dures oppositions aux inconditionnels « lévesquistes » lors de certaines conventions comme le rapporte Lysiane Gagnon⁹³. Cela a notamment été le cas dans les comtés de Hull, St-Jean, Sainte-Marie et de Mauricie⁹⁴.

Lors du conseil national tenu à Shawinigan en octobre 1976, seule une résolution concernant la cessation des poursuites envers le Dr Henry Morgentaler a soulevé le débat. « Tout sujet de discordance était manifestement mis en veilleuse, lors de cette réunion du conseil national. Dès le départ, les dirigeants du parti, René Lévesque en tête, en avaient presque donné le mot d'ordre⁹⁵ ». Ces témoignages tendent à démontrer encore ici un dépérissement des débats d'idées imputable à la proximité du pouvoir.

3.5.2 L'élection de 1976

Cette proximité du pouvoir se traduit également dans les statuts péquistes alors qu'apparaît le chapitre XI intitulé « Le Parti au pouvoir » qui prévoit qu'une fois au pouvoir, le Conseil national se réunira le plus fréquemment possible pour approuver les grandes décisions politiques du parti⁹⁶. Cette application devient plus concrète à partir du 15 novembre 1976, alors que le PQ prend le pouvoir à Québec. Dès lors, les questions parti-gouvernement prendront une importance encore plus marquée. Le journaliste du *Devoir*, Gilles Lesage, nous explique la nouvelle réalité qui va régir les rapports entre le nouveau gouvernement et le parti duquel ce dernier est issu :

93 Lysiane Gagnon, « PQ : une très grande majorité de modérés », *La Presse*, 11 septembre 1976.

94 *Idem*.

95 Daniel L'Heureux, « L'approche des élections engendre l'unanimité au PQ », *La Presse*, 4 octobre 1976.

96 *Le programme, l'action politique, les statuts et règlements*, Édition 1973, Parti québécois.

Les grandes décisions politiques du nouveau gouvernement du Parti québécois devront être soumises au préalable au conseil national, la plus haute instance du Parti entre les congrès [...]. Même en cas de circonstances exceptionnelles, la députation du Parti ne pourra engager le parti sans son consentement. Le droit à la dissidence d'un député sera respecté, mais il pourra faire l'objet de sanctions allant jusqu'à l'expulsion. Les projets de loi seront soumis à une commission permanente du programme. Tels sont les grands axes des nouveaux rapports qui devraient s'établir entre le gouvernement et le PQ⁹⁷.

Lesage résume bien cette nouvelle réalité en soulignant que les 69 élus péquistes sont « scrupuleusement soumis à des tables de lois extrêmement sévères, pour ne pas dire rigides, ainsi qu'à la surveillance, alerte et vigilante, non pas seulement des citoyens, mais d'abord et avant tout des 100 000 militants du Parti⁹⁸ ».

Cette réaction des militants à l'élection du PQ n'est pas surprenante. Même si nous croyons avoir démontré que les militants n'en mènent pas aussi large que les statuts le prévoient, un souci de participation revient constamment depuis la fondation du parti. Le politologue Réjean Pelletier offre une réflexion intéressante à ce sujet :

Dans les partis traditionnels, ce problème [des relations entre parlementaires et militants] ne se pose guère, l'aile parlementaire jouissant d'une autonomie à peu près complète surtout quand elle détient le pouvoir. Au PQ, par contre, on a visé jusqu'à maintenant à éviter le divorce souvent déploré entre l'aile parlementaire et l'aile militante du parti. [...] Dans l'ensemble, les congrès du PQ ont été marqués par une participation intense, un travail sérieux et une volonté réelle de « démocratie interne », bien que le poids de l'exécutif se soit parfois fait sentir au cours de ces délibérations [...]. Ce n'est pas tant au niveau des structures qu'au niveau du fonctionnement de ses différents paliers qu'ont pu surgir certains problèmes au sein du PQ.

97 Gilles Lesage, « Les “grandes décisions” seront soumises au conseil du Parti », *Le Devoir*, 19 novembre 1976.

98 *Idem*.

On a longtemps reconnu la force de l'exécutif au sein du parti due surtout au prestige de ses membres et à la faiblesse du Conseil national où les présidents de comtés étaient trop souvent incapables d'inventer un style d'action qui leur soit propre, bien que depuis 3 ou 4 ans, le Conseil national cherche à exercer davantage le rôle qui lui revient en s'opposant, au besoin, aux prétentions de l'exécutif. [...] Peu à peu, un cercle intérieur de dirigeants – surtout incarnés jusqu'ici par les membres de l'exécutif du PQ – en vient à monopoliser la direction effective du mouvement par suite de son statut dans le parti, de son prestige, de sa connaissance des différents problèmes et de son efficacité de sorte que cette oligarchie risque de contrôler entièrement la vie du parti⁹⁹.

Notre regard se portera sur ces éléments à la suite de l'élection du PQ au gouvernement, à savoir les relations entre le gouvernement élu et le conseil national. Pour l'instant, force est de constater que l'élection du PQ entraîne un grand remue-ménage au parti alors que le conseil exécutif du parti « se retrouve soudainement dominé par l'aile parlementaire 11 (et peut-être 12) de ses 15 membres [ont] été élus députés alors qu'il n'y a normalement que 4 députés dans l'exécutif¹⁰⁰ ». Si les députés ne peuvent se présenter à certains postes, rien dans les statuts ne prévoit ce qui arrive si ceux-ci sont en poste lorsqu'élus. « Comme le congrès général aura lieu dans 5 mois, en mai prochain, l'exécutif du parti recommandera au conseil national que les conseillers terminent leur mandat¹⁰¹ ». Bien qu'il soit prévu que la situation revienne à la normale lors du prochain congrès, il est intéressant de souligner que l'exécutif du parti ne semble pas nécessairement pressé de remédier à la situation. Notons toutefois que le conseil national a entériné la suggestion.

99 Réjean Pelletier, « Les relations entre parlementaires et militants du PQ. Les dilemmes d'un parti démocratique au pouvoir », *Le Devoir*, 1er décembre 1976.

100 Gilles Lesage, « Grand remue-ménage au sein du PQ », *Le Devoir*, 10 décembre 1976.

101 *Idem*.

Un mois à peine après l'élection du PQ, l'aile parlementaire péquiste lance une première offensive pour mieux contrôler l'aile militante du parti en réclamant une plus forte représentation au sein du conseil exécutif national et du conseil national¹⁰². Concédant que la représentation de l'aile parlementaire est alors trop forte à la suite de l'élection, les dirigeants du parti n'en réclament pas moins de porter de 4 à 6 sièges le nombre de députés pouvant siéger au conseil exécutif national¹⁰³. Or, malgré cette offensive de l'aile parlementaire, le conseil national a établi au cours de l'année 1976 de

nouveaux mécanismes visant à une application fonctionnelle et expéditive de l'esprit des statuts. Ainsi les grandes décisions politiques du gouvernement Lévesque devront être préalablement soumises à l'examen d'une commission permanente du programme composée de 5 membres¹⁰⁴.

Voilà qui augure des relations mouvementées.

Le 6^e congrès du parti doit se tenir en mai 1977. Peu de sources nous informent sur la dynamique interne du parti entre janvier et mai 1977, ne serait-ce qu'un article publié en mars dans *Le Devoir*. Il semble que s'accroisse d'une région à l'autre un mouvement d'insatisfaction de militants déçus de ne pas avoir été consultés dans l'élaboration des politiques du nouveau gouvernement ou inquiets de l'orthodoxie du programme du parti¹⁰⁵. Une résolution du comté de Sauvé va même jusqu'à proposer que, pour assurer son indépendance et garder le contrôle, le parti doit conserver au sein de l'exécutif national une majorité de militants¹⁰⁶. Ces signes, difficiles à quantifier, témoignent néanmoins d'une volonté participative forte de certains membres du parti visiblement inquiets.

102 Pierre O'Neil, « Le PQ : parlementaires et militants s'affrontent », *Le Devoir*, 15 décembre 1976.

103 *Idem*.

104 Trois membres du Conseil national, un membre de l'exécutif national et un délégué de l'aile parlementaire (voir O'Neil, *loc. cit.*).

105 Pierre O'Neil, « Les rapports gouvernement/parti : le PQ Ville-Marie relance le débat », *Le Devoir*, 25 mars 1977.

106 *Idem*.

Soulignons également que dès la réunion du conseil national qui avait suivi l'élection, le premier ministre élu avait sommé le parti de ne pas se prendre pour le gouvernement¹⁰⁷. Difficile ici de dire que la direction du parti s'oppose à la démocratie participative, mais la situation lui commande un certain réalisme l'obligeant à rendre ses comptes à la population et non à ses membres, aussi dévoués soient-ils.

3.5.3 Le congrès de 1977

Le 6^e congrès du parti se tient à Montréal du 27 au 29 mai 1977. Pour la première fois de son histoire, le parti est au pouvoir alors que s'amorce l'exercice. La préoccupation que nous venons de soulever entre l'aile militante et l'aile parlementaire est bien présente :

Auparavant, lorsque le parti était dans l'opposition, les députés avaient d'office droit de parole en plénière. Mais, dans ce parti où nombreux sont les militants qui craignent d'être avalés et submergés par le pouvoir, c'est-à-dire par l'aile gouvernementale, les membres du conseil national ont récemment décidé que les ministériels auraient ni plus ni moins de droit de parole que les autres¹⁰⁸.

À noter que plusieurs résolutions concernent cette relation entre parti et gouvernement, dont la majorité vise à conserver au parti sa fonction critique et un certain recul face au gouvernement¹⁰⁹. Des signes manifestent néanmoins que le PQ, même s'il s'apparente sur certains points à un parti traditionnel, ne l'est pas entièrement.

107 *Idem*.

108 Lysiane Gagnon, « En fin de semaine au vélodrome 1 800 délégués et 2 000 résolutions pour réalimenter le programme du PQ », *La Presse*, 27 mai 1977, p. D-14.

109 Anonyme, « Mécontentement et insatisfaction des membres. La toile de fond du 15 novembre s'est quelque peu assombrie », *La Presse*, 27 mai 1977, p. D-14.

Par exemple, la région de Montréal-Centre doit présenter à la commission itinérante sur le projet d'assurance-automobile, présidée par Lise Payette, un mémoire fort critique, chose qui n'est pas très courante dans les autres partis politiques, les divergences entre l'aile parlementaire et l'aile militante s'exprimant généralement à huis clos¹¹⁰. Le congrès s'ouvre de nouveau sur un discours de Lévesque qui en profite pour lancer un appel au réalisme, « exhortant les quelque 1 500 délégués à tenir compte des "contraintes du pouvoir", à éviter "les manipulations de l'esprit" et tout ce qui pourrait faire croire à la population "qu'on veut la charrier", tout en évitant cet autre "danger", celui que "le parti s'affadisse et devienne une simple machine gouvernementale qui a cessé de penser par lui-même"¹¹¹ ». Lévesque a d'ailleurs demandé à ses militants de « ne pas tracer des itinéraires sans savoir si on a le temps et les moyens de se les payer¹¹² ». Dans l'opposition ou au pouvoir, Lévesque ne change pas, lui qui a toujours exigé un certain réalisme de ses militants depuis le tout premier congrès. Un autre passage de son discours lance un message clair envers les militants qui souhaiteraient contrôler le gouvernement. Le premier ministre a effectivement invité ses troupes à vivre « une démocratie qui n'oublie pas que c'est le peuple qui est souverain¹¹³ ». À n'en point douter, le PQ est un parti de paradoxes. Même si la question des rapports entre le gouvernement et l'aile militante a suscité plusieurs inquiétudes, c'est par une très forte majorité que les délégués ont voté en faveur de l'addition de deux postes réservés aux députés sur l'exécutif¹¹⁴. Cette modification fait dire à Vincent Prince que l'équipe ministérielle et ceux qui la soutiennent ont gagné un bon point dans le sens de l'équilibre souhaité par M. Lévesque¹¹⁵.

110 *Idem*.

111 Lysiane Gagnon, « "Les contraintes du pouvoir"... Lévesque appelle son parti au réalisme politique », *La Presse*, 28 mai 1977, p. A-1.

112 *Idem*.

113 Daniel L'Heureux, « Lévesque : "Il faut se tracer des itinéraires qu'on a le temps et le moyen de réaliser..." », *La Presse*, 28 mai 1977, p. F-1.

114 Lysiane Gagnon, « 2 000 résolutions en deux jours. Les délégués entament doucement un congrès qui sera fatigant... », *La Presse*, 28 mai 1977, p. F-1.

115 Vincent Prince, « Un test de maturité pour le PQ », *La Presse*, 28 mai 1977, p. A-4.

Prince parle fort pertinemment du parti comme un groupe de pression privilégié de la société¹¹⁶. Encore une fois, comme à certains congrès préalables, l'élasticité de la notion de participation au PQ permet à certaines questions d'arriver sur le plancher et de dépeindre l'exécutif comme défavorable à la participation alors que sa position ne lui commande en fait qu'un sain réalisme.

La question de l'avortement retient l'attention au 6^e congrès du PQ et peut nous informer sur la culture politique du parti.

Manifestement irrité – plus encore : accablé – par le contenu de certaines résolutions adoptées au sixième congrès national du Parti québécois, plus singulièrement celle prônant (à ses yeux) « l'avortement sur demande », le premier ministre René Lévesque n'a pas tardé à servir à ses militants une réplique claire et sans détour : son gouvernement ne saurait se sentir lié par une position prise par le congrès sur un sujet aussi controversé¹¹⁷.

Lysiane Gagnon et Daniel L'Heureux de *La Presse* y voient d'ailleurs une première victoire de la gauche du parti malgré l'opposition de l'exécutif qui, outre Robert Burns, avait voté contre la résolution¹¹⁸. Or, voilà que le pouvoir confère un nouveau sauf-conduit à Lévesque et à l'exécutif pour désavouer certaines résolutions votées qu'ils jugeraient contre-productives. À noter également que la table de l'exécutif qui était passablement dégarnie depuis quelques heures, s'est remplie comme par enchantement au moment de la présentation des résolutions¹¹⁹. Mécanisme informel ? On pourrait le croire.

Les militantes, tendues, mais déterminées, se regroupant autour du micro des « pour » et même celles qui n'ont pas droit de parole, histoire de serrer les coudes.

116 *Idem*.

117 Lysiane Gagnon et Daniel L'Heureux, « L'avortement sur demande : Lévesque dit non au congrès », *La Presse*, 30 mai 1977, p. A-1.

118 *Idem*.

119 Renée Rowan, « Les péquistes réclament l'avortement libre », *Le Devoir*, 30 mai 1977, p. A-1.

Les membres de l'exécutif national, qu'une récente décision du conseil national du parti a privé de leur droit de parole « *ex officio* », assistent, impuissants et manifestement inquiets, au déroulement des choses. Leur seul recours, c'est une intervention de l'homme qui, après René Lévesque est le plus populaire au parti, le ministre Camille Laurin, qui demande au congrès de scinder la résolution en deux cela veut dire clairement, pour ces délégués habitués aux subtilités de la procédure, que M. Laurin leur demande de voter pour la partie « aide à la maternité » et contre la partie « avortement »¹²⁰.

Ce vote, en plus de témoigner une fois de plus que le PQ est certainement un véhicule pour faire avancer certaines causes, démontre un mécanisme de contrôle de l'exécutif qui, souhaitant faire battre la résolution, en propose la scission. Rétrospectivement, la position de Lévesque sur cette question nous montre que l'homme était bien de son temps et pas toujours l'avant-gardiste progressiste que la postérité a bien voulu retenir.

D'autres militants inquiets du respect de l'orthodoxie du programme ont adopté une résolution qui rappelle à ses dirigeants que tout porte-parole du PQ ou du gouvernement appelé à prendre position publiquement ou désireux d'émettre une opinion sur la signification de l'indépendance le fasse en conformité avec le programme du parti¹²¹. Si dans l'ensemble le congrès a « voté plusieurs résolutions destinées à laisser plus de marge de manœuvre au gouvernement [...] on sentait, diffuse, une sorte de méfiance à l'endroit des parlementaires¹²² ». Si la gauche du parti s'est fait entendre sur le débat concernant l'avortement, elle a aussi réussi à faire adopter une résolution visant l'élimination progressive des écoles privées qui est contraire à la position du ministre Jacques-Yvan Morin et de Lévesque¹²³.

¹²⁰ Lysiane Gagnon, « Avortement : la résolution est venue d'un atelier calme mais déterminé », *La Presse*, 30 mai 1977, p. A-11.

¹²¹ Gagnon et L'Heureux, *loc. cit.*

¹²² *Idem.*

¹²³ Lysiane Gagnon, « Élimination progressive des écoles privées », *La Presse*, 30 mai 1977, p. A-10.

Pour ce qui est de la souveraineté politique du Québec, elle demeure au premier plan suite au congrès et il est confirmé qu'elle devra être obtenue par référendum. Les délégués ont par ailleurs décidé de rendre le programme conforme aux déviations que les dirigeants du parti avaient manifestées en campagne électorale par rapport à l'édition de 1975¹²⁴. L'exemple le plus probant est le retrait du programme péquiste de la nécessité de mettre en branle « immédiatement » le processus d'accession à la souveraineté « peu après son élection » au profit d'une consultation référendaire. Rappelons que le parti avait été de l'avant avec ce procédé dès l'élection de 1973 et ce, sans l'aval du congrès national. Bien qu'entérinée par la base, cette modification émane de la direction du parti tel que démontré et nous rappelle l'emprise qu'elle possède sur les membres.

En ce qui concerne l'élection du nouvel exécutif, cinq élus proviennent du défunt RIN. Lysiane Gagnon rapporte que ce nouvel exécutif « compte en ses rangs un plus grand nombre de personnes susceptibles de contester, ne serait-ce que sur des points secondaires, le président- premier ministre¹²⁵ ». La chroniqueuse rapporte que les membres les plus critiques et qui ne peuvent être définis comme des supporteurs inconditionnels de Lévesque sont Mme Thiboutot, MM. Bernard et Lussier et Mme Leblanc et M. Bisailon chez l'aile parlementaire¹²⁶.

À l'instar du troisième congrès lors duquel une course à la direction avait été organisée pour que Radio-Canada accepte de diffuser les assises du parti, le souci de visibilité médiatique s'est fait sentir lors du sixième congrès national du PQ. Pierre O'Neil rapporte que les dirigeants du parti ont vécu des moments d'angoisse en voyant s'éterniser jusque tard en soirée des débats alors que quittaient des délégations et que se profilait la menace de ne pas pouvoir respecter l'heure de tombée de journaux¹²⁷.

124 Réal Pelletier, « Claude Morin préconise l'autonomie en attendant la souveraineté politique », *La Presse*, 30 mai 1977, p. A-11.

125 Lysiane Gagnon, « Un exécutif susceptible de contester le premier ministre », *La Presse*, 30 mai 1977, p. A-14.

126 *Idem*.

127 Pierre O'Neil, « Le Vélodrome, une sale machine », *Le Devoir*, 30 mai 1977, p. A-1.

Deux membres influents de l'exécutif national, MM. Pierre Harvey et Pierre Renaud ont indiqué au Devoir qu'un post-mortem suivra le congrès et qu'une recherche sera aussitôt amorcée pour trouver une formule qui allège le fonctionnement et favorise une participation plus intense et plus large de la base¹²⁸.

Si l'exécutif est théoriquement soucieux du degré de participation dans le parti, la réalité est autre. Au terme du 6^e congrès, c'est un gouvernement qui prend ses distances d'un parti qui tente tant bien que mal de conserver son autonomie face au gouvernement qu'il a en quelque sorte engendré. Le parti revêt alors des airs d'organisation non-gouvernementale privilégiée en ce sens qu'il pourrait, théoriquement et dans une certaine mesure, faire chanter ses députés et ministres dont le sort électoral peut parfois dépendre. Nous verrons toutefois que cette quête d'autonomie ne sera pas sans écueil jusqu'au référendum de mai 1980.

3.6 Le congrès minuté de 1979 : l'apogée des technocrates

3.6.1 L'apogée des technocrates

Le 7^e congrès du PQ prend place à Sainte-Foy en juin 1979. Certains articles pré-congrès sont toutefois intéressants. Robert Barberis, le même militant qui appelait 10 ans plus tôt à l'abolition du comité politique, publie un texte dans le *Devoir* du 15 mai 1979 :

Dans son message aux membres du PQ en vue de la campagne de financement 1979, M. René Lévesque écrivait : « La victoire de 76 c'était la responsabilité d'assurer au Québec encore provincial le meilleur gouvernement possible [...]. Mais maintenant, cette phase préparatoire touche à son terme. Sans négliger nos autres responsabilités, il nous faut tous et chacun redevenir militants comme jamais ».

128 *Idem.*

En nous invitant à redevenir militants, le premier ministre et président du PQ (c'est beaucoup pour un seul homme) semble souhaiter qu'il y ait un mouvement de masse, une action politique collective en vue de gagner le référendum. Mais en même temps, il admet implicitement que nous avons cessé d'être des militants depuis le 15 novembre puisqu'il nous invite à le redevenir¹²⁹.

Revenant sur l'évolution du parti depuis l'élection de 1976, Barberis relate l'existence d'un parti autrefois rigoureux et revendicateur devenu tranquille et passif¹³⁰. Le militant reproche au gouvernement d'avoir délaissé les anciens militants qui ont dû se résigner à constater les limites de la démocratie de participation¹³¹. Un article du *Dimanche-Matin* prévoit pour sa part un débat entre la gauche et la droite au prochain congrès en plus d'une chaude lutte pour la vice-présidence du parti¹³².

Ce septième congrès s'ouvre le 1^{er} juin 1979. La presse rapporte d'entrée de jeu qu'il ne faut pas s'attendre à de grands déchirements sur le programme du parti¹³³. C'est la question de l'accession à l'indépendance qui pose de nouveau problème. L'exécutif national du parti propose que soit tenue une nouvelle consultation populaire advenant que les négociations en vue d'établir une association avec le reste du Canada échouent, alors que la région de Montréal-Centre propose plutôt que, dans le cas de l'échec des négociations avec le Canada, le gouvernement s'engage unilatéralement et sans nouvelle consultation populaire dans le processus d'accession à l'indépendance¹³⁴.

129 Robert Barberis, « Redevenir militants », *Le Devoir*, 15 mai 1979.

130 *Idem*.

131 *Idem*.

132 Anonyme, « Opération lavage du linge sale en famille au prochain congrès du Parti québécois ? », *Dimanche-Matin*, 27 mai 1979.

133 Pierre-Paul Gagné, « Au 7^e congrès national du PQ. Des discussions serrées sur un nouvel «étapisme» », *La Presse*, 1^{er} juin 1979.

134 *Idem*.

C'est toutefois l'élection à l'exécutif du parti qui est l'élément le plus révélateur de ce congrès alors que les militants sont déchirés entre Pierre Renaud et Louise Harel, tous deux candidats à la vice-présidence du parti, le plus haut poste pouvant être occupé par un militant¹³⁵.

L'impression recueillie auprès des leaders régionaux laisse croire que la lutte est très serrée entre M. Renaud et Mme Harel. À l'exception de Montréal-Centre, solidement acquise à son ancienne présidente, la plupart des régions ne sont pas constituées en bloc en faveur de l'un ou l'autre des candidats. [...] Successeur de Louise Harel à la présidence de Montréal-Centre, Marc Lavallée aimerait voir une polarisation et un test autour de l'élection à la vice-présidence. Pour lui, Louise Harel annonce un renouveau du parti, tandis que Pierre Renaud représente la consécration de la domestication par le gouvernement depuis novembre 1976. M. Lavallée estime qu'il faudra une force énorme pour déloger M. Renaud, qui est étroitement associé au chef du parti. Par contre, une victoire de Louise Harel devrait être interprétée, selon lui, comme un « coup de poing des militants sur la table »¹³⁶.

Le journaliste rapporte que l'attitude de Lévesque pourrait être déterminante, lui qui a la réputation d'œuvrer en coulisses pour écarter les personnes qu'il ne souhaite pas voir dans son exécutif¹³⁷. Phénomène récurrent depuis les tout premiers congrès, René Lévesque ne manque pas de profiter du congrès pour lancer de multiples appels à l'unité dans lesquels « pointait une impatience manifeste à l'endroit de l'aile gauche de son parti¹³⁸ ». Parlant de l'éventuel adversaire à combattre lors de la bataille référendaire, M. Lévesque ne s'est pas gêné pour mentionner que cet adversaire « n'est pas au sein du parti : il doit être en face¹³⁹ ».

135 Gérard LeBlanc, « À la veille du congrès du PQ. Le duel Renaud-Harel déchire les militants », *La Presse*, 1^{er} juin 1979, p. A-6.

136 *Idem*.

137 *Idem*.

138 Anonyme, « Congrès du PQ : multiples appels à l'unité », *La Presse*, 2 juin 1979, p. A-1.

139 Bernard Descôteaux, « Lévesque appelle le PQ à l'unité et à la clarté », *Le Devoir*, 2 juin 1979, p. A-1.

Lévesque s'en est d'ailleurs pris aux « natures inquiètes » et aux personnes au « tempérament d'opposition » qui oublient que le programme du parti ne peut jamais coller à la réalité totalement et parfaitement, nous rappelant ici son sens « réaliste » de la politique¹⁴⁰.

Réelle polarisation ou amplification des médias ? Toujours est-il que le symbole que représente le duel Harel-Renaud est palpable selon Lysiane Gagnon de *La Presse* :

[C]e week-end-ci sera le théâtre d'un affrontement qui a pris des dimensions symboliques entre deux candidats à la vice-présidence du parti. Mme Louise Harel contestant au nom d'un retour à l'esprit militant qui a présidé aux premières années du parti, l'un des dirigeants péquistes en qui le premier ministre a le plus confiance, M. Pierre Renaud, actuellement président du comité exécutif¹⁴¹.

Ce « retour à l'esprit militant » incarné par Harel dénote à nouveau la transition que nous évoquons depuis le début selon laquelle le PQ est rapidement devenu un parti politique traditionnel, bien que nous ne souscrivions point à l'idée « d'âge d'or péquiste » indirectement évoquée par Harel par la notion de « retour ». *Le Devoir* mentionne qu'on assiste lors de cette lutte à la vice-présidence à une « cabale sans précédent tout particulièrement à Québec, où députés et ministres prenaient position, certains discrètement, d'autres ouvertement¹⁴² » et que, « même si M. Renaud le nie, d'aucuns reconnaissent dans le parti que ce dernier s'est présenté à la vice-présidence à la demande du premier ministre¹⁴³ ».

140 *Ibid.*, p. 6.

141 Lysiane Gagnon, « Le PQ en congrès. Lévesque tire quelques flèches à l'aile gauche », *La Presse*, 2 juin 1979, p. C-4.

142 Descôteaux, *loc. cit.*, p. 6.

143 *Idem.*

L'impatience de Lévesque face à la gauche de son parti s'explique certainement par le contexte politique dans lequel baigne le 7^e congrès péquiste. Effectivement, comme le souligne Gérard LeBlanc, « le PQ ne traverse pas une crise de contenu, mais une crise de confiance¹⁴⁴ » comme le suggère le fait que l'option souverainiste n'est qu'à 30 % dans les sondages et l'idée selon laquelle l'élection de 1976 n'est qu'un « accident de parcours¹⁴⁵ ». Conséquemment, dans une optique qui tient probablement de la prudence, le 7^e congrès du PQ « s'engage à consulter une nouvelle fois la population, soit par un second référendum, soit par une élection générale si, après avoir obtenu le mandat au cours du référendum qui aura lieu d'ici un an, ses négociations d'association échouaient avec le reste du Canada¹⁴⁶ ». À noter que ces ajustements, qui consacrent sans ambiguïté l'approche étagée péquiste quant à l'accession à l'indépendance, ont été adoptés avec rapidité et « émanaient pour l'essentiel des hautes instances du parti¹⁴⁷ ». D'ailleurs, rien n'avait été laissé au hasard, semble-t-il.

Les autorités du parti n'avaient rien épargné pour s'assurer ce « réajustement » : tous les gros canons, y compris le premier ministre, avaient envahi la commission consacrée à ce sujet, samedi avant-midi, et c'est le ministre le plus populaire, M. Jacques Parizeau – qui jouit d'une réputation d'indépendantiste bien convaincu – qui avait été chargé de défendre la proposition sur le parquet de la plénière¹⁴⁸.

144 Gérard LeBlanc, « L'enjeu du congrès péquiste. Il faut escalader ou contourner la montagne », *La Presse*, 2 juin 1979, p. A-5.

145 *Idem*.

146 Pierre-Paul Gagné, « En cas d'échec du projet d'association : pas d'indépendance sans une seconde consultation », *La Presse*, 4 juin 1979, p. A-1.

147 *Ibid.*, p. A-6.

148 Lysiane Gagnon, « Nouvelle stratégie référendaire. La souveraineté ne sera pas proclamée unilatéralement », *La Presse*, 4 juin 1979, p. A-8.

L'utilisation du prestige de certaines figures du parti est certainement un mécanisme efficace pour peser sur son orientation idéologique¹⁴⁹. Le choix de Jacques Parizeau n'est d'ailleurs pas fortuit pour ceux qui connaissent le caractère de l'homme. Duchesne visait juste lorsqu'il qualifiait Parizeau de « bon soldat ». D'autre part, le choix de la date du référendum divise également la direction et les militants à en croire Gérald LeBlanc de *La Presse* :

Moins pressé et plus calculateur que les militants du parti, le gouvernement péquiste de René Lévesque semble toujours pencher en faveur du printemps 1980 pour la tenue du référendum sur l'avenir du Québec. L'ardeur et l'empressement des militants a bien ébranlé quelques ministres mais pas assez, semble-t-il, pour venir à bout de la conviction de l'establishment du parti que l'automne ne laisse pas assez de temps pour mener à bien une opération d'une telle envergure. Pourtant, il était évident sur le plancher du congrès que les militants souhaitaient passer à l'action le plus vite possible et sont très réticents devant la perspective d'attendre dix autres mois avant le grand match référendaire. [...] Lors d'une récente discussion du sujet au conseil des ministres, un consensus quasi unanime s'était dégagé en faveur du printemps et il ne semble pas que la "hâte intempestive" des militants vienne modifier cette direction¹⁵⁰.

La victoire de l'establishment péquiste n'est toutefois pas totale. Effectivement, au terme des élections au conseil exécutif, c'est Louise Harel qui est élue vice-présidente du PQ. Intéressant à nouveau de souligner le jeu de coulisses auquel a donné lieu cette élection, Lysiane Gagnon soulignant le triomphe de Harel en dépit de « l'opposition acharnée du premier ministre Lévesque et de la majorité de ses ministres qui ont eux aussi fait campagne contre sa candidature¹⁵¹ ». La chroniqueuse explique la défaite de Renaud par sa loyauté inconditionnelle envers Lévesque¹⁵².

149 Processus également utilisé en novembre 1974 lors de l'introduction du référendum dans le programme du parti.

150 Gérald LeBlanc, « Le gouvernement pense encore au printemps 1980 », *La Presse*, 4 juin 1979, p. A-8.

151 Lysiane Gagnon, « Harel est élue haut la main », *La Presse*, 4 juin 1979, p. A-6.

152 *Idem*.

Toujours selon elle, l'élection de Louise Harel se traduit comme un message des militants à René Lévesque souhaitant « qu'au moins une personne, à l'exécutif, soit susceptible de lui tenir tête à l'occasion et de traduire les aspirations de l'aile la plus à gauche du parti¹⁵³ ». Pour le reste, l'exécutif national sera composé de « nombreux étapistes, inconditionnels soumis et dociles futurs membres de la direction remorque du bureau du premier ministre et de son chef de cabinet, Jean-Roch Boivin. Une équipe de buveurs de Kool-Aid dont rêve René Lévesque depuis qu'il a fondé ce parti¹⁵⁴ ».

La lecture que nous pourrions tirer de ce 7^e congrès de juin 1979 est la suivante. Les militants, devant l'approche du combat référendaire, resserrent les rangs et acceptent dans une large mesure de laisser les coudées franches à la haute direction du parti sans toutefois consentir sur tous les points décidés en congrès. Rodolphe Morissette du *Devoir* avance que c'est à cause des batailles à venir (référendum et élection) que les délégués ont consenti à respecter les garde-fous plantés partout avec précaution par les dirigeants du parti¹⁵⁵, le tout avec « des airs de vieux parti¹⁵⁶ ». En ce sens, les militants se conservent un « chien de garde » en élisant Louise Harel.

Jean-Claude Picard résume cette élection ainsi : « Curieux paradoxe d'un parti qui accepte sans coup férir ce que proposent ses dirigeants, mais qui tient en même temps à faire savoir très clairement qu'il ne veut plus être inféodé au gouvernement¹⁵⁷ ». Du côté des « technocrates », ce congrès, dont le déroulement semble avoir été soigneusement planifié, constitue une sorte d'apogée.

153 *Idem*.

154 Pierre O'Neill, « Le Congrès du PQ : un pied sur le frein l'autre sur l'accélérateur », *Le Devoir*, 2 juin 1979, p. 2.

155 Rodolphe Morissette, « La direction du PQ a contrôlé le congrès comme une horlogerie », *Le Devoir*, 4 juin 1979, p. 2.

156 Johannes Martin Godbout, « Le Parti québécois, tome deux », *Le Droit*, 5 juin 1979.

157 Jean-Claude Picard, « Le PQ se soumet dans l'unité à la stratégie du gouvernement », *Le Devoir*, 4 juin 1979, p. A-1.

Dans chacun des ateliers qui, samedi, discutait des 700 résolutions acheminées au congrès depuis les congrès régionaux, les grands stratèges du parti ont placé leurs hommes : quelques ministres, un député de poids ou un membre de l'exécutif national et quelques « poteaux », chargés de favoriser l'adoption des résolutions les plus prudentes sur la souveraineté-association, en l'occurrence celles qu'avait préparées l'exécutif national¹⁵⁸.

Pierre O'Neill du *Devoir* qualifie la dynamique du 7^e congrès comme étant un « contraste frappant avec les premiers jours de ce parti, aujourd'hui dominé par la conservatrice maturité¹⁵⁹ ». Un contrat semble donc être en place entre technocrates et militants revendicateurs dont l'espoir d'un nouveau pays commande une certaine retenue de leurs doléances. Malgré tout, cette entente tacite ne plaît évidemment pas à tous.

3.6.2 La suite de l'année 1979

Dans un texte virulent publié au *Devoir* lors de l'été 1979, Robert Barberis se livre à nouveau à une critique du PQ tel qu'il le perçoit depuis la prise du pouvoir en 1976 :

Avant le 15 novembre, à un moment de l'histoire du Québec où l'idéologie de la participation s'est combinée au projet souverainiste, certains libéraux progressistes, René Lévesque en tête, ont eu besoin d'un mouvement politique pour revenir au pouvoir, qu'ils avaient perdu en 1966. Puis, la prise du pouvoir a modifié radicalement le contexte de l'action militante et sa pertinence. Maintenant que les leaders du PQ ont le levier de l'État pour agir, le prestige social qui s'y rattache ainsi que leurs prolongements dans les *mass medias*, on dirait que les militants ont perdu de leur importance. Au vrai militant politique, cet emmerdeur qui prétend jouer un rôle, avoir une influence et être respecté, on dirait que chaque ministre,

158 Morissette, *loc. cit.*

159 *Idem.*

à commencer par le premier ministre, préfère leurs conseillers politiques ou les militants dociles et soumis. Le militant bénévole et donc libre, si important avant le 15 novembre, paraît un anachronisme dans le contexte des professionnels de la politique, ministres, députés, membres des cabinets, permanents, tous fort bien rémunérés pour leur travail politique. [...] On dirait que René Lévesque ne veut plus avoir besoin des militants, ces riniistes qui ont noyauté son mouvement en 1968, ces participationnistes qui ont aboli en 1969 le comité politique où siégeaient tous ses amis libéraux. [...] Sous son inspiration et celle de ceux qui suivent son exemple [de Lévesque], le PQ est en train de devenir à peu près uniquement une machine électorale. [...] le discours participationniste, peut-être valable avant le 15 novembre, ne correspond plus à la vie réelle du parti¹⁶⁰.

Un autre épisode de l'automne 1979 nous permet d'entrevoir les relations entre la base et la direction du parti, soit trois élections partielles. On apprend d'une part que la direction du parti a imposé un candidat dans le comté de Beauce-Sud, alors que l'organisateur en chef des partielles, Marcel Léger, a trouvé des candidats « plus pesants » que les candidatures locales dans les comtés de Maisonneuve et Prévost¹⁶¹. Les statuts péquistes prévoient pourtant le choix des candidats par les membres locaux du comté. De plus, le candidat de Marcel Léger dans la circonscription semble avoir bénéficié d'une aide spéciale :

Dans ses statuts, le PQ prétend donner l'exemple de la démocratie financière en limitant les dépenses permises à ses candidats lors des conventions. Aucune limite n'est évidemment imposé [sic] au bénévolat et à l'enthousiasme. Mais si ces vertus sont exercées par des fonctionnaires payés par l'État et libérés pour faire prévaloir un candidat sur un autre, et que des dossiers du gouvernements [sic] ou du parti sont mis au service d'un favori, ainsi que l'ont prétendu une vingtaine de dirigeants démissionnaires de Maisonneuve, alors de tristes questions se posent¹⁶².

160 Robert Barberis, « Leaders péquistes et militants », *Le Devoir*, 14 août 1979.

161 Jean-Claude Leclerc, « Dictature dans le PQ ? », *Le Devoir*, 2 octobre 1979.

162 *Idem*.

Évidemment, le fait que le parti favorise, voire impose des candidatures, tient davantage de la stratégie que d'un désaveu de la participation, surtout à l'approche de la bataille référendaire. Nous ne pouvons généraliser cette pratique faute de sources. N'empêche que nous y voyons de nouveaux mécanismes qui rattachent le parti au pôle des partis traditionnels. Rattrapé par cette pratique lors du conseil national de décembre 1979, le premier ministre Lévesque a invité les militants péquistes à « rentrer chez eux¹⁶³ ». Cette pratique s'avère parfaitement en lien avec la tendance présentée en début de chapitre.

Conclusion

Au final, la décennie 1970 en est une marquante pour l'histoire du parti. C'est en effet à travers celle-ci que le parti quitte son rôle d'opposition pour former un gouvernement majoritaire. Nous croyons avoir démontré lors du présent chapitre que cette accession au pouvoir s'est accomplie en continuité avec la vision du parti qu'avaient René Lévesque et ses acolytes pour qui l'atteinte du pouvoir n'a jamais vraiment été une cachette. Au-delà du contexte politique favorable à la venue d'un nouveau gouvernement, le Parti québécois émerge comme une alternative crédible en novembre 1976¹⁶⁴. Or, cette crédibilité s'est acquise à un certain prix qui est la dilution de la notion de participation au PQ. L'exemple le plus probant de cette réalité se retrouve lors du congrès de 1973 alors que les militants ont voté une résolution pour donner le contrôle des entreprises aux travailleurs. Il y a fort à parier que le PQ n'aurait pas été aussi attirant en se présentant devant l'électorat avec un discours de type marxiste en 1973 et en 1976 !

163 Pierre O'Neill, « Que les dissidents rentrent chez eux. Lévesque rappelle les militants du PQ à l'ordre et à la discipline », *Le Devoir*, 10 décembre 1979.

164 Nous pensons ici à la politique linguistique de Robert Bourassa ou encore au mécontentement d'une certaine partie de la population face aux coûts engendrés par la tenue des Jeux Olympiques d'été de 1976.

Ce travail de la direction que l'on pourrait apparenter à une forme de paternalisme ou de tutorat envers ses membres devait également se traduire par la réécriture du programme concernant l'accession à l'indépendance. Non seulement le congrès national n'avait pas donné son aval au concept de référendum avant que l'exécutif en publie un tract lors de la campagne électorale, mais cette idée émane d'un homme ayant accédé à la haute direction péquiste par son expérience professionnelle et politique. Pourtant, le second congrès de 1969 avait aboli le comité politique pour empêcher en quelque sorte toute personne externe et n'ayant aucun lien avec les structures du parti puisse en influencer la direction politique et idéologique.

Ces différents éléments, combinés à la figure forte de René Lévesque, ont fait en sorte que le parti a pu se rapprocher du pouvoir alors que le « membre » qui a cru de bonne foi, ou naïvement pourraient dire certains, aux statuts originaux a commencé à constater le fossé qui, au final, et c'est ce que nous tentons de démontrer, a toujours existé entre les aspirations de la base et celles de la direction. Conséquemment, le « membre » a tenté de redéfinir son rôle même lorsque son parti a accédé au pouvoir en tentant de conserver le dernier mot sur l'action législative du gouvernement. Or, si, dans l'opposition, on faisait miroiter au membre la prise éventuelle du pouvoir pour contenir ses débordements et son enthousiasme qui auraient pu compromettre cet objectif, au pouvoir, on lui a fait miroiter l'accession du Québec à la souveraineté pour le contenir à nouveau.

Et le procédé fonctionna. Nous avons vu comment l'approche du référendum de 1980 a engendré l'unité au sein du parti, puisqu'au final, les « vrais » adversaires n'étaient pas parmi les membres mais bien en dehors du parti. Or, l'échec du 20 mai 1980 viendra raviver plusieurs clivages, trop longtemps mis en sourdine par la promesse d'un succès éventuel.



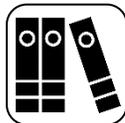
QUATRIÈME CHAPITRE

La revanche des militants (1979-1984)



1. L'affrontement ouvert de décembre 1981 : le retour de l'orthodoxie

2. Baroud d'honneur



3. Le chant du cygne (1982-1984)

Conclusion

La revanche des militants (1979-1984)

La première moitié de la décennie 1980 est marquée par deux crises majeures à l'intérieur du PQ qui vont pousser, René Lévesque, à terme, à quitter la direction du parti qu'il a fondé en 1968. Si la crise ministérielle de 1984 vient consacrer l'éclatement concret du parti, celle-ci est précédée par une tempête militante annonciatrice qui prend place lors du 8^e congrès national du PQ en décembre 1981.

Nous verrons dans ce chapitre comment la marginalisation des membres du parti dépeinte dans le chapitre précédent va se poursuivre avec l'utilisation d'un nouveau mécanisme inédit jusqu'alors dans l'histoire de la formation politique. Effectivement, à la suite des orientations adoptées par les congressistes en décembre 1981, René Lévesque en vient à personnifier l'affrontement avec son parti en déclenchant un plébiscite qui a pour but officiel de consulter l'entière des membres du parti sur les changements apportés au programme. Dans les faits, nous verrons comment le but officieux de l'exercice est plutôt de libérer le président du parti de décisions avec lesquelles il ne se sent pas à l'aise, procédé qui n'est pas sans se rattacher à ce culte du chef que nous avons évoqué dans les premiers chapitres de cette étude. Subséquemment, il nous sera possible de cerner de façon indiscutable la façon dont René Lévesque et une partie de son entourage ont toujours entrevu les notions de participation et de démocratie à l'intérieur du PQ.

Si cette consultation interne s'avèrera au final être un pari gagné par René Lévesque, nous ne pouvons nous empêcher ici, avec le recul historique dont nous disposons, d'en souligner la portée. Il nous apparaît clairement que cet exercice sera une « victoire à la Pyrrhus », Lévesque et son entourage y laissant l'impression d'un groupe usé, mais prêt à déployer divers stratagèmes pour contrôler l'orientation idéologique du parti.

Conjointement, la défaite référendaire de mai 1980 et le désaveu d'un congrès démocratique finiront par accélérer l'essoufflement de la figure Lévesque, principalement auprès des membres actifs du parti et de certains ministres n'ayant pas historiquement partagé le sens de la modération de René Lévesque.

Alors que s'achève le règne de Pierre Elliot Trudeau à Ottawa et que s'installe un nouveau premier ministre certainement plus conciliant dans ses relations envers le gouvernement souverainiste québécois, René Lévesque voit encore une fois la nécessité de court-circuiter les décisions de ses congressistes pour profiter de ce nouveau paysage politique. N'incarnant plus le changement ni la jeunesse et l'espoir d'une victoire à court terme, c'est dans des conditions éreintantes que le président du parti et premier ministre du Québec se voit montrer la porte de sortie, mettant ainsi fin à un premier grand cycle politique pour le Parti québécois.

4.1 L'affrontement ouvert de décembre 1981 : le retour de l'orthodoxie

C'est dans un contexte fortement agité, suivant les négociations constitutionnelles menées par tous les premiers ministres provinciaux ainsi que par le premier ministre fédéral Pierre Elliot Trudeau, que se tient à Montréal le huitième congrès national du PQ en décembre 1981. Sans vouloir s'attarder trop longuement sur le déroulement et les conclusions de ces négociations qui ont isolé le Québec de la famille constitutionnelle canadienne, il est important de saisir l'état d'esprit militant qui règne lors de l'ouverture de la grand-messe péquiste. Cheffe de cabinet, Martine Tremblay avance que les péripéties du dossier constitutionnel ont éloigné Lévesque de la préparation de ce 8^e congrès national, mais qu'il n'a pas négligé pour autant sa préparation¹.

Néanmoins, Lévesque est furieux du résultat des négociations constitutionnelles à un point tel qu'il s'interroge publiquement sur le trait d'union entre souveraineté et association, concept qu'il n'avait jamais cessé de défendre avec acharnement auparavant². Martine Tremblay décrit avec justesse le contexte du 8^e congrès :

1 Tremblay, *op. cit.*, p. 273.

2 *Ibid.*, p. 275.

Le problème, c'est que ce congrès arrive beaucoup trop vite, qu'il est trop collé sur l'événement et sur l'immense colère du chef. Tout le monde, y compris les cadres du parti, semble branché sur la ligne dure. [...] Les militants, confondus par les propos ambigus et la déstabilisation de leur chef, sont partis pour la gloire³.

Manifestement emporté par la colère du moment qui lui fait tenir des propos qui dépassent sa pensée, Lévesque met la table à la confrontation ouverte qui germe depuis la naissance du parti⁴. Or, cette frustration du président du parti aurait dû être contenue, surtout lorsqu'on s'attarde à lire dans le cahier des candidatures à l'exécutif du congrès les positions de l'unique candidat à la vice-présidence, Sylvain Simard :

Tout en maintenant d'étroites consultations avec le gouvernement, le Parti québécois doit retrouver son autonomie de pensée et d'action. Les contraintes du pouvoir et la stratégie ne doivent plus être des freins au militantisme. Le Conseil national doit être revalorisé et la vice-présidence associée à des responsabilités diverses. [...] Une victoire aux élections doit, selon moi, enclencher formellement le processus d'accession à un Québec souverain⁵.

Ces positions de Simard ne sont effectivement rien d'autre qu'une opposition ouverte au président du parti sur l'accession à la souveraineté du Québec, positions qui ne font qu'accroître le clivage entre « modérés » et « radicaux » et qui mettent la table à un congrès mouvementé.

3 *Ibid.*, p. 275 et 277.

4 Lévesque a été ovationné dans son discours d'ouverture lorsqu'il a affirmé qu'il ne serait plus question pour lui à l'avenir de participer à des pseudos-négociations constitutionnelles quelles qu'elles soient (voir Pierre Bellemare, « L'accord des dix va accélérer le processus de la souveraineté. – Lévesque », *La Presse*, 5 décembre 1981, p. A-11).

5 Parti québécois, *C'est souverainement le temps*, 8^e congrès, 4, 5 et 6 décembre 1981, Montréal, p. 3.

La presse médiatique ne manque pas de soulever les enjeux de ce 8^e congrès : « Ce sont évidemment les modalités de l'accession à la souveraineté qui vont mobiliser les délégués à ce VIII^e congrès⁶ ». Signe de la volonté des militants de la base de conserver une certaine autonomie du parti face au gouvernement, ce 8^e congrès est témoin d'une dizaine de résolutions soumises aux délégués visant à donner au parti un porte-parole qui ne soit pas le chef du gouvernement⁷. « Les initiateurs de ce mouvement considèrent que c'est la seule façon d'assurer l'autonomie réelle du parti, de lui permettre de prendre ses distances, lorsqu'il le faut, à l'égard du gouvernement issu de lui⁸ ».

Si Lévesque a l'habitude, au début de chaque congrès, de tracer les grandes balises dans lesquelles il souhaite voir ses militants discuter par l'entremise de son discours d'ouverture, il déroge à cette pratique. Son discours ne contient aucune mise en garde sérieuse aux délégués⁹. Le premier ministre péquiste se montre même cinglant envers le reste du Canada en avançant qu'il n'est plus question pour lui à l'avenir de s'associer à « un jeu où les dés sont toujours pipés d'avance¹⁰ ». Il n'en faudra pas plus pour que les militants les plus radicaux chambardent considérablement le programme du PQ par l'entremise de certains changements qui allaient offrir des moments forts, ainsi qu'une fin dramatique, au congrès du parti souverainiste.

6 Claude Marsolais, « Le congrès de la dernière chance pour le PQ ? », *La Presse*, 5 décembre 1981, p. A-7.

7 Anonyme, « Lévesque veut demeurer le porte-parole de son parti », *La Presse*, 5 décembre 1981, p. A-10.

8 *Idem*.

9 Tremblay, *op. cit.*, p. 281.

10 Pierre Bellemare, « L'accord des dix va accélérer le processus de la souveraineté. – Lévesque », *La Presse*, 5 décembre 1981, p. A-11.

C'est effectivement durant ce 8^e congrès national que disparaissent deux notions fondamentales et vitales aux yeux de René Lévesque : la nécessité d'associer la souveraineté du Québec d'une association économique avec le Canada et celle d'obtenir une majorité absolue de votes des citoyens pour enclencher le processus d'accession à la souveraineté¹¹. On peut supposer que Lévesque est tiraillé entre, probablement d'une part, son souhait de partager la colère et l'empressement des militants, et d'une autre part, son sens politique ainsi que son titre de premier ministre qui lui commandent plutôt de tenir un discours raisonnable. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Lévesque, après un discours d'ouverture teinté d'impatience lors du vendredi soir, sentira le besoin dès le lendemain d'aller en atelier pour défendre le concept de souveraineté-association tout en offrant un compromis faisant en sorte que la souveraineté ne soit plus « basée » sur l'association, ne la rendant ainsi plus conditionnelle à l'association¹². Le biographe de Jacques Parizeau, Pierre Duchesne, nous informe sur l'atmosphère du congrès :

Au fur et à mesure que la journée avance, il apparaît de plus en plus clairement que le concept de souveraineté-association, introduit en 1967 par René Lévesque, va disparaître. Une deuxième résolution, prônant une élection référendaire, a le vent dans les voiles. [...] En fin de journée, René Lévesque réunit quelques ministres et députés, dont Jean-François Bertrand, Jean-Pierre Charbonneau et Jacques Rochefort, pour leur dire que si la résolution sur l'association économique ne passe pas, il démissionnera¹³.

11 Tremblay, *op. cit.*, p. 281.

12 Duchesne, *Le Baron, op. cit.*, p. 444.

13 *Ibid.*, p. 445.

Encore une fois ici, Lévesque utilise un mécanisme bien connu à ce stade de notre étude : la menace de démission. Il semble que le stratagème ait fonctionné alors que la rumeur s'est répandue sur le parquet du congrès à un point tel où Jacques Parizeau, qui avait pourtant le support des militants anti-étapistes pour affronter ouvertement Lévesque, renonce à affronter son chef sur la résolution concernant l'association économique affirmant s'être trompé de micro¹⁴ lorsque le président de l'assemblée lui précisa que cette même résolution « pourrait » et non « devrait » comporter une association économique avec le Canada¹⁵. Le « compromis Lévesque » sera tout de même battu alors que seul Parizeau, assis à sa table avec les délégués de son comté de l'Assomption, pourtant à la base de cette poussée contre l'establishment du parti, vote solidairement avec René Lévesque¹⁶.

Outre la mise au rancart de la notion d'association dans la stratégie souverainiste, une autre résolution majeure nous permet de cibler l'état de la culture politique péquiste, soit celle concernant l'élection référendaire : « Les péquistes ont statué que le déclenchement du processus de la souveraineté pourra être fait dès que le PQ obtiendra une majorité des sièges lors d'une élection générale¹⁷ ». On ne peut pas trouver plus flagrant désaveu de la politique étapiste telle qu'introduite par les hauts cercles du parti en 1974. À noter que lors de l'adoption de cette résolution, René Lévesque n'était pas sur les lieux du congrès, mais un membre de l'exécutif national, en l'occurrence Jean-Pierre Charbonneau, a tenté de la faire battre¹⁸. Nous reviendrons plus tard sur ce qu'implique l'adoption de cette résolution.

14 Parizeau s'est levé au micro des « Contre » alors que la résolution de Lévesque était discutée dans ce qui est apparu comme un duel concret entre Lévesque et le numéro deux du parti.

15 *Ibid.*, p. 449.

16 *Ibid.*, p. 450.

17 Anonyme, « L'indépendance par élection et "association" facultatives », *La Presse*, 7 décembre 1981, p. A-2.

18 Jean-Claude Picard, « Le PQ doit concentrer ses efforts sur la souveraineté politique du Québec », *Le Devoir*, 7 décembre 1981.

Vraisemblablement, la contestation militante s'est canalisée vers la question de la souveraineté alors qu'aucun enjeu majeur n'est signalé aux élections de l'exécutif national¹⁹. Or, l'évincement de la notion associative et l'introduction de l'élection référendaire ne sont pas les seules questions où les militants l'ont emporté sur la direction du parti. Effectivement, dans l'éternel souci des militants de la base à préserver, voire accroître, l'autonomie du parti face au gouvernement, ces derniers ont réussi à faire en sorte que le porte-parole officiel de la formation politique soit désormais son vice-président²⁰. Rappelons que ce poste est le plus important que peut occuper un militant et que non seulement le vice-président devient le porte-parole officiel, mais également le président de l'exécutif²¹. René Lévesque s'opposait à de tels changements affirmant que le parti a déjà d'autres porte-parole que lui, se référant aux postes occupés par des militants, par exemple celui de conseiller au programme²².

Conjointement, ces trois résolutions vont amener René Lévesque à livrer un discours de clôture une fois de plus révélateur à l'égard de notre problématique. Devant le désaveu des militants face à des éléments qui lui apparaissent cruciaux – la notion d'association, l'idée qu'un parti élu avec 40 % des voix ne peut manifestement pas déclencher la souveraineté et la perte de son titre de porte-parole officiel de sa formation politique –, Lévesque se dit « sérieusement mal pris²³ » avant d'annoncer qu'il s'offre quelques jours de réflexion avant de décider s'il démissionnera de la tête du parti²⁴.

19 Lysiane Gagnon, « La revanche des militants », *La Presse*, 7 décembre 1981, p. A-4.

20 Normand Delisle, « Fin dramatique du congrès du PQ : Lévesque songe à démissionner », *La Presse*, 7 décembre 1981, p. A-2.

21 Pierre O'Neill, « Quand le chef du PQ menace de démissionner », *Le Devoir*, 7 décembre 1981, p. 2.

22 Anonyme, « Lévesque veut demeurer le porte-parole de son parti », *La Presse*, 5 décembre 1981, p. A-10.

23 Anonyme, « La notion d'association au rancart. Lévesque réfléchit à sa démission », *La Presse*, 7 décembre 1981, p. A-1.

24 *Idem*.

Même si le congrès est à ce moment terminé, il est clair que Lévesque semble profiter de sa tribune pour susciter un sentiment de culpabilité chez ceux qui se sont opposés à lui. Il a de plus dénoncé la marche du congrès et son « flot de papiers » qui contenait 2 000 résolutions, une charge de travail qui a amené selon lui une « fausse démocratie » et qui a donné lieu à des « pressions inhumaines et incohérentes²⁵ ». Dans des congrès antérieurs tout aussi chargés, jamais a-t-on entendu Lévesque tenir de tels propos lorsque l'orientation générale lui plaisait.

Ce discours de clôture, « livré sur un ton ébranlé, a jeté un certain désarroi dans le groupe des délégués. Certaines huées se sont fait entendre, tandis qu'à d'autres moments, on aurait pu entendre une mouche voler dans l'immense amphithéâtre [...]»²⁶. Marc Laurendeau de *La Presse* voit pour sa part dans le discours de Lévesque un désaveu et une contestation des modes de délibération de son parti qu'il traduit par un « veto implicite » du chef sur sa formation politique²⁷. Également de *La Presse*, Vincent Prince parle pour sa part de la résurrection du RIN au terme des assises péquistes de décembre 1981 :

Visiblement, les militants présents en avaient assez des tergiversations de leur parti. Ces gens n'acceptent plus qu'on mette l'option en veilleuse, qu'on s'engage à consulter et reconsulter la population avant d'agir et, surtout, qu'on se mette à genoux devant le reste du pays pour quêter une alliance²⁸.

S'il se clôture sur une note dramatique, le congrès de décembre 1981 n'est pas terminé en ce sens que, « noyé dans la procédure et les querelles sur la mise en retrait de l'association, le congrès n'a pu se pencher valablement en séance plénière sur les questions d'économie, de santé, de justice, de transport, d'éducation, etc.»²⁹ et que le tout devra donc être discuté au début de l'année 1982.

25 Delisle, *loc. cit.*

26 *Idem.*

27 Marc Laurendeau, « Les assises du Parti québécois. Un congrès alourdi par la procédure, la rigidité et laprovocation », *La Presse*, 7 décembre 1981, p. A-4.

28 Vincent Prince, « Après l'adieu du PQ à l'"association" », *La Presse*, 7 décembre 1981, p. A-6.

29 Laurendeau, *loc. cit.*

4.2 Baroud d'honneur

Assurément écorché par le déroulement du 8^e congrès national, Lévesque n'en est pas moins actif dans les semaines suivantes. Si les élections de l'exécutif n'ont guère soulevé les passions, l'énergie des militants s'étant concentrée ailleurs, notons que cette importante instance seconde rapidement les positions de Lévesque et que celui-ci n'a pas dit son dernier mot³⁰. Ratant les deux premières rencontres de l'exécutif national qui suivent le 8^e congrès national, Lévesque surgit à la troisième avec un plan en tête³¹. Il affirme ceci : « [L]a seule façon de ramener le parti dans le droit chemin, c'est d'aller se chercher une légitimité là où elle existe. Je vais préparer un texte et, avec votre accord, nous le soumettrons à tous nos membres par référendum³² ». L'idée qu'on qualifiera par la suite de « renérendum » était née et allait comporter trois principes fondamentaux³³ sur lesquels les membres allaient devoir se prononcer par un simple « Oui » ou « Non ». Dès lors, pour les conseillers du premier ministre et principalement le chef de cabinet adjoint Michel Carpentier, le défi consiste à faire sortir le vote dans tous les comtés pour appuyer Lévesque³⁴.

Devant un tel procédé, comment affirmer que le PQ est un parti respectueux des décisions de ses membres ? Comment ne pas voir encore ici un signe de « vieillissement » qui tendrait à associer le PQ de 1981 à un parti plus traditionnel ? Certes, la consultation de l'entière des membres peut paraître démocratique en surface.

30 Anonyme, « L'exécutif élu appuie Lévesque », *La Presse*, 7 décembre 1981, p. A-2.

31 Godin, *op. cit.*, p. 566.

32 *Idem.*

33 1) Que l'accession du Québec à la souveraineté se fasse par les voies démocratiques dont l'élément-clé doit être l'accord majoritaire des citoyens et citoyennes; 2) que notre programme, tout en éliminant le lien obligatoire entre les deux, continue d'assortir la souveraineté d'une offre concrète d'association économique mutuellement avantageuse avec le Canada; 3) que le parti réaffirme son respect et son ouverture à l'endroit de tous les Québécois et de toutes les Québécoises, quelle que soit leur origine ethnique ou culturelle, et notamment par la reconnaissance du droit de la minorité anglophone à ses établissements essentiels, scolaires et autres.

34 Tremblay, *op. cit.*, p. 287.

Toutefois, il faut garder à l'esprit que les membres n'ont pas tous le même statut, en ce sens que certains correspondent fort probablement davantage à des « noms sur une liste » et à des « sympathisants-cotisants » sans être pour autant des militants actifs ou intéressés à la vie du parti. En contrepartie, les membres présents au congrès de décembre 1981, ceux qui ont voté le programme, étaient certainement parmi les plus politisés, au point de vouloir être élus pour représenter les membres de leur comté. La question à se poser est la suivante : qu'est-ce qui a le plus de valeur aux yeux de Lévesque et de l'exécutif ? L'appui d'une majorité plus ou moins intéressée à la vie du parti qu'il dirige ? Une minorité politisée et active ? Le résultat du « renérendum » et l'accueil qu'en fait le chef donneront réponse à cette question.

L'exercice mis en place par la direction péquiste ne passe pas inaperçu dans la presse alors que certains journalistes se montrent critiques de la décision qui se traduit rapidement par un désaveu des fruits du 8^e congrès national. Gilles Lesage, journaliste au *Soleil*, qualifie la démarche « d'intrigante, aberrante même³⁵ » dans un éditorial cinglant :

M. Lévesque justifie ce recours exorbitant et sans précédent en disant qu'il fait appel à la base militante, le fondement même de la démocratie au sein d'un parti. Mais les résolutions adoptées en congrès l'ont été à la suite de réunions dans les 122 circonscriptions, de colloques et d'ateliers régionaux, au sein d'un parti qui se targue d'être le plus démocratique qui soit. Il est arrivé souvent dans le passé que M. Lévesque soit en désaccord avec des propositions de l'instance suprême du PQ. Il s'est toujours arrangé pour les désavouer ou pour s'en accommoder. Pourquoi pas cette fois ? [...] Désireux de garder M. Lévesque à la tête du parti, bien des militants devront taire leurs allégeances profondes, leurs sentiments réels, ou alors se dresser comme des ennemis du chef incontesté et être cloués au pilori. Il ne faut pas se faire d'illusion : il n'y aura pas de véritable débat, l'enjeu portant sur la tête d'un homme respecté et admiré. En ce sens, ce n'est pas un référendum mais un plébiscite, qui fait resurgir avec éclat le culte du chef dont on croyait le Québec débarrassé³⁶.

35 Gilles Lesage, « Mon cher René, c'est à ton tour... », *Le Soleil*, 16 décembre 1981.

36 *Idem*.

Ce culte du chef semble effectivement atteindre son apogée lors de ce processus du « renérendum » et constitue certainement le paroxysme de l'emprise que Lévesque aura eu historiquement sur le parti, lui qui n'en est pas à sa première personnalisation des enjeux. Le même journaliste Lesage ne manque pas dès le lendemain de l'éditorial préalablement cité de souligner à quel point il est ironique de voir Lévesque condamner ceux qui jouent le rôle qu'il a lui-même joué au PLQ dans les années 1960³⁷. On ne peut effectivement s'empêcher de constater la centralisation décisionnelle qui règne au PQ lorsque son président affirme « que les gens qui ont des idées différentes aient le courage de s'en aller ailleurs³⁸ ».

Pour sa part, la vice-présidente sortante de l'exécutif, Louise Harel, qui avait remporté son élection dans un duel symbolique au congrès de 1979 face à Pierre Renaud, se confie également à la presse concernant la démarche de Lévesque : « Jointe hier dans sa circonscription, la députée de Maisonneuve n'a pas caché son intention de résister de toutes ses forces à la décision de l'exécutif du parti de convoquer un congrès spécial³⁹ ». Elle offre la réflexion suivante : si l'assemblée qui a voté les résolutions n'était pas légitime, pourquoi son vote élisant l'exécutif le serait⁴⁰ ? L'article des journalistes Falardeau et Vincent nous permet également de cerner la dynamique interne au parti. Il semblerait effectivement que le « renérendum » ait provoqué une grande opposition et qu'une résistance s'organise déjà dans le parti chez ceux pour qui le PQ n'est pas le parti d'un seul homme et à qui la démocratie importe réellement⁴¹.

Nul ne sera toutefois aussi cinglant que Pierre Bourgault, indépendantiste de la première heure et éternel rival de Lévesque. L'ex-président du RIN signe un texte dans lequel il vide son sac sur les pratiques de Lévesque en dénonçant les moyens que ce dernier aurait utilisés depuis la fondation du parti pour le mettre à sa main :

37 Gilles Lesage, « La purge de René Lévesque », *Le Soleil*, 17 décembre 1981.

38 *Idem*.

39 Louis Falardeau et Pierre Vincent, « Harel : un désaveu odieux du congrès et des bases démocratiques du parti », *La Presse*, 16 décembre 1981.

40 *Idem*.

41 *Idem*.

Tout cela a commencé il y a près de 14 ans, au premier congrès du MSA. Les délégués s'appêtant à voter une proposition devant faire du Québec un pays unilingue français. René Lévesque fit savoir à tous qu'il démissionnerait si la proposition était adoptée. Elle fut battue. [...] Combien de fois Lévesque n'a-t-il pas mis sa tête à prix quand son parti osait n'être pas totalement d'accord avec lui ? Le « crois ou meurs » de René Lévesque, je l'ai vécu dans mes tripes à maintes reprises, comme des milliers d'autres membres du PQ. [...] Mais désavouer le congrès sous ce prétexte c'est désavouer toute l'action démocratique du PQ depuis sa fondation. C'est exactement ce que fait René Lévesque et je le dis sans détour il s'agit là d'un geste totalitaire sans précédent dans l'histoire politique récente du Québec⁴².

Cheffe de cabinet, Martine Tremblay écrit qu'« à partir de ce moment, ses relations [de Lévesque] avec son parti ne seront plus jamais les mêmes⁴³ » et affirme qu'un ressort s'est cassé en décembre 1981⁴⁴.

Or, la contestation n'est pas seulement dans les journaux. Début janvier 1982, une vingtaine de présidents de comté signent une pétition pour réclamer la tenue d'un conseil national à huis clos avant la tenue de la suite du congrès national au début de février pour connaître des hautes instances la raison du référendum interne⁴⁵. Toujours dans cette opposition entre la direction et la base, il semble que des membres du bureau du premier ministre, ainsi que du ministre Bernard Landry, font des pressions pour que cette initiative ne se concrétise pas et que des signataires changent d'avis⁴⁶. Sans pouvoir en produire un portrait exhaustif, nous savons certainement que des présidents d'association démissionnent devant la démarche de l'exécutif, c'est notamment le cas de comtés de Hull, Dorion et Québec⁴⁷.

42 Pierre Bourgault, « La vraie question », *Le Devoir*, 18 décembre 1981.

43 Tremblay, *op. cit.*, p. 288.

44 *Ibid.*, p. 289.

45 Anonyme, « La direction du PQ invitée à organiser un conseil national à huis clos avant le congrès », *Le Devoir*, 8 janvier 1982.

46 *Idem.*

47 Charles J. Gauvin, « Les péquistes doivent poser un geste grave », *Le Quotidien*, 11 janvier 1982.

D'autres militants se confient : « Je suis habituée d'entendre, à la fin de chaque congrès, monsieur Lévesque nous dire que telle ou telle résolution, c'était pas correct. Et quand il n'est pas d'accord, il dit toujours que ça été voté à toute vapeur⁴⁸ ».

La crise tend toutefois à se résorber vers la fin de janvier 1982 alors que la direction du parti, mesurant possiblement l'ampleur de la controverse, effectue deux reculs importants : « D'abord, les circonscriptions pourront reconduire les mêmes délégués et les 20 dissidents ont obtenu un conseil national spécial à huis clos le 12 février pour la veille du congrès spécial⁴⁹ ». Bien que tenu à huis-clos, nous savons qu'une résolution de la présidente de la région de Laval, Marie Bouchard, blâmait l'exécutif pour son comportement post-congrès⁵⁰.

Il faut attendre le début de février pour obtenir les résultats de la consultation interne. Ceux-ci viennent rassurer René Lévesque qui se sentira certainement plus confortable de rencontrer ses militants pour la poursuite du 8^e congrès national avec l'obtention d'un score de 95 % aux trois principes qu'il avait posés dans la consultation interne⁵¹.

La presse ne manque toutefois pas de souligner l'impact du « renérendum » pour la suite du 8^e congrès péquiste. Le journaliste Marc Laurendeau écrit : « Disons au départ qu'avec la quasi-unanimité qui se dégage du vaste référendum interne, la marge de manœuvre des dissidents est passablement réduite, en dépit de leurs talents oratoires⁵² ».

48 Paul Roy, « Des militants du PQ se vident le cœur », *La Presse*, 18 janvier 1982.

49 Pierre Beaugard, « Le PQ devrait retomber sur ses pattes », *Le Soleil*, 25 janvier 1982.

50 Pierre Vennat, « Le PQ lave son linge sale et les syndiqués manifestent », *La Presse*, 13 février 1982, p. B.

51 Gilles Lesage, « Lévesque plébiscité et rassuré », *Le Soleil*, 10 février 1982.

52 Marc Laurendeau, « Congrès du PQ : les dissidents seront là mais un peu sur la défensive », *La Presse*, 13 février 1982, p. A-7.

D’ailleurs, le congrès est beaucoup plus structuré que celui de décembre, à en croire le journaliste qui rapporte également que l’exécutif, « afin qu’un consensus soit même un peu esquissé avant les débats, s’est livré à une sorte de négociation préalable qui s’est traduite dans la rédaction de la résolution synthèse⁵³ ». Sans pouvoir cibler toute la portée de ce procédé, il est clair que celui-ci, combiné au référendum interne, livrera au final un congrès sans histoire.

C’est effectivement par une très forte majorité que les délégués réunis pour la suite du congrès de décembre 1981 vont adopter une résolution synthèse sur la souveraineté annulant les décisions de ce dernier congrès qui avaient provoqué la menace de démission de René Lévesque⁵⁴. Le journaliste Louis Falardeau de *La Presse* rapporte ceci :

La résolution synthèse, dont chacun des paragraphes a été adopté à de très larges majorités, les opposants étant rarement plus de cinquante sur plus de 1 700 délégués, modifie de deux façons les décisions du dernier congrès. D’abord, elle maintient dans le programme du parti une offre d’association économique qui sera faite au Canada anglais en même temps que le gouvernement mettra en marche le processus politique et juridique d’accession à la souveraineté. On précise toutefois qu’il n’y a pas de lien nécessaire entre les deux opérations, ce qui signifie que la souveraineté pourrait être réalisée même si le Canada refusait l’association. Le dernier congrès n’avait pas complètement fait disparaître l’idée d’association, mais il en avait réduit la portée d’une telle façon qu’elle était devenue à toutes fins utiles un accessoire sans importance. L’autre changement majeur concerne la majorité nécessaire pour que le processus d’accession à la souveraineté soit enclenché à la suite d’une élection portant sur cette question. Le 8^e congrès avait décidé qu’il suffirait de prendre le pouvoir avec une majorité de sièges, mais le congrès spécial a plutôt opté pour la règle de la majorité des voix⁵⁵.

53 *Idem*.

54 Louis Falardeau, « Le PQ maintient l’offre d’association », *La Presse*, 15 février 1982, p. A-4.

55 *Idem*.

Même son de cloche du côté des droits de la minorité anglophone alors que c'est presque à l'unanimité que les délégués ont voté une résolution garantissant à la communauté anglophone le maintien de ses établissements culturels, scolaires et de santé⁵⁶.

Si Lévesque et l'exécutif ont réussi à renverser ces trois principes majeurs qui ont été à l'origine d'un malaise idéologique, voire démocratique, pour le président du parti, cet épisode de l'histoire péquiste demeure une « victoire à la Pyrrhus » puisqu'aux yeux de certains militants et journalistes, Lévesque s'est discrédité en agissant comme il l'a fait. De plus, plusieurs de ses opposants resteront au PQ, se disant probablement qu'un jour quelqu'un lui succèdera. Un militant affirme : « Nous ne sommes pas pour évacuer ce parti que nous avons bâti, pour aller nous en *gasser* un nouveau... Ce qu'il faut faire, c'est attendre, attendre que Lévesque finisse par partir⁵⁷ ». Cette victoire de Lévesque et de l'exécutif n'est toutefois pas le fruit du hasard et semble plutôt liée à une réalité qui tend à rattacher ici encore le PQ aux partis traditionnels :

Pour faire échec aux accidents inattendus et empêcher les phénomènes de dérive comme ceux qui ont marqué la réunion de décembre, les organisateurs avaient soigneusement préparé les interventions et arrêté un encadrement précis des délégués. C'est ainsi que 12 ministres et quelques députés sont intervenus opportunément, parfois avec subtilité, parfois avec rigueur, pour exercer une influence qui s'est révélée déterminante sur le sort des résolutions importantes⁵⁸.

56 Louis Falardeau, « Les droits de la minorité anglophone sont mieux garantis », *La Presse*, 15 février 1982, p. A-4.

57 Pierre Vincent, « Les anti-Lévesque restent », *La Presse*, 15 février 1982, p. A-4.

58 Michel Roy et Pierre O'Neil, « Lévesque appelle les Québécois à un “maximum de solidarité” », *Le Devoir*, 15 février 1982, p. A-1.

Bien que le congrès se soit conséquemment déroulé sans causer trop de remous, les débats n'ont pas été inexistantes pour autant alors qu'un des opposants à la démarche de l'exécutif du nom de Richard McNicoll ne s'est pas gêné pour annoncer à l'issue des débats qu'il quittait le PQ pour aller œuvrer à la fondation d'un parti socialiste⁵⁹. Ce dernier s'est d'ailleurs dit convaincu que le PQ n'était plus un parti démocratique ni indépendantiste⁶⁰. D'autres ont plutôt fait valoir que l'association est un concept qui « ne se vend pas⁶¹ ». Certains délégués, bien que largement minoritaires, ont tenté de faire voter un blâme à l'endroit de René Lévesque pour s'être montré irrespectueux de la démocratie interne du parti, une motion qui a été largement battue par l'immense majorité des délégués alors qu'un peu plus d'une centaine l'a appuyée⁶².

Certes revigoré par le vote de confiance de sa base militante, Lévesque, suite au résultat du vote sur la motion, ira jusqu'à conclure que la contestation de son leadership n'est le fait que « d'un tout petit nombre⁶³ ». À noter également que, lors du vote sur la notion de blâme, plusieurs ministres tels que Denis Lazure, Marcel Léger, Gérald Godin, Jean-François Bertrand, Pauline Marois ainsi que des députés se sont précipités au micro des « contre⁶⁴ ». En regard de notre problématique, ce comportement ne peut être associé au hasard, mais davantage à une action concertée visant à démontrer aux délégués contestataires que le président du parti jouit de l'appui de plusieurs poids lourds.

59 *Idem.*

60 Vincent, *loc. cit.*, p. A-4.

61 Falardeau, *loc. cit.*, p. A-4.

62 Vincent, *loc. cit.*, p. A-4.

63 *Idem.*

64 *Idem.*

Certainement réconforté par la nouvelle direction idéologique empruntée par les délégués qui viennent à toute fin pratique désavouer ce qui avait déplu à leur chef en décembre 1981, Lévesque conclut le congrès avec un discours conciliant en s'attribuant une partie des blâmes à la suite de l'affrontement avec les militants de décembre dernier tout en expliquant sa décision de recourir au référendum interne⁶⁵.

Le journaliste Marcel Adams offre une réflexion post-congrès intéressante en affirmant d'abord que « ces assises [de février 1982] avaient pour but de compléter les travaux du congrès de décembre dernier, mais surtout de corriger certaines déviations considérées comme hérétiques par M. Lévesque⁶⁶ ». Observant que les délégués présents au congrès de février 1982 étaient essentiellement les mêmes que ceux présents au congrès de décembre 1981, il pose le constat suivant : « Ou bien ces congressistes sont des marionnettes capables de voter une chose et son contraire deux mois plus tard ou bien la résolution réparatrice ne s'écartait pas pour l'essentiel de l'orientation de décembre⁶⁷ ». S'il est impossible de trancher cette question au couteau, un mal identifiable ressort de l'analyse du congrès de février 1982 : celui du culte de la personnalité. Adams décrit avec justesse le parti comme étant « primesautier, malléable et plus que jamais sensible aux humeurs de plus en plus changeantes du chef⁶⁸ ». Il poursuit avec cette analyse :

Ces comportements trahissent un culte de la personnalité qui jure dans un parti où la doctrine, les idées, la raison ne doivent pas en principe faire acceptation des sautes d'humeur d'un chef qui a une inquiétante propension à laisser de plus en plus ses états d'âme inspirer ses discours et guider son action politique. M. Lévesque a triomphé.

65 Claude-V. Marsolais, « Lévesque : moi aussi je reste », *La Presse*, 15 février 1982, p. A-5.

66 Marcel Adam, « Lévesque : chef omnipotent d'un parti affaibli », *La Presse*, 15 février 1982, p. A-6.

67 *Idem*.

68 *Idem*.

Mais pour y arriver, M. Lévesque a choisi un procédé exceptionnel, dont la brutalité aura eu pour effet de briser un ressort dans le parti en écrasant son aile marchante, celle qui exerce une force d'entraînement sur le reste des troupes, celle qui non seulement donne sa vitalité au parti, mais peut faire la différence entre la réussite ou l'échec d'une campagne de financement, entre la victoire et la défaite électorale. [...] Ce parti qui ne s'était pas remis de l'échec référendaire du 20 mai 1980, se trouve encore plus amoché à la suite du coup de force que s'est cru obligé de lui infliger son chef⁶⁹.

Cette incapacité des militants de blâmer jusqu'au bout René Lévesque est révélatrice à certains égards. D'une part, elle témoigne de l'importance que lui accordent les membres malgré son comportement parfois erratique envers les notions de participation et de démocratie. D'autre part, cet épisode révèle que l'essoufflement de la figure Lévesque, tel que nous le démontrons à la fin de ce chapitre, viendra plus tard. Nous y voyons néanmoins une prémisse annonciatrice, car sans avoir d'impact immédiat, cette crise militante aura des effets durables à moyen terme.

4.3 Le chant du cygne (1982-1984)

4.3.1 *Le parti perd des plumes*

Cet affaiblissement évoqué par le journaliste Marcel Adams semble effectivement palpable à travers les quelques articles nous informant sur la vie du parti entre les 8^e et 9^e congrès nationaux péquistes. Journaliste au *Soleil*, Réjean Lacombe écrit : « S'il y a un an, le PQ se glorifiait de compter dans ses rangs plus de 300 000 membres, il doit aujourd'hui déchanter en enregistrant une perte de 100 000 membres⁷⁰ ». Sans avoir accès aux données officielles sur les effectifs du parti, nous pouvons supposer que certains membres n'ont simplement pas renouvelé leur adhésion au parti après le congrès désavoué de 1981.

⁶⁹ *Idem*.

⁷⁰ Réjean Lacombe, « Le Parti québécois : un géant endormi », *Le Soleil*, 16 octobre 1982.

Or, il importe ici de dire que cette désaffection de certains membres à l'égard du PQ nous apparaît moins comme une réaction soudaine que comme une tendance lourde qui résulte de la marginalisation progressive et de plus en plus importante du membre *lambda* du parti. Et il y a pire : « Cette défection ne touche pas uniquement les jeunes. Tout au cours des dernières semaines, plusieurs assemblées péquistes n'ont pas atteint le quorum requis par les statuts et règlements du parti, qui est de 5 % des membres de l'association⁷¹ ».

Dans un parti dont la participation est supposément la force, comment expliquer que certaines rencontres péquistes soient retardées de quelques heures parce que les dirigeants d'association doivent rejoindre les membres pour les presser d'assister à ces rencontres comme ce fut le cas dans deux circonscriptions dans la région de Québec⁷² ? Au Lac St-Jean, pourtant château fort péquiste, deux associations n'ont pu attirer le nombre de membres nécessaires à la tenue de l'assemblée⁷³. Pour André Gingras, ancien président péquiste du comté de Charlesbourg, le désaveu de René Lévesque envers le congrès de 1981 a joué un rôle démobilisateur⁷⁴. Encore une fois, même s'il est impossible de généraliser cet état d'esprit à l'ensemble des comtés, alors que Lacombe semble affirmer que la région montréalaise a conservé sa vitalité militante, il n'en demeure pas moins que l'on observe une réalité que l'on peut supposer partagée à travers le Québec en dehors de la région montréalaise.

Peu d'articles de journaux nous permettent de suivre l'évolution de la culture politique péquiste durant l'année 1983. Il nous faut nous rabattre sur le biographe Pierre Godin qui dépeint cette année comme étant celle d'un changement de garde alors que Michel Carpentier, fidèle collaborateur de Lévesque, semble avoir perdu la confiance du chef pour des raisons qu'il juge arbitraires⁷⁵.

71 *Idem.*

72 *Idem.*

73 *Idem.*

74 *Idem.*

75 Godin, *op. cit.*, p. 601-602.

Ce sont plutôt des femmes telles que Marie Huot, Catherine Rudel-Tessier ainsi que Line-Sylvie Perron qui vont former la nouvelle garde rapprochée de Lévesque, appelée le « mur des femmes⁷⁶ ». Le dénominateur commun qui persiste malgré l'arrivée d'un nouveau cercle rapproché : ces femmes sont des « Lévequistes » inconditionnelles⁷⁷.

4.3.2 *Le dernier congrès de Lévesque*

C'est en juin 1984 à Montréal qu'a lieu le 9^e et dernier congrès que nous analyserons, dans un contexte de sondages très mauvais pour l'option souverainiste⁷⁸. Cette réalité ne sera d'ailleurs pas sans conditionner l'action de certains ministres et députés péquistes voulant éviter à tout prix que l'élection ne porte sur la souveraineté, choix qu'ils assimilent à un « suicide politique ». Une réunion de l'exécutif précédant le congrès et décrite par le biographe Pierre Godin met la table à ce qui sera le dernier tour de piste de René Lévesque :

À jamais orthodoxe, Gilbert Paquette entend bloquer Pierre Marc Johnson qui fait campagne pour la mise en veilleuse de l'option [souverainiste]. La réunion de l'exécutif tire à sa fin, René Lévesque est debout, prêt à partir. Le ministre [Paquette] dépose en vue du congrès une résolution qui stipule qu'aux prochaines élections un vote pour le PQ sera un vote pour la souveraineté. Michel Carpentier note que Gilbert Paquette a attendu à la dernière minute pour passer son sapin. Et c'est réussi. « Vous êtes sûr d'être d'accord avec la résolution, monsieur Lévesque ? », fait Gilbert Paquette qui n'allait jamais oublier sa réponse : « Ouais, ça va... C'est comme porter une ceinture avec des bretelles. »⁷⁹.

76 *Ibid.*, p. 603.

77 *Ibid.*, p. 604.

78 Pierre Vincent, « Ouverture du 9^e congrès du PQ. Sur l'élection référendaire, le congrès a déjà eu lieu », *La Presse*, 8 juin 1984, p. A-11.

79 Godin, *op. cit.*, p. 605-606.

Et c'est ainsi, dans une indifférence déconcertante, que la résolution de Gilbert Paquette allait devenir la résolution de l'exécutif lors du 9^e congrès de juin 1984. À noter également que le conseil des ministres est à l'époque également divisé sur la question. Ce clivage sera d'ailleurs consommé à l'automne 1984 lors de la démission massive de ministres et députés péquistes à la suite de la stratégie du « Beau risque » de René Lévesque. L'origine réelle de cette résolution contraignante vient de la base du parti.

En réalité, ce n'est pas le conseil des ministres qui impose au PQ cette voie étroite et exigeante. Ce sont plutôt les militants qui, de réunions locales en congrès régionaux, ont poussé le gouvernement dans cette impasse. Parce qu'ils ont reproché sans cesse à leurs dirigeants de gouverner en oubliant l'idéal de l'indépendance du Québec⁸⁰.

La presse qui couvre le congrès est bien au fait de cette question épineuse. Dès l'ouverture du congrès, le journaliste Pierre Vincent rapporte que « plusieurs militants péquistes, les ministres Pierre Marc Johnson et Yves Bérubé à leur tête, espèrent plus que jamais une remise en question de l'obligation de faire porter les prochaines élections “principalement” sur la souveraineté du Québec⁸¹ ». Même son de cloche du côté de Philippe Bernard, président de l'association d'Outremont qui est un militant respecté dans le parti⁸². D'un autre côté, le président régional de Montréal-Centre avoue se sentir confus concernant cette résolution. Il voit d'un bon œil la clarification péquiste quant à son option, mais, signe supplémentaire que le PQ n'a pas toujours été le parti démocratique qu'il prétend être, avoue craindre que « les opposants à cette clarification se taisent au congrès et attendent pour nous préparer un beau petit conseil national spécial, juste à la veille des élections⁸³ ».

80 Michel Roy, « Le 9^e congrès du Parti québécois », *La Presse*, 9 juin 1984, p. A-6.

81 Vincent, *loc. cit.*, p. A-11.

82 *Idem.*

83 *Idem.*

Si René Lévesque n'avait pas fait de cas de la résolution Paquette avant les débats du congrès, ce dernier semble se réveiller alors que s'amorcent les discussions⁸⁴. Commençons d'abord par spécifier que la controversée résolution amalgamant un vote pour un candidat péquiste à un vote pour la souveraineté du Québec est adoptée par une très forte majorité de congressistes⁸⁵. La résolution est présentée en assemblée générale malgré l'intervention de deux ministres, Pauline Marois et Jacques-Yvan Morin, pour la contrer⁸⁶. L'envoi de deux ministres fait encore une fois ici référence à un mécanisme que nous avons évoqué au préalable dans cette étude. Si René Lévesque a l'habitude de faire connaître ses états d'âme concernant des résolutions qui lui déplaisent, ce n'est pas le cas cette fois.

Le chef du parti, René Lévesque, a voté contre la résolution mais il n'est pas intervenu au cours du débat. Il l'avait fait brièvement le matin, indiquant simplement aux délégués qu'il était plus à l'aise avec l'engagement déjà inscrit à l'article 1 du programme du parti et qu'il ne croyait pas utile de le préciser ainsi⁸⁷.

Comment expliquer l'attitude du chef ? La fatigue ? L'expérience du congrès de décembre 1981 ? Godin rapporte qu'à l'époque de ce congrès, la moitié de son cabinet ne le suit plus : « Lors du vote, onze ministres classés modérés, dont Pierre Marc Johnson, Michel Clair et Yves Duhaime, se sont opposés à la résolution litigieuse [...]. Une dizaine d'autres, dont Jacques Parizeau et Camille Laurin l'ont entérinée⁸⁸ ». D'ailleurs, avant le congrès, Lévesque a été prévenu que l'on commençait à conspirer contre son leadership sous le thème de la « jeunesse au pouvoir⁸⁹ ».

84 Godin, *op. cit.*, p. 606.

85 Louis Falardeau, « La résolution sur le vote souverainiste : dissidence de Lévesque », *La Presse*, 10 juin 1984, p. 5.

86 *Idem.*

87 *Idem.*

88 Godin, *op. cit.*, p. 606-607.

89 *Ibid.*, p. 607.

Rappelons également que lors des ateliers précédant l'assemblée du samedi soir, les délégués ont « battu toutes les résolutions qui avaient comme objectif de diluer l'engagement, inscrit à l'article 1 du programme, de tenir la prochaine élection “principalement” sur la souveraineté, ou qui étaient perçues comme telles⁹⁰ ». Voilà qui justifie à nouveau pourquoi nous pouvons dépeindre les années post-référendaires comme étant celles de la « revanche des militants » alors qu'à « peu près tous les ministres, qu'ils aient voté pour ou contre la résolution, l'interprètent comme une manifestation de méfiance de la part des congressistes⁹¹ ».

Si Lévesque a pris soin de ne pas trop confronter les tenants de l'élection référendaire, soit par désintéressement ou par crainte des secousses qui en auraient résulté, telle une leçon apprise suite au congrès de décembre 1981, on peut tracer un parallèle similaire du côté de la base lors du congrès de juin 1984. Effectivement, les délégués ont pris soin de réaffirmer « qu'il faudrait une majorité absolue du suffrage exprimé pour que le gouvernement puisse mettre en marche le processus d'accession à la souveraineté⁹² », évitant ainsi ce qui avait mis la table à la crise sans précédent du « renérendum⁹³ ». Malgré l'adoption de la controversée résolution, seuls les ministres Clément Richard et Pierre Marc Johnson ont refusé de se rallier à la décision majoritaire des congressistes, faisant valoir la perte d'électeurs potentiels indécis face à la souveraineté⁹⁴. Dans le cas de Johnson, nous pourrions y voir une façon pour lui de consacrer son statut de dauphin⁹⁵.

90 Falardeau, *loc. cit.*

91 Louis Falardeau, « L'élection référendaire : Richard et Johnson sont réticents. René Lévesque se rallie et rétablit l'unité du parti », *La Presse*, 11 juin 1984, p. A-2.

92 *Idem.*

93 Nous pourrions voir ici la suite du « curieux jeu de balance » entre les ailes au PQ tel que nous l'avions évoqué lors du congrès du MSA en avril 1968.

94 Falardeau, *loc. cit.*, p. A-1.

95 Dans sa biographie de René Lévesque, Pierre Godin avance que, au moment du congrès de juin 1984, tous les regards sont tournés vers Pierre-Marc Johnson et que sa candidature a déjà été moussée par Claude Morin avant que ce dernier ne démissionne. Godin affirme que certains de ses partisans sont alors déjà en campagne. Voir Godin, *op.cit.*, p. 607.

Du côté des élections à l'exécutif du parti, rien de majeur à signaler alors que les quatre postes de conseillers-députés ont été pourvus par acclamations. Seule l'élection à la vice-présidence du parti a donné lieu à certains remous. Il est intéressant de souligner qu'avant le congrès de décembre 1981, la proximité avec Lévesque était gage de succès pour remporter la vice-présidence du parti. Cela ne semble toutefois plus être le cas en 1984 alors que les deux candidats, Paul Bégin et Nadia Assimopoulos, ont tous deux fait valoir leur capacité et leur volonté de prendre leurs distances par rapport au chef quand le besoin s'en ferait sentir⁹⁶. C'est cette dernière qui l'emportera avec une faible marge. À noter également que grâce aux efforts du vice-président sortant, Sylvain Simard, la fonction de vice-président sera désormais rémunérée, ce qui permettra une plus grande autonomie du parti face au gouvernement alors que son titulaire pourra se concentrer davantage sur la vie du parti⁹⁷.

En ce qui concerne le déroulement général du congrès, quelques éléments viennent nous renseigner modestement sur la culture politique péquiste. Cet extrait paru dans *La Presse* nous aide à ce propos :

Les privilèges de Lévesque. Le fait d'être chef du parti depuis 16 ans vaut peut-être à M. Lévesque beaucoup de prestige et le respect de la grande majorité des péquistes. Mais il n'a pas droit pour autant à tous les privilèges, les délégués veillant au contraire scrupuleusement à ce qu'on ne lui reconnaisse pas plus de droits qu'aux autres membres. Hier matin, par exemple, à la commission sur la souveraineté, M. Lévesque et le conseiller au programme, Jules-Pascal Venne, votaient avec leur carton jaune de membres de l'exécutif plutôt qu'avec le carton vert des délégués ordinaires. Ce qui avait notamment pour résultat de permettre aux délégués de mieux voir comment votait leur chef, augmentant par le fait même son influence. Mais un délégué a tout de suite noté la chose et M. Venne a vite corrigé la situation en allant chercher deux cartons verts⁹⁸.

96 Pierre Vincent, « Deux candidats à la vice-présidence ; un seul diagnostic », *La Presse*, 8 juin 1984, p. A-11.

97 Pierre Vincent, « Une vice-présidente rétribuée : Assimopoulos succède à Simard », *La Presse*, 11 juin 1984, p. A-4

98 Anonyme, « En bref », *La Presse*, 10 juin 1984, p. 10.

À quel point l'utilisation des cartons jaunes était-elle délibérée ? Il ne faut pas y voir un mécanisme en bonne et due forme en ce sens que cette pratique n'a jamais été répertoriée avant le congrès de 1984 dans les sources, mais il n'en demeure pas moins qu'elle peut être certainement comprise comme un moyen d'influencer les autres délégués dans ce cas précis.

4.3.3 Préparation de l'après-Lévesque

Si l'ensemble de cette étude a jusqu'à maintenant tenté de démontrer que le PQ a été, essentiellement depuis ses débuts, un parti qui ressemble aux autres, certains éléments le rendent néanmoins singulier. À travers les rumeurs de dissensions internes et le leadership de plus en plus fragilisé de René Lévesque, les congressistes de juin 1984 ont cru bon d'établir des règles novatrices de succession à leur chef. Une résolution de la région montréalaise est effectivement venue « modifier substantiellement l'actuel système d'élection du chef, choisi par quelques centaines de délégués réunis en congrès, par un régime de suffrage universel direct⁹⁹ ». Cette modification, d'ailleurs refusée au PLQ en 1982, a été adoptée par une majorité des délégués présents et correspond certainement à un critère qui tient davantage des partis de masse que des partis traditionnels. Le vice-président sortant Sylvain Simard a d'ailleurs affirmé que ce changement permettra au PQ d'améliorer son image de démocrate et de se distinguer des « vieux partis¹⁰⁰ ». Une autre militante, Flavie Paquin, faisait pour sa part valoir que cette modification allait être une « façon extraordinaire de valoriser le rôle de nos membres et [que] cela donnera un chef vraiment représentatif de tous nos militants¹⁰¹ ».

99 Pierre Vincent, « Le PQ sera le premier parti à adopter le suffrage universel pour désigner ses futurs chefs », *La Presse*, 10 juin 1984, p. 11.

100 *Idem*.

101 Pierre Vincent, « Tous les membres du PQ éliront le prochain chef », *La Presse*, 11 juin 1984, p. A-4.

Laissons l'analyse finale à Marc Laurendeau de *La Presse* qui tire encore une fois d'excellentes conclusions sur le congrès péquiste :

Le PQ, réuni en congrès plénier cette fin de semaine, se trouvait littéralement coincé et n'avait guère la partie facile. S'il diluait son option, il risquait une démobilisation de ses membres. Par contre, en attachant le sort électoral du gouvernement à l'idée d'indépendance, il voguait carrément vers une défaite dans la dignité. On pourrait croire que c'est la seconde option qui a été retenue. [...] En effet, non seulement les prochaines élections porteront principalement sur la souveraineté du Québec mais le nouveau programme de la formation précise maintenant qu'un vote pour un candidat du PQ représentera un vote pour la souveraineté. [...] Un pas important vient d'être franchi. Le PQ aura le mérite d'adopter des objectifs clairs et tranchés dont aucun candidat ne pourra se démarquer. Mais en même temps, le PQ vient de s'encarcanner pour longtemps¹⁰².

Nous connaissons la suite. Malgré l'apparente unité au terme du congrès de juin 1984, le PQ n'était qu'à quelques mois d'une crise encore plus importante que celle qui venait de secouer le parti au début des années 1980. L'élection de Brian Mulroney comme premier ministre canadien à l'automne 1984 venait changer le portrait politique et constitutionnel. L'acceptation du « Beau risque » par René Lévesque venait désavouer une fois de plus un programme voté par la base militante ainsi qu'une partie de ses ministres. Pour plusieurs d'entre eux, cet épisode allait être la goutte qui allait faire déborder le vase, car au lieu de retourner en campagne électorale en axant sur la nécessité de la souveraineté, cette nouvelle orientation impliquait au contraire une mise en veilleuse de l'option pour une deuxième élection générale de suite¹⁰³.

102 Marc Laurendeau, « Le PQ vient d'entamer une marche inexorable », *La Presse*, 11 juin 1984, p. A-6.

103 Après la défaite référendaire de 1980, le PQ avait effectivement promis de ne pas tenir de référendum lors de l'élection générale d'avril 1981 qu'il a d'ailleurs remportée avec son plus haut résultat historique avec plus de 49% des suffrages populaires.

Conclusion

Ce que nous avons tenté de démontrer à travers ce chapitre, c'est que ces deux crises, autant celle de 1981 que celle de 1984, cette dernière étant brièvement abordée puisqu'elle dépasse le cadre analytique que nous nous sommes donné, ne surgissent pas de nulle part. Elles s'inscrivent au contraire en parfaite logique avec la façon dont le parti s'est développé depuis 1968. Conséquemment, le désaveu du congrès de 1981 par René Lévesque n'est que le sommet d'une personnalisation des conflits entre le président et une partie de ses militants entamée avant même la fondation officielle du PQ.

Au-delà de cette tendance, c'est la figure de René Lévesque qui émerge comme étant unique. Malgré le désaveu entier d'un congrès démocratique, la majorité des mêmes délégués n'appuiera pas la motion de blâme présentée par une frange plus contestataire lors de la suite du congrès de février 1982. Rarement un homme politique aura pu à ce point conserver main basse sur ses militants au point où ceux-ci lui ont pratiquement pardonné tous ses torts. Outre l'importance de Lévesque, l'épisode du « renérendum » nous a également démontré à quel point René Lévesque et ses acolytes ont toujours considéré le parti comme un instrument que l'on souhaitait rendre crédible quitte à outrepasser certaines décisions des membres. Relevons à nouveau que ce type d'action se rattache vraisemblablement à celui d'un parti traditionnel dont la direction politique et idéologique, malgré ce qu'on peut bien en dire, et ce, encore de nos jours, demeure essentiellement entre les mains de certains privilégiés. L'ironie du sort est la suivante, après maintes altercations avec ses militants par l'entremise d'un rapport amour-haine qui aura traversé le temps, le coup final qui éjectera René Lévesque de l'arène politique viendra de son conseil des ministres.

CONCLUSION

Pour conclure, revenons sur le cadre d'analyse que nous avons présenté lors du premier chapitre. Nous avons suggéré d'analyser la trajectoire entre les deux pôles référentiels que nous nous étions donnés grâce aux concepts de parti traditionnel et de parti de masse. Il s'avère que, conformément à notre hypothèse, cette « trajectoire » et ce passage sont pratiquement inexistantes en ce sens que le parti, comme nous l'avons démontré, est toujours demeuré centralisé sur le plan décisionnel. Plusieurs exemples appuient cette assertion à travers la période étudiée.

L'abolition par les militants du comité politique composé d'experts lors du second congrès de 1969 n'a pas empêché Claude Morin à faire réécrire un segment entier du programme politique concernant l'accession à l'indépendance. Cet épisode incarne parfaitement ce que l'aide participationniste souhaitait éviter lorsqu'elle a aboli le comité politique.

La décennie 1970 nous a permis quant à elle de saisir le déploiement d'un certain réalisme politique qui a permis au PQ d'obtenir le pouvoir, non pas sans sacrifier des éléments importants de son programme initial comme l'élection référendaire. La promotion du concept de référendum, lors de l'élection d'octobre 1973, s'est faite sans l'aval des militants. Nous avons démontré comment certains mécanismes d'influence utilisés dans les premiers congrès sont devenus récurrents. Pensons à l'utilisation du discours d'ouverture par René Lévesque pour baliser en quelque sorte chaque congrès, aux manœuvres en coulisses pour obtenir un exécutif souscrivant aux mêmes idéaux et à l'envoi de personnes influentes pour combattre certaines résolutions jugées contreproductives qui auraient pu compromettre la marche vers le pouvoir. La décennie 1970 a également vu naître les questions entre parti et gouvernement, lesquelles devaient se solder fréquemment par la victoire du gouvernement sur le parti.

Cette centralisation décisionnelle devait atteindre un sommet lors du désaveu complet par René Lévesque lors d'un congrès démocratique en décembre 1981. L'appel au référendum interne, justifié par le souci démocratique de représenter l'entière des membres sonne certainement faux chez quiconque observe la lourde tendance qui se déploie sur le plan décisionnel depuis la fondation du parti.

Notre hypothèse manquait toutefois de nuance. Si plusieurs éléments associent davantage le PQ au pôle des partis traditionnels, force est d'admettre que certaines caractéristiques le rattachent néanmoins à l'idéal des partis de masse que certains l'auraient souhaité voir incarner. Un constat demeure selon nous, et nous l'avons évoqué dans l'introduction de cette étude, c'est que le militant péquiste croit encore aujourd'hui pouvoir orienter la vie de son parti politique. Nous avons vu à travers les congrès couverts dans les chapitres précédents que, malgré cette centralisation décisionnelle autour de l'exécutif national, les militants ont souvent tenté de reprendre la barre du parti. L'abolition du comité politique lors du second congrès, la création par les militants d'une commission devant assurer l'orthodoxie du programme législatif mis en place par les ministres, la nomination d'un porte-parole distinct du gouvernement, les motions de blâme sporadiques envers la direction, la radicalisation du programme lorsque nécessaire à leurs yeux et l'introduction du principe d'élection du chef par tous les membres sont toutes des mesures qui, conjointement, témoignent que plusieurs militants ont cru et continuent à croire à ce qu'ils conçoivent être la mission du PQ. À cela nous pourrions ajouter la publication de pamphlets par le parti sur le rôle du membre ou encore le financement que l'on a toujours souhaité populaire au compte des éléments qui le rattachent au pôle des partis de masse.

Voilà en rafale des gestes qui témoignent qu'une vie démocratique reste présente, sans avoir jamais réussi à s'imposer entièrement à la direction, ne serait-ce, peut-être, que sous le règne de Jacques Parizeau. La direction péquiste ne pourra faire l'indépendance sans ses militants, tout comme ses militants ne pourront l'obtenir sans la direction.

Cette embêtante réalité ramène l'idée selon laquelle le parti n'a jamais été envisagé de la même manière par ses membres. S'il est un moyen pour certains, il demeure une fin pour d'autres, ce qui confère au PQ son caractère hybride.

Dans un autre ordre d'idées, nous avons tenté de ne pas réduire la vie péquiste au personnage de René Lévesque et d'en brosseur un portrait plus large. Il va sans dire qu'il était parfois impossible d'éviter celui qui en a été sa figure centrale, d'autant plus que les sources des comtés ne sont pas les plus abondantes.

Certains sursautent parfois lorsque certaines connivences idéologiques sont évoquées entre René Lévesque et Maurice Duplessis. Or, se pourrait-il que les deux aient partagé le même statut au sein de leur parti soit celui d'une figure indispensable pour leur organisation respective coiffée d'un pragmatisme électoral assumé? Loin de nous l'envie de comparer le respect des institutions démocratiques affiché par Lévesque au mépris que leur réservait souvent Duplessis. Il est néanmoins intéressant de revenir sur le rapport qu'entretenait Lévesque envers les institutions démocratiques de son propre parti. Démocrate envers ses adversaires, l'était-il autant avec ses alliés? Nous pouvons légitimement en douter à la suite de notre étude.

Ce comportement de René Lévesque envers son parti pourrait éventuellement déboucher à lui-seul sur une nouvelle étude. Lors de son rapport d'évaluation du présent mémoire, l'historien Éric Bédard a proposé une piste qui pourrait intéresser de futurs chercheurs. Ce dernier prétend que l'obsession de Lévesque à combattre les caisses électorales occultes l'aurait potentiellement conduit à accepter le mal nécessaire qu'était le militantisme avec lequel venait le financement propre de son parti¹. En contrepartie, les militants devaient se sentir impliqués même si cela devait entraîner certaines dérives telles que nous les avons soulevées au courant de notre étude. Les nouveaux axes de recherche ne devraient toutefois pas se limiter pas aux figures politiques traditionnelles.

1 Rapport d'évaluation d'Éric Bédard au sujet du présent mémoire rédigé le 2 décembre 2016.

En ce sens, l'expérience militante, la vie des structures régionales, la perception de celles-ci face aux instances nationales et le rôle des militants intermédiaires sont tous des sujets qui pourraient éventuellement intéresser d'autres chercheurs et conséquemment nous permettre de brosser un portrait encore plus exhaustif du PQ.

Par ailleurs, nous avons évoqué quelques fois la distinction entre réalité politique et pureté idéologique. Si Lévesque et la majorité de ses conseils exécutifs ont agi comme nous les avons dépeints dans l'étude, n'était-ce pas pour faire avancer la cause au même titre que ceux que nous pouvons qualifier de « puristes » ? En ce sens, qui sert davantage cette cause partagée ? Ceux qui tentent de la faire avancer en prenant le pouvoir sans être parfaitement en adéquation avec la volonté des membres ou ceux qui s'époumonent dans ses marges ? Notre recherche dépeint un côté méconnu de René Lévesque qui est en venu à incarner le parti, et ce, encore de nos jours. Qui n'a pas utilisé René Lévesque pour justifier ses propositions au PQ lors de courses à la chefferie ? À en croire tout ce qui est dit, René Lévesque aurait été progressiste, conservateur, traditionnaliste, souverainiste et nationaliste, à la fois inclusif et exclusif. Mais le fait qu'il soit devenu l'incarnation d'un parti peut également s'expliquer. N'est-ce pas un phénomène, celui de la centralisation décisionnelle, qui se profile au sein de chaque organisation qu'elle soit financière, syndicale, étudiante ou politique ? On peut légitimement se poser la question en quoi cette incarnation du parti qui s'est traduite par un culte de la personnalité était compatible avec le caractère démocratique que l'on a bien voulu vendre.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I) ARTICLES DE JOURNAUX

ADAM, Marcel. « Lévesque : chef omnipotent d'un parti affaibli », *La Presse*, 15 février 1982.

ALARIE, Gérald. « Au-delà de l'événement », *Le Soleil*, 22 août 1970.

ALLARD, Pierre. « L'élection de Jean Alfred a suscité des dissensions chez les péquistes de Papineau », *Le Droit*, 10 juillet 1976.

ANONYME, « “Une patente de vieux”, le comité politique saute », *La Presse*, 20 octobre 1969.

ANONYME, « Cinq nouvelles figures élues membres du conseil exécutif du Parti québécois », *La Presse*, 26 février 1973.

ANONYME, « Congrès du PQ : multiples appels à l'unité », *La Presse*, 2 juin 1979.

ANONYME, « En bref », *La Presse*, 10 juin 1984.

ANONYME, « L'assemblée générale abolit le comité politique », *Le Devoir*, 20 octobre 1969.

ANONYME, « L'exécutif élu appuie Lévesque », *La Presse*, 7 décembre 1981.

ANONYME, « L'indépendance par élection et “association” facultatives », *La Presse*, 7 décembre 1981.

ANONYME, « La direction du PQ invitée à organiser un conseil national à huis clos avant le congrès », *Le Devoir*, 8 janvier 1982.

ANONYME, « La notion d'association au rancart. Lévesque réfléchit à sa démission », *La Presse*, 7 décembre 1981.

ANONYME, « Le MSA-RN en congrès », *La Presse*, 12 octobre 1968.

ANONYME, « Le PQ se décentralise. Les régions auront plus de pouvoirs », *Le Devoir*, 1^{er} mars 1971.

ANONYME, « Les problèmes du PQ dans l'Outaouais sont un signe des temps, selon Laurin », *Le Droit*, 3 août 1976.

ANONYME, « Lévesque veut demeurer le porte-parole de son parti », *La Presse*, 5 décembre 1981.

ANONYME, « Malgré le congrès, Lévesque toujours tenir un référendum », *La Presse*, 26 février 1973.

ANONYME, « Mécontentement et insatisfaction des membres. La toile de fond du 15 novembre s'est quelque peu assombrie », *La Presse*, 27 mai 1977.

ANONYME, « MSA-PSA-PPS ou PIQ ? », *La Presse*, 12 octobre 1968.

ANONYME, « MSA-PSA-PPS-PS ou PIQ ? », *La Presse*, 12 octobre 1968.

ANONYME, « Opération lavage du linge sale en famille au prochain congrès du Parti québécois ? », *Dimanche-Matin*, 27 mai 1979.

ANONYME, « Un sentiment d'impuissance face à une formation qui se fait juge et partie », *Le Jour*, 13 août 1976.

BARBERIS, Robert. « Le cabinet fantôme du Parti québécois », *Le Devoir*, 13 septembre 1969.

BARBERIS Robert. « Redevenir militants », *Le Devoir*, 15 mai 1979.

BARBERIS, Robert. « Leaders péquistes et militants », *Le Devoir*, 14 août 1979.

- BEAUCHAMP, Claude. « Affrontement Lévesque-Aquin. Le MSA se transformera en parti politique dans un délai de six mois », *La Presse*, 22 avril 1968.
- BEAUCHAMP, Claude. « Le Parti québécois pose au peuple du Québec le défi qui est commun à tout peuple minoritaire », *La Presse*, 15 octobre 1968.
- BEAUCHAMP, Claude. « Le Congrès du PQ sera un “exercice de consolidation” – Lévesque », *La Presse*, 17 octobre 1969.
- BEAUCHAMP, Claude. « Le Parti québécois a fait la preuve qu’il est capable de préoccupations électorales », *La Presse*, 20 octobre 1969.
- BEAUREGARD, Luc. « Le PQ découvre les faiblesses et les avantages de la “participation” », *La Presse*, 15 octobre 1968.
- BEAUREGARD, Pierre. « Le PQ devrait retomber sur ses pattes », *Le Soleil*, 25 janvier 1982.
- BELLEFEUILLE, Roger. « Purge au sein du PQ de Charlesbourg », *Le Soleil*, 9 juillet 1976.
- BELLEMARE, Pierre. « L’accord des dix va accélérer le processus de la souveraineté. – Lévesque », *La Presse*, 5 décembre 1981.
- BOURGAULT, Pierre. « La vraie question », *Le Devoir*, 18 décembre 1981.
- BRISSON, Michel. « Tendance fortement masochiste : les coups les plus durs au PQ sont portés par ses membres », *Le Jour*, 13 novembre 1974.
- CLEARY, Bernard. « Le grand tabou du PQ : le leadership de René Lévesque », *Le Soleil*, 17 novembre 1973.
- CLEARY, Bernard. « Le conseil national du PQ est catégorique : Lévesque doit siéger au Parlement », *Le Soleil*, 19 novembre 1973.
- COUSINEAU, Louise. « Pour les femmes : égalités et indépendance », *La Presse*, 26 février 1973.

- COUSINEAU, Louise. « Suite à l'intervention de l'exécutif, un délégué se fâche et quitte le PQ », *La Presse*, 26 février 1973.
- DAOUST, Gilles. « Le PQ lance son cri de guerre électoral », *La Presse*, 18 octobre 1969.
- DAOUST, Gilles. « Le PQ s'attelle à une troïka électoralement rassurante », *La Presse*, 20 octobre 1969.
- DELISLE, Normand. « Fin dramatique du congrès du PQ : Lévesque songe à démissionner », *La Presse*, 7 décembre 1981.
- DESCÔTEAUX, Bernard. « Lévesque appelle le PQ à l'unité et à la clarté », *Le Devoir*, 2 juin 1979.
- DESJARDINS, Marcel. « Ce fut le congrès de Lévesque », *La Presse*, 18 novembre 1974.
- DUFRESNE, Jean-V. « René Lévesque : tôt ou tard un parti politique », *Le Devoir*, 20 novembre 1967.
- FALARDEAU, Louis. « Le PQ maintient l'offre d'association », *La Presse*, 15 février 1982.
- FALARDEAU, Louis. « Les droits de la minorité anglophone sont mieux garantis », *La Presse*, 15 février 1982.
- FALARDEAU, Louis. « La résolution sur le vote souverainiste : dissidence de Lévesque », *La Presse*, 10 juin 1984.
- FALARDEAU, Louis. « L'élection référendaire : Richard et Johnson sont réticents. René Lévesque se rallie et rétablit l'unité du parti », *La Presse*, 11 juin 1984.
- FALARDEAU, Louis et Pierre VINCENT. « Harel : un désaveu odieux du congrès et des bases démocratiques du parti », *La Presse*, 16 décembre 1981.

- GAGNÉ, Pierre-Paul. « Congrès du PQ : Lévesque engage la lutte contre les dissidents », *La Presse*, 16 novembre 1974.
- GAGNÉ, Pierre-Paul. « Malgré Charron et Léger le PQ ne subventionnerait pas les institutions privées », *La Presse*, 18 novembre 1974.
- GAGNÉ, Pierre-Paul. « Un conseil exécutif favorable à Lévesque », *La Presse*, 18 novembre 1974.
- GAGNÉ, Pierre-Paul. « Au 7^e congrès national du PQ. Des discussions serrées sur un nouvel “étapisme” », *La Presse*, 1^{er} juin 1979.
- GAGNÉ, Pierre-Paul. « En cas d'échec du projet d'association : pas d'indépendance sans une seconde consultation », *La Presse*, 4 juin 1979.
- GAGNON, Lysiane. « Leadership du PQ : pas de crise, mais malaise évident », *La Presse*, 11 septembre 1976.
- GAGNON, Lysiane. « PQ : une très grande majorité de modérés », *La Presse*, 11 septembre 1976.
- GAGNON, Lysiane. « En fin de semaine au vélodrome 1 800 délégués et 2 000 résolutions pour réalimenter le programme du PQ », *La Presse*, 27 mai 1977.
- GAGNON, Lysiane. « 2 000 résolutions en deux jours. Les délégués entament doucement un congrès qui sera fatiguant... », *La Presse*, 28 mai 1977.
- GAGNON, Lysiane. « “Les contraintes du pouvoir”... Lévesque appelle son parti au réalisme politique », *La Presse*, 28 mai 1977.
- GAGNON, Lysiane. « Avortement : la résolution est venue d'un atelier calme mais déterminé », *La Presse*, 30 mai 1977.
- GAGNON, Lysiane. « Élimination progressive des écoles privées », *La Presse*, 30 mai 1977.
- GAGNON, Lysiane. « Un exécutif susceptible de contester le premier ministre », *La Presse*, 30 mai 1977.

- GAGNON, Lysiane. « Le PQ en congrès. Lévesque tire quelques flèches à l'aile gauche », *La Presse*, 2 juin 1979.
- GAGNON, Lysiane. « Harel est élue haut la main », *La Presse*, 4 juin 1979.
- GAGNON, Lysiane. « Nouvelle stratégie référendaire. La souveraineté ne sera pas proclamée unilatéralement », *La Presse*, 4 juin 1979.
- GAGNON, Lysiane. « La revanche des militants », *La Presse*, 7 décembre 1981.
- GAGNON, Lysiane et Daniel L'HEUREUX. « L'avortement sur demande : Lévesque dit non au congrès », *La Presse*, 30 mai 1977.
- GAGNON, Pierre. « Un signe étrange de vieillissement. La réaction d'un militant de la première heure devant une brochure du PQ expliquant le projet de référendum sur l'indépendance », *Le Devoir*, 5 juillet 1976.
- GARIEPY, Gilles. « Nouveau partage du pouvoir au sein du PQ », *La Presse*, 28 janvier 1974.
- GAUVIN J., Charles. « Les péquistes doivent poser un geste grave », *Le Quotidien*, 11 janvier 1982.
- GIROUX, Maurice. « L'indépendance du Québec, une chance historique pour le Canada – Lévesque », *La Presse*, 20 avril 1968.
- GIROUX, Maurice. « Le mode de financement fera du MSA un parti populaire ou traditionnel », *La Presse*, 12 octobre 1968.
- GIROUX, Maurice. « Pour le moment, aucune formule de financement populaire du parti », *La Presse*, 15 octobre 1968.
- GIROUX, Maurice. « Le MSA : orientation somme toute assez modérée », *La Presse*, 20 avril 1968.
- GIROUX, Maurice. « L'atelier politique n'a d'yeux et d'oreilles que pour la structure de l'État », *La Presse*, 18 octobre 1969.

- GIROUX, Maurice. « Le PQ précise sa pensée politique », *La Presse*, 20 octobre 1969.
- GIROUX, Maurice. « Lévesque pour la persuasion et contre tout extrémisme », *La Presse*, 27 février 1971.
- GIROUX, Maurice. « Le débat sur l'accession à l'indépendance. Une première victime », *Le Jour*, 15 octobre 1974.
- GODIN, Pierre. « Fondation samedi prochain du mouvement pro-Lévesque », *La Presse*, 13 novembre 1967.
- GODIN, Pierre. « Le mouvement souverainiste sera parti politique dès le printemps », *La Presse*, 20 novembre 1967.
- GODIN, Pierre. « Parizeau est acclamé avec enthousiasme ; Bourgault suscite quelques réticences », *La Presse*, 18 octobre 1969.
- HUARD, Guy. « René Lévesque et les dirigeants du parti. Qu'il fasse donc confiance à ses hommes ; quant à eux, qu'ils dialoguent avec la population! », *Le Jour*, 23 septembre 1974.
- KEABLE, Jacques. « Le national fait bien peu de cas des élus locaux déclare l'exécutif démissionnaire du PQ de Gatineau », *Le Jour*, 2 août 1976.
- L'HEUREUX, Daniel. « L'approche des élections engendre l'unanimité au PQ », *La Presse*, 4 octobre 1976.
- L'HEUREUX, Daniel. « Lévesque : "Il faut se tracer des itinéraires qu'on a le temps et le moyen de réaliser..." », *La Presse*, 28 mai 1977.
- LACOMBE, Réjean. « Du pain sur la planche », *Le Nouvelliste*, 8 novembre 1974.
- LACOMBE, Réjean. « Le Parti québécois : un géant endormi », *Le Soleil*, 16 octobre 1982.

- LAURENDEAU, Marc. « Les assises du Parti québécois. Un congrès alourdi par la procédure, la rigidité et la provocation », *La Presse*, 7 décembre 1981.
- LAURENDEAU, Marc. « Congrès du PQ : les dissidents seront là mais un peu sur la défensive », *La Presse*, 13 février 1982.
- LAURENDEAU, Marc. « Le PQ vient d'entamer une marche inexorable », *La Presse*, 11 juin 1984.
- LE BORGNE, Laval. « Au PQ, le règne des élites est terminé », *La Presse*, 20 octobre 1969.
- LEBLANC, Gérard. « À la veille du congrès du PQ. Le duel Renaud-Harel déchire les militants », *La Presse*, 1^{er} juin 1979.
- LEBLANC, Gérard. « L'enjeu du congrès péquiste. Il faut escalader ou contourner la montagne », *La Presse*, 2 juin 1979.
- LEBLANC, Gérard. « Le gouvernement pense encore au printemps 1980 », *La Presse*, 4 juin 1979.
- LECLERC, Jean-Claude. « Dictature dans le PQ ? », *Le Devoir*, 2 octobre 1979.
- LEMELIN, Claude. « Les deux écueils du Parti québécois », *Le Devoir*, 26 février 1971.
- LESAGE, Gilles. « Lévesque fait encore échec à l'unilinguisme », *Le Devoir*, 1^{er} mars 1971.
- LESAGE, Gilles. « Comment propulser le PQ au pouvoir ? », *Le Devoir*, 16 novembre 1974.
- LESAGE, Gilles. « À travers le cahier des mille et une résolutions », *Le Devoir*, 18 novembre 1974.
- LESAGE, Gilles. « La préoccupation électoraliste reçoit ses lettres de noblesse », *Le Devoir*, 18 novembre 1974.

- LESAGE, Gilles. « Les “grandes décisions” seront soumises au conseil du Parti », *Le Devoir*, 19 novembre 1976.
- LESAGE, Gilles. « Grand remue-ménage au sein du PQ », *Le Devoir*, 10 décembre 1976.
- LESAGE, Gilles. « Mon cher René, c’est à ton tour... », *Le Soleil*, 16 décembre 1981.
- LESAGE, Gilles. « La purge de René Lévesque », *Le Soleil*, 17 décembre 1981.
- LESAGE, Gilles. « Lévesque plébiscité et rassuré », *Le Soleil*, 10 février 1982.
- MARSOLAIS, Claude. « Le congrès de la dernière chance pour le PQ ? », *La Presse*, 5 décembre 1981.
- MARTIN GODBOUT, Johannes. « Le Parti québécois, tome deux », *Le Droit*, 5 juin 1979.
- MASSON, Claude. « Le Parti québécois se fait rassurant », *La Presse*, 1^{er} mars 1971.
- MASSON, Claude et Marcel DUPRÉ. « Lévesque élu, Bourgault aussi. Le PQ rejette l’unilinguisme », *La Presse*, 1^{er} mars 1971.
- MORISSETTE, Rodolphe. « La direction du PQ a contrôlé le congrès comme une horlogerie », *Le Devoir*, 4 juin 1979.
- O’NEIL, Pierre. « Les rapports aile parlementaire-exécutif. Le PQ étudie un protocole », *Le Devoir*, 22 mars 1975.
- O’NEIL, Pierre. « Le PQ : parlementaires et militants s’affrontent », *Le Devoir*, 15 décembre 1976.
- O’NEIL, Pierre. « Les rapports gouvernement/parti : le PQ Ville-Marie relance le débat », *Le Devoir*, 25 mars 1977.
- O’NEIL, Pierre. « Le Vélodrome, une sale machine », *Le Devoir*, 30 mai 1977.

- O'NEIL, Pierre. « Le Congrès du PQ : un pied sur le frein l'autre sur l'accélérateur », *Le Devoir*, 2 juin 1979.
- O'NEIL, Pierre. « Que les dissidents rentrent chez eux. Lévesque rappelle les militants du PQ à l'ordre et à la discipline », *Le Devoir*, 10 décembre 1979.
- O'NEIL, Pierre. « Quand le chef du PQ menace de démissionner », *Le Devoir*, 7 décembre 1981.
- O'NEIL, Pierre-L. « Qui est cet espion ? se demande-t-on de tout côté », *Le Devoir*, 26 février 1971.
- O'NEIL, Pierre-L. « Le PQ, poussé par M. Lévesque prône le maintien des subventions », *Le Devoir*, 1^{er} mars 1971.
- PELLETIER, Réal. « Claude Morin préconise l'autonomie en attendant la souveraineté politique », *La Presse*, 30 mai 1977.
- PELLETIER, Réjean. « Le malaise du PQ annoncerait-il un vieillissement prématuré ? », *Le Devoir*, 20 septembre 1974.
- PELLETIER, Réjean. « Les relations entre parlementaires et militants du PQ. Les dilemmes d'un parti démocratique au pouvoir », *Le Devoir*, 1^{er} décembre 1976.
- PICARD, Jean-Claude. « Le PQ se soumet dans l'unité à la stratégie du gouvernement », *Le Devoir*, 4 juin 1979.
- PICARD, Jean-Claude. « Le PQ doit concentrer ses efforts sur la souveraineté politique du Québec », *Le Devoir*, 7 décembre 1981.
- PRINCE, Vincent. « Le PQ a le goût du pouvoir », *La Presse*, 18 novembre 1974.
- PRINCE, Vincent. « Un test de maturité pour le PQ », *La Presse*, 28 mai 1977.
- PRINCE, Vincent. « Après l'adieu du PQ à l'«association» », *La Presse*, 7 décembre 1981.

- RIVARD, Pierre. « Le PQ : le plus jeune des vieux partis ? », *Le Devoir*, 10 mars 1970.
- ROWAN, Renée. « Les péquistes réclament l'avortement libre », *Le Devoir*, 30 mai 1977.
- ROY, Michel. « Le MSA créera un parti politique dans un délai maximum de six mois », *Le Devoir*, 22 avril 1968.
- ROY, Michel. « Au sein même du MSA, René Lévesque est contesté », *Le Devoir*, 23 avril 1968.
- ROY, Michel. « Le PQ doit accéder au pouvoir d'ici peu d'années, autrement il cessera d'être un instrument valable », *Le Devoir*, 24 mars 1971.
- ROY, Michel. « Le Parti québécois bientôt au pouvoir », *Le Devoir*, 24 février 1973.
- ROY, Michel. « Le pouvoir aux travailleurs ? Le PQ répond : oui, non, non, oui », *Le Devoir*, 26 février 1973.
- ROY, Paul. « Des militants du PQ se vident le cœur », *La Presse*, 18 janvier 1982.
- ROY, Michel. « Le 9^e congrès du Parti québécois », *La Presse*, 9 juin 1984.
- ROY, Michel et Pierre O'NEIL. « Lévesque appelle les Québécois à un “maximum de solidarité” », *Le Devoir*, 15 février 1982.
- RYAN, Claude. « Le IV^e congrès du Parti québécois », *Le Devoir*, 26 février 1973.
- ST-GERMAIN, Pierre. « Le congrès du Parti québécois : des résolutions qui dénotent un autre glissement vers la gauche », *La Presse*, 26 février 1971.
- ST-GERMAIN, Pierre. « Il faut résoudre les problèmes par la persuasion démocratique – Lévesque », *La Presse*, 27 février 1971.
- ST-GERMAIN, Pierre. « Le PQ veut sortir de Montréal », *La Presse*, 1^{er} mars 1971.

- ST-GERMAIN, Pierre. « La bataille de l'unilinguisme scolaire n'a pas lieu au PQ », *La Presse*, 26 février 1973.
- TREMBLAY, Claude. « Sixième départ au sein du PQ », *Le Droit*, 31 juillet 1976.
- TRÉPANIÉ, François. « Huit libéraux influents partent et annoncent 200 autres démissions », *La Presse*, 16 octobre 1967.
- TRÉPANIÉ, François. « Les libéraux choisissent le statut particulier à 217 voix contre 9 », *La Presse*, 16 octobre 1967.
- VAILLANCOURT, Claude. « Un document de travail du PQ : le parti contrôlerait le gouvernement », *Le Soleil*, 9 septembre 1974.
- VENNAT, Pierre. « Le PQ lave son linge sale et les syndiqués manifestent », *La Presse*, 13 février 1982.
- VINCENT, Pierre. « Les anti-Lévesque restent », *La Presse*, 15 février 1982.
- VINCENT, Pierre. « Deux candidats à la vice-présidence ; un seul diagnostic », *La Presse*, 8 juin 1984.
- VINCENT, Pierre. « Ouverture du 9^e congrès du PQ. Sur l'élection référendaire, le congrès a déjà eu lieu », *La Presse*, 8 juin 1984.
- VINCENT, Pierre. « Le PQ sera le premier parti à adopter le suffrage universel pour désigner ses futurs chefs », *La Presse*, 10 juin 1984.
- VINCENT, Pierre. « Tous les membres du PQ éliront le prochain chef », *La Presse*, 11 juin 1984.
- VINCENT, Pierre. « Une vice-présidente rétribuée : Assimopoulos succède à Simard », *La Presse*, 11 juin 1984.

II) SOURCES

LÉVESQUE, René. *Attendez que je me rappelle...* Montréal, Québec Amérique, 1986.

MORIN, Claude. *Mes premiers ministres*. Montréal, Boréal, 1991.

PARTI QUÉBÉCOIS. *C'est souverainement le temps*, 8^e congrès. 4, 5 et 6 décembre 1981, Montréal.

PARTI QUÉBÉCOIS. *Le militant du Parti québécois*. Montréal, Le Citoyen, 1972.

PARTI QUÉBÉCOIS. *Le programme, l'action politique, les statuts et règlements*. Édition 1973, Parti québécois.

PARTI QUÉBÉCOIS. *Qui finance le Parti québécois ?* Montréal, Le Citoyen, 1972.

TREMBLAY, Martine. *Derrière les portes closes. René Lévesque et l'exercice du pouvoir (1976-1985)*. Montréal, Québec Amérique, 2006.

III) OUVRAGES GÉNÉRAUX

BRAUD, Philippe. *Sociologie politique*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2008.

COUTURIER, Jacques. *Un passé composé : le Canada de 1850 à nos jours*. Moncton, Éditions d'Acadie, 2000.

DUVERGER, Maurice. *Les partis politiques*. Paris, Armand Colin, 1961.

IV) ÉTUDES

BOISMENU, Gérard. *Le duplessisme : politique économique et rapports de force*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981.

CLARKSON, Stephen. *The Big Red Machine: How the Liberal Party Dominates Canada Politics*. Vancouver, UBC Press, 2005.

COLEMAN, William. *The Independance Movement in Quebec 1945-1980*. Toronto, Université Press of Toronto, 1984.

COMEAU, Paul-André. *Le Bloc populaire*. Montréal, Québec/Amérique, 1982.

COMEAU, Robert et al. *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome I. 1834-1968*. Montréal, VLB, 2010.

COMEAU, Robert et al. *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome II. 1968-2012*, Montréal, VLB, 2012.

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE. *Les communistes au Québec 1936-1956 : sur le Parti communiste au Canada, Parti ouvrier-progressiste*. Montréal, Presses de l'Unité, 1981.

D'ALLEMAGNE, André. *Le RIN et les débuts du mouvement indépendantiste québécois*, Montréal, Éditions l'Étincelle, 1974.

DIRKS, Patricia. *The Failure of l'Action libérale nationale*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991.

DUCHESNE, Pierre. *Jacques Parizeau. Le Croisé*. Montréal, Québec Amérique, 2001.

DUCHESNE, Pierre. *Jacques Parizeau. Le Baron*. Montréal, Québec Amérique, 2002.

DUERN, Normand. « La culture politique du Parti libéral du Québec », Mémoire de maîtrise, Université Laval, 1975.

- FRASER, Graham. *Le Parti québécois*. Montréal, Libre Expression, 1984.
- GÉLINAS, Xavier et Lucia FERRETTI. *Duplessis, son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010.
- GODIN, Pierre. *René Lévesque, un homme et son rêve*. Montréal, Boréal, 2014.
- GRANATSTEIN, Jack. *The Conservative Party of Canada 1939-1945*. Durham, 1966.
- LA TERREUR, Marc. *Les tribulations des conservateurs au Québec. De Bennett à Diefenbaker*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973.
- LAROCQUE, André. *Le Parti de René Lévesque*, Montréal, Fides, 2007.
- LEMIEUX, Vincent. *Le Parti libéral du Québec. Alliances, rivalités et neutralités*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1993.
- LÉVESQUE, Michel. *Histoire du Parti libéral du Québec : la nébuleuse politique, 1867-1960*. Québec, Septentrion, 2013.
- MCCALL-NEWMAN, Christina. *Les rouges. Un portrait intime du Parti libéral*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1983.
- MONIÈRE, Denis. *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*. Montréal, Québec/Amérique, 1977.
- MONTIGNY, Éric. *Leadership et militantisme au Parti québécois*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2011.
- MURRAY Don et Véra MURRAY. *De Bourassa à Lévesque*. Montréal, Éditions Quinze, 1978.
- MURRAY, Véra. *Le Parti québécois de la fondation à la prise du pouvoir*. Montréal, Hurtubise, 1976.
- NADEAU, Jean-François. *Bourgault*. Montréal, LUX Éditeur, 2007.

NORMAND, Janie. « L'indépendance à droite. L'histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national entre 1964 et 1968 », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2010.

PANNETON, Jean-Charles. *Le Gouvernement Lévesque. De la genèse du PQ au 15 novembre 1976*. Québec, Septentrion, 2016.

PELLETIER, Réjean. *Les militants du RIN*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1974.

PICARD, Jean-Claude. *Camille Laurin l'homme debout*. Montréal, Boréal, 2003.

PICKERSGILL, John Whitney. *Le Parti libéral*. Montréal, Éditions du Jour, 1963.

QUINN, Herbert F. *The Union Nationale : Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*. Toronto, University of Toronto Press, 1979.

SAYWELL, John. *The Rise of the Parti québécois 1967-1976*. Toronto, University of Toronto Press, 1977.

VASTEL, Michel. *Landry. Le grand dérangeant*. Montréal, Éditions de l'Homme, 2003.

WEARING, Joseph. *The L-Shaped Party : The Liberal Party of Canada 1958-1980*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1981.

WHITAKER, Reginald. *The Government Party: Organizing and Financing the Liberal Party of Canada. 1930-1958*. Toronto, University of Toronto Press, 1977.

WILLIAMS, John. *The Conservative Party of Canada : 1920-1949*. Durham, Duke University Press, 1956.

V) ARTICLES

BÉDARD, Éric. « René Lévesque et l’alliance avec les “bleus” », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque : Mythes et réalités*, Montréal, VLB, 2008, p. 147-159.

COMEAU, Paul-André. « La transformation du Parti libéral québécois », dans *Revue canadienne d’économique et de science politique*, vol. 31, n° 3, 1965, p. 358-367.

FRASER, Graham. « René Lévesque et la paradoxe démocratique », dans Yves Bélanger (dir.), *René Lévesque. L’homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l’Université du Québec, 1992, p. 119-123.

GINGRAS, François-Pierre. « Le Rassemblement pour l’Indépendance nationale ou l’indépendantisme : du mouvement social au parti politique », dans Réjean Pelletier (dir.), *Partis politiques au Québec*, Montréal, Hurtubise, 1976, p. 219-246.

GUAY, Jean-Herman. « Essai de redéfinition des fonctions partisane », dans Hugo Loiseau (dir.), *Vous avez dit appliquée ? La politique appliquée : pédagogies, méthodes, acteurs et contextes*, Longueuil, Groupéditions, 2013, p. 119-165.

LÉVESQUE, Andrée. « Réflexion sur la biographie historique en l’an 2000 », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, vol. 54, n° 1, 2000, p. 95-102.

LOVINK, Johannes. « Le pouvoir au sein du Parti Libéral provincial du Québec, 1897-1936 », dans Réjean Pelletier (dir.), *Partis politiques au Québec*, Montréal, Hurtubise, 1976, p. 91-116.

MONIÈRE, Denis. « Le RIN un parti de type européen », *Bulletin d’histoire politique*, vol. 22, n° 3, 2014, p. 48-59.

PELLETIER, Réjean. « Les relations entre le Parti québécois et le nouveau gouvernement », dans Daniel Latouche (dir.), *Premier mandat. Une prospective à court terme du gouvernement péquiste*, Montréal, Aurore, 1977, p. 121-139.

PELLETIER, Réjean. « La démocratisation du Parti libéral au cours des années 1960 : un travail inachevé ? », dans Robert Comeau (dir.), *Jean Lesage et l'éveil d'une nation. Les débuts de la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1989, p. 66-69.

SIMARD, Sylvain. « René Lévesque et les partis politiques : une relation complexe », dans Yves Bélanger, (dir.), *René Lévesque. L'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 125-131.

DÉPÔT LÉGAL : AVRIL 2022

Maxime Corriveau enseigne au Cégep de Thetford depuis 2016. Thetfordois d'origine, il quitte la région pour poursuivre ses études universitaires à l'Université de Sherbrooke. Terminant son baccalauréat en histoire en 2014, il entame par la suite une maîtrise portant sur la culture politique au sein du Parti québécois, qu'il termine en décembre 2016. De retour dans sa région natale, il enseigne l'histoire de la civilisation occidentale et du 20e siècle au département de sciences sociales, portant à la fois attention aux dimensions politiques et sociales.



Alors que le Parti a perdu des plumes depuis l'entrée du 21e siècle, le lecteur peut être intéressé de découvrir son histoire et de comprendre, d'une certaine façon, que certains éléments d'actualité peuvent être éclairés par le recours au passé.

L'histoire des partis politiques canadiens et québécois semble avoir peu intéressé les historiens. En conséquence, la vie de ces organisations complexes échappe encore à ce jour aux connaissances de la science historique. L'évolution de l'histoire politique ouvre toutefois de nouvelles perspectives pour aborder ces organisations et c'est à travers la perspective de la culture politique que nous avons abordé le Parti québécois, en nous intéressant plus particulièrement aux différentes luttes internes, pour le contrôle de son orientation. Pour cibler cette culture politique, nous nous sommes attardés principalement au déroulement des neuf congrès nationaux prenant place sous le mandat de René Lévesque à la tête du parti, soit de 1968 à 1985. Nous abordons à travers cette étude l'évolution du rôle des militants, du programme, des structures, ainsi que la dynamique entre les principaux organes qui dirigent le parti. Nous suggérons que, malgré les apparences que lui confèrent ses statuts novateurs et démocratiques lors de sa fondation en 1968, le Parti québécois n'a jamais réellement été ce qu'une partie de ses fondateurs et adhérents auraient souhaité. Nous proposons plutôt que ses dirigeants, au contraire, ont tenté constamment à travers le temps de contrôler l'enthousiasme de ses membres, de contenir leurs « déviations » idéologiques en plus d'aller parfois contre leurs convictions, pourtant ratifiées par des congrès démocratiques. Il va sans dire également que René Lévesque a joué un rôle d'équilibriste important dans cette opposition constante et parfois paradoxale, entre la base et le sommet du parti.

